Libre circulation des produits alimentaires:

Améliorer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le développement du commerce intra-régional

29-31 janvier 2013
Accra, Ghana

USAID | AFRIQUE DE L'OUEST

Actes de la conférence

▶ Version française

Cette publication a été produite aux fins d'examen par l'Agence américaine pour le développement international. Elle a été préparée par Abt Associates Inc. pour le projet de Promotion de l'industrie agroalimentaire et du commerce.

Citation recommandée : Projet de promotion de l'industrie agroalimentaire et du commerce. « *Actes de la conférence :* ***Libre circulation des produits alimentaires.*** » Préparé pour le projet ATP par Abt Associates Inc., Bethesda, MD, février 2013.

Contrat/Project No. : EDH-I-00-05-00005-08

Soumis à : Danielle Knueppel, COR
Projet de promotion de l'industrie agroalimentaire et du commerce
USAID/Afrique de l'Ouest
Accra, Ghana

Abt Associates Inc. | 4550 Montgomery Avenue, Suite 800 North
Bethesda, Maryland 20814 | Tel: 301.347.5000 | Fax: 301.913.906 | www.abtassociates.com

En collaboration avec :

ACDI/VOCA
CARANA Corporation
J.E. Austin

Clause de non-responsabilité : Les avis exprimés par l'auteur dans cette publication ne reflètent pas nécessairement l'avis de l'Agence américaine pour le développement international ou du Gouvernement américain.

Table de Matières

Liste des Acronymes 4

Introduction 5

Forum Pour l'Action du Secteur Privé (1er Jour) 7

Dialogue Public-Privé (2ème Jour) 19

Dialogue Public-Privé - Suite (3ème Jour) 39

Annexe 1: Feuille de route d'Accra 50

Annexe 2: Liste des Participants 55

Annexe 3: Participants à la Foire Commerciale et Profils des Sociétés 67

Annexe 4: Listes des Participants des Groupes de Travail du Secteur Privé 73

Mme. Carleene Dei, Directeur de Mission par Intérim, et Jorge Oliveira, Conseiller de la Securité Alimentaire et des Ressources Naturelles de l'USAID/Afrique de l'Ouest, discutent avec le Dr. Marc Atouga, Commissaire pour l'Agriculture, l'Environnement et des Ressources en Eau, CEDEAO

Liste des Acronymes

AAFEX	Association Afrique agro Export
ATP	Projet de promotion de l'industrie agroalimentaire et du commerce
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIC-B	Comité Interprofessionnel des Céréales au Burkina Faso
CILSS	Comité permanent Inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CIR-B	Comité Interprofessionnel du Riz du Burkina
COFENABVI AO	Confédération des fédérations nationales de la filière bétail/viande des pays de l'Afrique de l'ouest
CPC-Togo	Centrale des producteurs de céréales du Togo
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
DFID	Département britannique pour le développement international
ECOWAP	Politique agricole de la CEDEAO
EDCPM	Centre européen de gestion des politiques de développement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine
FUPRO	Fédération des Unions de producteurs du Bénin
GRIB	Ghana Rice Inter-Professional Body (Organisation interprofessionnelle du riz au Ghana)
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IRTG	Projet de Gouvernance améliorée du transport routier
LARES	Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale
MELS	Meunerie et emballage de légumes secs
NAFASO	Neema Agricole du Faso
OPA	Observatoire des Pratiques Anormales l'Afrique de l'ouest
PAM	Programme alimentaire mondial
PNB	Produit national brut
RECAO	Réseau des Chambres d'agriculture de l'Afrique de l'Ouest
ROAC	Réseau ouest africain des céréales
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
SIM	Systèmes d'information sur le marché
SLEC	Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UOFA AO	Union des Organisations de la filière avicole de l'Afrique de l'ouest
USAID	Agence américaine pour le développement international

Introduction

L'environnement du commerce en Afrique de l'Ouest reste à bien des égards inhospitalier pour le commerce régional des produits de base produits localement. Les interdictions et les restrictions saisonnières, les permis d'exportation, l'acceptation irrégulière de certificats phytosanitaires et autres, et la corruption aux postes de contrôle sont autant de facteurs qui empêchent la libre circulation des produits de base. Le libre-échange pourrait renforcer la sécurité alimentaire en permettant aux produits alimentaires de base de passer facilement des zones de production vers les zones déficitaires et générer des revenus pour les agriculteurs de la région, car ils auront accès à des marchés plus grands pour leurs produits. De meilleures conditions commerciales pourraient également réduire le commerce informel « non officiel », ce qui conduit à des chaînes de valeur plus professionnelles et à l'amélioration de la capacité des gouvernements à contrôler les revenus potentiels et à comprendre les situations de production et de sécurité alimentaires.

Les preuves partout dans le monde nous montrent que l'investissement dans l'agriculture, qui ne représente plus que 35 pour cent du produit intérieur brut de l'Afrique de l'Ouest et emploie 60 pour cent de sa population, est la meilleure approche pour générer une croissance durable et rapide favorable aux pauvres. Compte tenu de la diversité des zones agroécologiques de l'Afrique de l'Ouest, le commerce régional a toujours été important pour la population de la région pour répondre à ses besoins en matière de sécurité alimentaire. En fait, l'Afrique de l'Ouest est une région composée de pays qui sont interdépendants les uns des autres en ce qui concerne la sécurité alimentaire. En 1990, le Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (SLEC) a été entièrement lancé afin de soutenir l'intégration des États d'Afrique de l'Ouest à travers la libre circulation des biens et des personnes dans la région.

Aujourd'hui en 2013, la sécurité alimentaire et la croissance économique, deux clés de voûte de la résilience, ne se concrétiseront que si nous supprimons les contraintes à la libre circulation des produits alimentaires de base : bétail, maïs, mil, sorgho, niébé, oignons et autres. Les producteurs doivent être en mesure de tirer profit des marchés au-delà des frontières, les consommateurs doivent être en mesure d'acheter de la nourriture transportée en toute efficacité et à faible coût, et les transformateurs doivent être en mesure de faire des investissements qui bénéficient des avantages des économies d'échelle régionale.

Organisé par la Communauté économique des États de Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Agence américaine pour le développement international (USAID), avec l'appui technique et financier du projet de Promotion de l'industrie agroalimentaire et du commerce de l'USAID, la Conférence « Libre circulation des produits alimentaires : Améliorer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le développement du commerce intrarégional » a réuni des intervenants de la région en matière de sécurité alimentaire et de commerce régional dont des ministres, responsables gouvernementaux, organisations régionales, associations professionnelles, entreprises commerciales régionales, associations d'agriculteurs, institutions financières et des partenaires au développement. Les participants ont élaboré une feuille de route pour améliorer la sécurité alimentaire à travers le commerce régional des produits de base, ce qui conduit à des prestations pour des millions d'Africains de l'Ouest.

La conférence en trois parties a réuni les secteurs publics et privés afin de comprendre premièrement la contribution actuelle du commerce régional à la sécurité alimentaire, et ensuite alimenter le débat sur les obstacles et les opportunités et élaborer une feuille de route aux fins d'amélioration. Les trois parties et leurs résultats comprenaient :

- **Forum pour l'action du secteur privé :** les acteurs du secteur privé ont discuté des préoccupations communes qui entravent la libre circulation des marchandises dans la région et ont dressé une liste d'actions prioritaires visant à réduire les obstacles aux échanges commerciaux. Le résultat des efforts a été l'identification d'actions spécifiques nécessaires dans cinq domaines d'activités. Parallèlement, les acteurs du secteur public se sont réunis pour discuter des mêmes questions, de leur point de vue.
- **Dialogue public-privé :** les deux secteurs public et privé ont discuté de l'importance et des ramifications d'une approche régionale plutôt que nationale de la sécurité alimentaire. Le dialogue a abouti à l'adoption de l'ordre du jour d'Accra qui comprend à la fois les engagements des différentes parties prenantes à l'action, ainsi que des actions spécifiques identifiées pour qu'un changement véritable se produise.

- **Foire commerciale :** l'échange d'informations, l'établissement de relations et les expositions par les partenaires du secteur privé, y compris les groupes de producteurs, les commerçants, les transformateurs, les transporteurs, les banques et les assureurs. Au total, 31 exposants représentant les producteurs, les commerçants, les transformateurs, les fournisseurs d'intrants et les prestataires de services, les transporteurs et autres ont pris part à cet événement de réseautage et de publicité.

En tout, plus de 270 participants ont pris part à cet événement unique et haut en couleurs qui a réuni un grand nombre d'acteurs travaillant dans le commerce régional des produits alimentaires de base en Afrique de l'Ouest, ainsi que ceux qui sont en mesure de promouvoir le commerce et l'intégration au niveau régional. Les présents actes comprennent les synthèses des communications et des débats de la conférence, ainsi que les principales conclusions. Nous espérons qu'ils contribueront aux discussions, débats et actions visant à améliorer les conditions du commerce régional en Afrique de l'Ouest - et donc sa sécurité alimentaire.

LE DEFI DE LA JOURNEE : DEFINIR ENSEMBLE DES ACTIONS DE PLAIDOYER PRIORITAIRES

Présentation

Le Forum pour l'action du secteur privé a rassemblé une multitude d'acteurs commerciaux régionaux, petits et grands, sur les chaînes de valeur : de la production à la transformation, du transport aux services financiers. Beaucoup avaient déjà été impliqués dans les efforts de plaidoyer, notamment dans le contexte des projets USAID ATP et ont eu quelques succès dans ce domaine.

Il ne manquait qu'un programme de plaidoyer mis sur pied et validé au niveau régional, avec un plan d'action à mettre en place et un suivi étroit de tous les acteurs. Les projets USAID-ATP ont facilité l'élaboration de plans régionaux de plaidoyer pour les six chaînes de valeur : le maïs, le riz, l'élevage, le mil / sorgho, la volaille et l'oignon. Ces plans de plaidoyer, ainsi que ceux développés dans le cadre d'autres projets ou efforts, ont constitué la base de l'enjeu pour les groupes de travail qui se sont réunis lors du Forum pour l'action du secteur privé. En outre, avant à ce forum, de nombreux acteurs commerciaux régionaux s'étaient déjà rencontrés, en groupe ou individuellement, dans le cadre des projets USAID-ATP pour discuter des éléments d'un programme de plaidoyer et pour réfléchir sur les composantes d'un plan d'action visant à supprimer des barrières au commerce dans la région, certaines vieilles de plusieurs décennies.

Les participants au Forum ont eu accès à des informations spécifiques sur une multitude de contraintes et sur la façon dont elles empiètent sur le commerce régional des produits alimentaires de base, informations qui ont été rassemblées avant la conférence. Le défi du Forum était d'élaborer un programme d'action de plaidoyer, en mettant l'accent sur les politiques et pratiques améliorées qui permettront véritablement la libre circulation des produits de base dans la région. En particulier, les participants au Forum se sont concentrés sur les questions suivantes :

- Quelles sont à présent les principales priorités pour l'action ?
- Comment peut-on mieux apprécier les progrès ?
- Qui sont les acteurs et que devraient-ils faire ?

Enregistrement : Nathalie Kalenga des projets USAID-ATP d'Abt enregistre un participant, Alain Sy Traoré, Directeur par intérim de l'Agriculture pour la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Structure

Bien que le Forum pour l'action du secteur privé ait été principalement conçu pour les participants du secteur privé, un nombre de responsables publics intéressés par l'ordre du jour y ont également pris part. Le Forum a été animé par **M. Graeme Frelick**, Consultant Principal à Training Resources Group. Après une brève ouverture, quatre représentants du secteur privé actifs dans le commerce régional ont émis leurs propres appels à l'action, décrivant ce qui doit être fait pour améliorer le commerce régional, et donc la sécurité alimentaire. L'attention a ensuite été portée sur la CEDEAO qui a donné son point de vue sur les raisons pour lesquelles des obstacles au commerce existent encore, et sur un représentant USAID-ATP, qui a décrit les obstacles qui ont été les plus problématiques pour les partenaires des projets au cours des quatre dernières années. Enfin, dans le dernier panel de la matinée, deux commerçants ont décrit les préparatifs que leurs associations ont faits pour la conférence, et un consultant international en développement des affaires a expliqué les meilleures opportunités d'affaires et d'investissement gâchées à cause de l'absence d'intégration régionale, en s'appuyant sur les entretiens avec 40 entreprises sur leurs besoins pour plus de libre-échange.

Les participants du secteur privé se sont ensuite répartis en cinq groupes de travail pour discuter de cinq contraintes de longue date au commerce identifiées par l'USAID ATP au cours du déroulement des projets. Un sixième groupe, composé de représentants du secteur public, a également discuté de ces contraintes. Tous les participants ont reçu un paquet de dossiers qui a mis à leur disposition des informations précises sur les cinq contraintes, notamment la façon dont elles empiètent sur le commerce régional des produits alimentaires de base. Les participants au groupe de travail ont partagé des points de vue variés sur ce qui pourrait être fait, ont

considéré comment des progrès pourraient être mieux réalisés et ont sélectionné « les meilleures solutions » qui pourraient faire le plus de différence dans l'immédiat et à long terme. Ces meilleures solutions ont été présentées en plénière. Au cours de discussions ultérieures, les révisions de clarification ont été faites. Ces communications et ces débats sont présentés ci-après :

Préparer le terrain : Appel à l'action

Animateur : **M. Graeme Frelick,** *Consultant principal, Training Resources Group*

Présentateurs : **M. Alain Sy Traoré**, *Directeur par intérim de l'agriculture et du développement rural, CEDEAO;* **Dr. Candace Buzzard**, *Chef de l'Équipe de Croissance Économique USAID/Afrique de l'Ouest*

Panelistes: **M. Soumaïla Sanou,** *President, Comité Interprofessionnel des Céréales au Burkina Faso (CIC-B) ;* **Mme. Adja Velegda,** *CEO, Groupe Velegda;* **M. Rohit Raj,** *Directeur Engrais pour l'Afrique de l'Ouest, Olam International;* **Mr. Ziad Hamoui, Directeur Exécutif,** *Tarzan Enterprise Limited et Président, l'Alliance Borderless*

M. Alain Sy Traoré, Directeur par intérim de l'agriculture et du développement rural, CEDEAO, a remercié les organisateurs de la conférence, le projet USAID ATP, qui jouit d'un partenariat réel et rare avec la CEDEAO. Il a également exprimé sa gratitude à l'endroit de ceux qui travaillent pour l'intégration régionale, de l'USAID, des opérateurs économiques qui font face à des conditions difficiles, et des hauts fonctionnaires qui ont pris de leur temps précieux pour y participer. Il a rappelé à tous que les questions étaient complexes, et que l'objectif du Forum était d'identifier les innovations et les solutions à présenter aux décideurs. M. Traoré a souligné qu'il n'y avait pas de cérémonie d'ouverture ou de protocole pour cette partie de la Conférence, car l'intention était de se mettre rapidement au travail.

Dr. Candace Buzzard, Chef de l'Équipe de Croissance Économique USAID/Afrique de l'Ouest, a souligné la fierté de l'USAID de co-parrainer la conférence avec la CEDEAO. Elle a particulièrement souhaité la bienvenue aux participants du secteur privé et a souligné que ce sont eux qui font la différence en matière de sécurité alimentaire dans la région.

Les quatre panelistes ont ensuite présenté leurs expériences dans le commerce régional.

M. Soumaïla Sanou, Président, Comité Interprofessionnel des Céréales au Burkina Faso (CIC-B), a présenté son organisation, son orientation interprofessionnelle et sa mission qui est d'accroître la productivité et d'examiner les contraintes auxquelles l'agriculture et le commerce sont confrontés. Il a ensuite examiné le large éventail de contraintes qui entravent le commerce régional, notamment une faible productivité causée par la faible utilisation des variétés améliorées, l'absence de conservation de l'eau, le manque d'installations de stockage et une mauvaise infrastructure routière qui conduit à des réseaux de distribution inefficaces.

Mme. Adja Velegda, PDG du Groupe Velegda, une société d'export/import de céréales au Burkina Faso, a soutenu M. Sanou, en déclarant que : « Il ne peut y avoir d'échange commercial en l'absence de production suffisante ». Elle a déploré les nombreuses difficultés dans le commerce des céréales, notamment les coûts illicites et l'absence d'harmonisation des documents d'une frontière à l'autre. La douane, la police et la gendarmerie affirment que les céréales ne peuvent pas être transportées sans documents, et profitent des nombreuses incertitudes concernant les types de documents nécessaires pour le commerce des céréales. « Il y a des coûts que vous ne pouvez pas expliquer quand vous essayez de faire du commerce », a déclaré Mme Velegda. L'insuffisance des capacités d'entreposage est un autre problème qui affecte négativement le commerce. Elle a terminé en se plaignant du problème de la mauvaise qualité, notamment le manque d'acceptation des normes de qualité spécifiques pour les cultures commerciales importantes telles que le millet et le sésame. Mme Velegda a souligné la nécessité pour les personnes impliquées dans le commerce régional de collaborer, car leurs efforts sont liés.

M. Rohit Raj, Directeur Engrais pour l'Afrique de l'Ouest, Olam International, a présenté son entreprise qui est présente dans 65 pays à travers le monde, dont 25 en Afrique. Olam fait de gros investissements en Afrique de l'Ouest dans le commerce et la transformation des aliments tels que le riz, le cacao, la noix de cajou

et le coton. La société intervient à toutes les étapes de la chaîne de valeur. Son modèle d'affaires se fonde sur la proximité avec la ferme et sur le travail en amont, intermédiaire et en aval. La société croit au libre-échange dans la région. M. Raj voit en l'Afrique de l'Ouest, un point de basculement où les circuits commerciaux ont commencé à évoluer pour devenir plus structurés et formels, un phénomène récemment observé en Amérique latine et en Asie. Ces régions offrent donc une base d'apprentissage. Autant le potentiel de l'Afrique de l'Ouest est immense, autant le sont ses défis, notamment avec les distorsions des échanges, l'application laxiste, l'absence de règles de jeu équitables, les droits élevés, les cadres réglementaires mal alignés, et l'évasion fiscale. Il a convié tous les acteurs, en particulier le secteur privé, à se réunir pour réclamer un marché régional plus viable et plus attrayant. M. Raj a conclu en citant Henry Ford : « Se réunir est un début. Rester ensemble est un progrès. Travailler ensemble est la réussite ».

M. Ziad Hamoui, Directeur Exécutif, Tarzan Enterprise Limited et Président, l'Alliance Borderless a ouvert son discours en affirmant que l'Afrique de l'Ouest se trouve à un carrefour historique : l'on assiste à une croissance impressionnante, malgré cela, la région continue d'importer l'essentiel de ce qui est utilisé. Même si ses terres sont fertiles et disponibles, la sécurité alimentaire reste insaisissable. Les formalités administratives associées au commerce régional ne sont pas nécessaires pour des raisons commerciales ou de sécurité. Il a souligné que la région ne pouvait pas simplement continuer à rêver de changement, elle doit transformer son riche potentiel en réalité et trouver des solutions, grâce à un partenariat entre les secteurs public et privé. M. Hamoui a ensuite présenté l'Alliance Borderless en tant qu'organisation de plaidoyer fondée sur des preuves qui ont montré que les efforts de plaidoyer peuvent fonctionner. Par exemple, suite à la publication du 17ème rapport de l'Observatoire des Pratiques Anormales (OPA) à laquelle Borderless contribue, le Ministre de la Sécurité au Togo a décidé de supprimer tous les points de contrôle. Suite à l'inauguration de Centres d'information frontaliers, une réduction de 50 pour cent a été observée dans les temps de passage à ces frontières. L'Alliance Borderless recherche une adhésion large et un soutien financier plus large et la durabilité, la collaboration et l'échange d'informations. M. Hamoui a conclu en affirmant que « Le temps est venu d'agir— saisissons donc cette opportunité ! »

« Il faut en moyenne 43 documents pour transporter la marchandise d'Abidjan à Lagos et il y a beaucoup de points de contrôle, la vitesse moyenne est seulement de 7 km/h ».

Ziad Hamoui, Directeur Exécutif, Tarzan Enterprise Limited et Président de l'Alliance Borderless

Des efforts pour une plus grande intégration régionale : Pourquoi y a-t-il encore des entraves au commerce des produits alimentaires de base en Afrique de l'Ouest, malgré les accords commerciaux signés ?

Présentateur : **Mr. Salifou Tiemtoré**, *Directeur des douanes, CEDEAO*

Mr. Salifou Tiemtoré, Directeur des douanes, CEDEAO, a reconnu l'existence de diverses barrières et obstacles au commerce régional : taxes de transit, les redevances et impositions qui ne sont pas expliquées ou prévues dans les instruments, les barrières non tarifaires, le non-respect et l'ignorance des protocoles commerciaux et, enfin, l'absence de volonté de les appliquer. L'absence de politique commerciale régionale est une question importante qui contribue à ces obstacles : elle doit être abordée sans délais. En outre, il n'existe pas de mécanismes de suivi et d'évaluation au niveau du terrain ou des mécanismes qui permettent à la CEDEAO d'intervenir en cas de non-respect des protocoles régionaux.

Les échanges agricoles constituent une préoccupation pour la CEDEAO depuis le premier protocole en 1970. Le 1er janvier 2000, la zone de libre échange de la CEDEAO a été mise sur pied, inaugurant la libre circulation des produits agricoles et industriels au sein de la Communauté. Cependant, le Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (SLEC), principal instrument de régulation régissant la zone de libre échange, n'a pas encore effectivement été mis en application par les États membres. Seuls quelques pays appliquent les lois communautaires, ceci de façon timide. Les pratiques persistantes impliquent (1) des barrières non tarifaires mises en place par certains pays ; (2) la non-conformité aux textes communautaires par certains États membres ; (3) des « taxes de transit » illégales appliquées par certains pays sur les biens couverts par le schéma ; (4) des restrictions d'accès sur certains produits communautaires ; et (5) un manque d'harmonisation des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) au sein de la région. Alors que les commissions de la CEDEAO et de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) prennent des mesures visant à résoudre les problèmes relatifs à la mise en application du SLEC, il existe un besoin continu de (1) mettre en place un mécanisme national et régional de régulation des échanges des produits agricoles, tel que la gestion des conflits et des plaintes ; (2) instituer un prix

CEDEAO pour récompenser les pays qui appliquent le mieux les lois communautaires relatives au commerce des produits agricoles ; (3) renforcer les partenariats avec le Département Britannique pour le Développement International (DFID), l'USAID, la CEDEAO et les opérateurs du secteur privé afin d'améliorer la conduite des échanges commerciaux au sein de la Communauté ; (4) construire des postes conjoints avec l'assistance de l'Union européenne afin de faciliter et réduire le coût et le nombre des postes de contrôle frontaliers et (5) mettre en place un programme de gestion de la qualité au niveau de la CEDEAO.

Contraintes au commerce intra-régional : Obstacles majeurs et répercussions

Présentateur : **Dr. Seydou Sidibé**, *Chef adjoint d'équipe, projet ATP USAID et Abt Associates*

Dr. Seydou Sidibé, Chef adjoint d'équipe, projet ATP USAID et Abt Associates Inc., a souligné l'importance des multiples contraintes commerciales que les partenaires nationaux et régionaux d'ATP USAID doivent endurer chaque jour dans le secteur du bétail et des céréales. Les contraintes suivantes ont été sélectionnées comme cibles sur la base des études menées par les projets et des réflexions avec les partenaires : (1) tracasseries routières, (2) restrictions à l'exportation, (3) certificats d'origine, (4) certificats vétérinaires et phytosanitaires, et (5) TVA. Ces contraintes sont brièvement énumérées ci-dessus, y compris les politiques spécifiques de la CEDEAO, les écarts entre les politiques et la réalité sur le terrain, les coûts liés à ces lacunes et les éventuels ingrédients pour une réforme réussie.

Contrainte 1. Les tracasseries routières

1

La politique. Selon les accords signés par tous les États membres de la CEDEAO, notamment du SLEC, les ouest-africains ont le droit d'échanger plusieurs produits librement à travers les frontières, à condition qu'ils respectent certaines procédures convenues.

L'écart entre la politique et la réalité. Les postes de contrôle, les retards et les pots-de-vin font partie des principales raisons des plaidoyers et réformes avancées par les commerçants. Le projet de Gouvernance améliorée du transport routier (IRTG), une initiative USAID-UEMOA qui couvre six principaux corridors commerciaux en Afrique de l'Ouest, montre un nombre élevé de postes de contrôle, de retards et de pots-de-vin (www.borderlesswa.com), une situation qui perdure. Les responsables tirent profit de l'ignorance des individus quant à leurs droits. Les camionneurs transportant les denrées périssables ignorent que ces produits sont supposés traverser les frontières facilement et rapidement, ce qui en fait des proies faciles pour l'intimidation et la corruption. La complexité et l'ambiguïté des lois et règlementations régissant le commerce transfrontalier favorisent le harcèlement et la conduite illicite des responsables et l'opportunisme des commerçants. Les efforts conjoints de l'UEMOA, la CEDEAO, l'USAID, l'Alliance Borderless et bien d'autres, ont permis d'enregistrer un certain progrès. Cependant, les tracasseries routières persistent étant donné que les réductions récentes du nombre des postes de contrôle sont accompagnées d'une hausse apparente des postes de contrôle officieux opérés par divers syndicats de transport.

Les coûts et les payeurs. Les tracasseries routières découragent le commerce intrarégional, empêchent le développement d'un commerce intrarégional moderne et officiel, et entraînent l'augmentation du coût des denrées chaque jour en Afrique de l'Ouest. Les commerçants et les transporteurs sont découragés et certains ont le sentiment que s'ils doivent payer des pots-de-vin, ils sont peu motivés à maintenir leurs véhicules dans la légalité, à garder leurs charges dans les limites légales de poids ou à obtenir le permis et les documents appropriés. Alors que les camionneurs payent en liquide et en temps, ces coûts retombent finalement sur le consommateur.

Contrainte 2. Les restrictions sur les exportations

2

La politique. Les pays ouest-africains ont pris divers engagements afin d'éliminer les restrictions liées aux exportations et de favoriser le libre échange dans la région. À titre d'exemple, il y a l'article 3 du traité de la CEDEAO de 1993 (vision d'un marché commun impliquant « la suppression des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux ») ; l'article 35 du Traité de la CEDEAO (objectif décennal portant sur la mise sur pied d'une union douanière et la suppression des restrictions et interdictions au commerce) ; et le Traité de l'UEMOA de 2003 (par lequel les pays signataires expriment leur volonté de s'abstenir de créer de nouvelles restrictions sur les exportations et de travailler progressivement en vue de la réduction des restrictions existantes). La CEDEAO et l'UEMOA disposent de programmes de libéralisation des échanges commerciaux visant à introduire des lois et réglementations plus élaborées favorables au libre échange (SLEC et la Taxe préférentielle communautaire de l'UEMOA).

L'écart entre la politique et la réalité. Les responsables politiques à l'échelle nationale et locale imposent généralement des restrictions saisonnières sur les exportations lorsque les estimations d'avant-récolte suggèrent une production inférieure à celle de l'année précédente, comme ce fut le cas ces dernières années au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée, au Mali, au Sénégal et au Togo entre autres. Selon une étude d'ATP USAID, les restrictions à l'exportation peuvent prendre plusieurs formes, y compris : des restrictions officielles imposées (aucun délai défini) ; des restrictions officielles saisonnières (délai défini) ; des restrictions non officielles, mais réelles (les commerçants renvoyés au niveau des frontières) ; des restrictions administratives (approbation du gouverneur régional exigée pour les exportations de bétail ou le Certificat d'origine utilisé comme restriction quantitative). Une fois en place, les restrictions à l'exportation ne sont pas souvent levées ou même réexaminées. Ceci favorise les tracasseries permanentes. Les responsables politiques nationaux et locaux qui imposent les restrictions à l'exportation affirment qu'elles contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire ; toutefois, ces mesures ne sont pas effectives.

Le coût et les payeurs. Les interdictions aux exportations signifient que les producteurs et les commerçants ne peuvent vendre qu'à l'intérieur de leur propre pays. Les zones de ravitaillement de ces entreprises de transformation sont limitées à l'intérieur de leurs pays, même si les fermiers peuvent obtenir un meilleur prix de l'autre côté de la frontière. Les restrictions saisonnières sur le commerce durant les périodes de vente les plus importantes de l'année, réduisent de façon considérable le commerce intrarégional ou créent des mesures incitatives pour les tracasseries routières, voire pour les produits nationaux. Elles introduisent également l'imprévisibilité dans le commerce. Les restrictions à l'exportation découragent aussi les personnes susceptibles d'étendre les opérations en tirant profit des marchés régionaux pour ce qui est de l'approvisionnement et des produits manufacturés. À court terme, les restrictions à l'exportation pourraient aider un pays à nourrir ses consommateurs urbains. Cependant, la réduction des mesures incitatives pour les agriculteurs, les entreprises de transformation et les commerçants entraîne une disponibilité alimentaire et une croissance économique totales faibles. Les commerçants trouvent souvent un moyen pour contourner les restrictions, le plus souvent, en corrompant les responsables complices, avec pour conséquence, l'augmentation du coût des denrées alimentaires.

Contrainte 3. Les certificats d'origine

3

La politique. Les certificats d'origine informent sur le pays d'origine d'une marchandise et aident les agents des douanes à déterminer les taxes applicables. Dans le cadre de ses efforts pour promouvoir le libre échange et de rendre les produits alimentaires disponibles plus facilement à tous les citoyens, la CEDEAO a supprimé les taxes sur les aliments. En 2003, elle a supprimé toutes les conditions attachées aux certificats d'origine sur les produits alimentaires.

L'écart entre la politique et la réalité. Les autorités douanières demandent systématiquement aux commerçants en denrées de première nécessité de présenter un certificat d'origine. En effet, certains pays exigent ces certificats. Les commerçants parvenus à une frontière sans certificat d'origine peuvent être obligés de payer toutes les taxes à l'importation comme si leur produit provenait de l'extérieur de la région de la CEDEAO. Exiger un certificat d'origine offre une opportunité supplémentaire aux autorités de bloquer les échanges. Les agents de la douane répliquent qu'en l'absence d'un certificat d'origine accompagnant la cargaison, comment

peuvent-ils savoir si les marchandises proviennent de la Communauté et par conséquent, sont exonérés de taxes ?

Le coût et les payeurs. Le fait d'exiger des certificats d'origine superflus augmente le coût de la transaction tant en termes de temps que d'argent. Ceci constitue un frein au commerce et à la production. Les commerçants sont les premières victimes de cette exigence de document puisqu'ils perdent du temps à visiter les locaux de la Chambre de commerce ou de l'Hôtel de ville et à payer des frais. Les entreprises de transformation peuvent être affectées si cette exigence augmente le coût de livraison des matières premières nécessaires. Au bout du compte, les consommateurs souffrent des prix finaux plus élevés.

Contrainte 4. Certificats vétérinaires et phytosanitaires

4

La politique. Les pays délivrent systématiquement des certificats sanitaires et phytosanitaires (SPS) afin de désigner les animaux et les plantes qui ont été examinés et ne portent aucune maladie susceptible d'affecter la santé publique. Afin de faciliter le commerce régional, les pays de la CEDEAO ont signé des accords techniques bilatéraux établissant la reconnaissance de l'équivalence mutuelle des certificats SPS. En d'autres termes, chaque pays reconnaît les certificats délivrés par ses voisins. Ainsi, officiellement, les certificats SPS délivrés par le pays d'origine sont valides à travers la région.

L'écart entre la politique et la réalité. À travers la région de la CEDEAO, les responsables de l'agriculture et du bétail à la frontière exigent des commerçants qu'ils aient des duplicatas de certificats phytosanitaires et vétérinaires. Lorsque les commerçants arrivent à la frontière, les autorités du pays importateur insistent régulièrement sur la présentation d'un certificat national, ou alors, demandent un paiement ou un « cadeau » afin d'apposer leur cachet national sur le document original même si les certificats SPS sont censés être délivrés gratuitement. La non-reconnaissance de l'équivalence mutuelle des certificats SPS affecte chaque cargaison, entraînant des dépenses supplémentaires en termes de temps et d'argent.

Le coût et les payeurs. La non-reconnaissance de l'équivalence mutuelle des certificats SPS affecte chaque cargaison, entraînant des dépenses supplémentaires en termes de temps et d'argent. Le projet USAID ATP a découvert que certains marchands de céréales payent à hauteur de 20 dollars EU à chaque traversée de frontière pour le duplicata des documents d'acheminement des céréales, perdant 10 à 30 minutes à attendre que ces documents soient prêts. Au bout du compte, les consommateurs finissent par payer plus. Le fait de suspendre la duplication donnerait plus de temps aux autorités SPS, leur permettant ainsi de se focaliser sur le contrôle des produits qui traversent la frontière.

Contrainte 5. La TVA

5

La politique. En principe, les pays de la CEDEAO se sont engagés à exonérer de TVA les produits alimentaires de base dans le commerce intrarégional à travers l'Acte additionnel sur la TVA en 2009, qui exonère de TVA tous les produits alimentaires de base issus de l'agriculture et du bétail et les intrants. Cependant, l'Acte n'est pas entré en vigueur étant donné que les pays ne se sont pas encore accordés sur l'annexe portant la liste spécifique des produits. Les pays de l'UEMOA pratiquent une politique commune sur la TVA depuis 1998, et la plupart d'entre eux appliquent un taux de 18 % (19 % au Niger), exonérant de ce fait la plupart des produits alimentaires de base (à l'exception cependant des animaux vivants). Par ailleurs, la « politique commune » de l'UEMOA permet aux pays d'appliquer la TVA sur les produits agricoles selon le choix du gouvernement concerné; ceci, malgré que la taxe doit être appliquée de façon uniforme sur tous les produits commerciaux, qu'ils soient importés ou locaux.

L'écart entre la politique et la réalité. Malgré le fait que les pays de la CEDEAO se sont accordés à exonérer de TVA les produits alimentaires de base dans le commerce intrarégional, ils n'ont pas encore réalisé cet objectif. Pour les pays de l'UEMOA, la collecte de la TVA est devenue une source importante de recettes. Il en résulte une confusion considérable entre les commerçants, les transitaires, les camionneurs et les responsables frontaliers concernant l'application de la TVA dans le commerce intrarégional des produits alimentaires de base. Par exemple, la TVA est prélevée au Sénégal sur les importations de bétail et de céréales lors du passage de la

frontière et les commerçants signalent avoir payé la TVA pour l'importation des céréales au Burkina Faso et au Mali. De plus, l'application de la TVA est incohérente. Par exemple, les commerçants transportant du bétail du Mali et du Burkina Faso doivent payer la TVA à la frontière alors qu'aucune TVA n'est prélevée sur les ventes au marché de Dakar. Ceci équivaut à une taxe en termes d'effet ; à savoir, donner un avantage déloyal aux producteurs locaux tout en enfreignant les lois de l'UEMOA sur la neutralité en matière de TVA. La politique de l'UEMOA sur l'application de la TVA est illogique sous deux aspects au moins. Premièrement, la viande fraîche, produit à valeur ajoutée, est exonérée alors que la matière première (les animaux vivants) ne l'est pas. Deuxièmement, un taux élevé de la TVA est généralement réservé aux articles de luxe tels que les bijoux. Cependant, un taux de 18 % peut être appliqué aux produits alimentaires de base.

Les coûts et les payeurs. Le système actuel de TVA permet aux pays d'appliquer un taxe frontalière fictive, qui accroît également les motivations pour de la contrebande. Les commerçants doivent payer s'ils ne connaissent pas les lois ou si les agents de la douane les y obligent. Pour les commerçants, payer 18 % peut signifier la différence entre faire du profit et perdre de l'argent sur une cargaison. La suppression de la TVA dans le commerce intrarégional pourrait stimuler les motivations pour le passage des produits alimentaires de base à travers la frontière, réduisant ainsi les coûts au niveau des consommateurs. Les producteurs en bénéficieront étant donné que la croissance du marché pourrait entraîner une demande globale des produits.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Accomplissements jusqu'à présent

Panelistes : **M. Lionel Guezodje**, *Président de la Fédération des Unions de Producteurs du Bénin (FUPRO-Bénin);* **M. Timbila Thomas Sawadogo**, *Secrétaire général adjoint, Confédération des Fédérations Nationales de la Filière Bétail/Viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI AO);* **Dr. Mima Nedelcovych**, *Associé, Schaffer Global Group*

Le travail effectué par les Groupes de travail au cours du Forum pour l'Action du Secteur Privé ne constituait pas un effort séparé. Il a été précédé par le travail collaboratif des acteurs du secteur privé en vue de définir des ordres du jour et mettre sur pied des cadres de collaboration permettant de réaliser ces activités. En outre, avant la conférence, le projet USAID ATP a mené une étude afin d'évaluer les occasions manquées en termes d'investissement et d'affaires, en raison de l'absence d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Il a été question également de prédire ce que pourraient être ces opportunités si l'intégration régionale avait été effective. Ces efforts sont présentés ci-dessous.

M. Lionel Guezodje, Président de la Fédération des Unions de Producteurs du Bénin (FUPRO-Bénin), a décrit les efforts des acteurs du secteur des céréales qui travaillent ensemble depuis 2008/2009 pour promouvoir la libre circulation des céréales. Actuellement, ils sont sur le point de mettre sur pied le Réseau ouest africain des céréales (ROAC). Les acteurs du secteur des céréales de 8 des 15 pays ouest-africains (Bénin, Niger, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo, Mali et Ghana) ont constitué des comités et dans certains cas des associations interprofessionnelles. Un groupe de travail a été formé en octobre 2012 afin d'élaborer le plan stratégique du ROAC et d'autres documents statutaires ; certains de ces membres ont pris part à une visite d'étude en Afrique de l'Est, où ils ont été impressionnés par le Conseil des céréales de l'Afrique de l'Est (East Africa Grains Council), son plaidoyer et d'autres activités à travers l'ensemble de la chaîne de valeur. Le ROAC devrait être officiellement enregistré après son assemblée générale en mars 2003. La conférence sur la libre circulation des produits alimentaires et son programme ont été discutés au cours des réunions préparatoires du ROAC.

M. Timbila Thomas Sawadogo, Secrétaire général adjoint, Confédération des Fédérations Nationales de la Filière Bétail/Viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI AO), a expliqué le champ d'activités et la vision de la confédération. L'organisation vise à devenir la première confédération de la filière bétail/viande en Afrique de l'Ouest afin d'améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir le développement économique. La COFENABVI AO a préparé un programme de sensibilisation pour la conférence durant son assemblée générale à Abidjan au début de décembre 2012, motivée par le fait que chaque jour, les exportateurs de bétail par camions sont victimes de la plupart des contraintes abordées par cette conférence. Les tracasseries routières affectent les commerçants de bétail, notamment étant donné que le transport des produits vivants les rend particulièrement vulnérables. Grâce au soutien du projet USAID ATP au cours des années passées, la confédération a aidé les fédérations nationales de chaque pays dans leurs efforts de plaidoyer. La sensibilisation a permis de venir à bout des tracasseries routières au Burkina Faso et de résoudre le problème de la TVA au Mali. Les acteurs de la filière

bétail ont également travaillé pour comprendre la portée des certificats d'origine. Malheureusement, plusieurs acteurs de la chaîne de valeur de la filière bétail ignorent les instruments réglementaires régionaux et les droits qu'ils confèrent aux personnes. Afin de remédier à ce problème, la COFENABVI AO les rassemble afin de les sensibiliser et de les former.

Dr. Mima Nedelcovych, Associé, Schaffer Global Group, a décrit son étude pré-conférence sur les moyens par lesquels les contraintes au commerce affectaient les opportunités d'investissement privé dans quatre chaînes de valeur des produits alimentaires de base, notamment les produits/ transformation à valeur ajoutée. Il s'est entretenu avec 40 acteurs clés de quatre secteurs (maïs, mil/sorgho, riz, bétail/viande) au Mali, au Burkina Faso, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Ghana. Il a fourni un contexte en prenant en considération les points suivants. Premièrement, l'Afrique fait partie du marché mondial et doit devenir compétitive ; sinon, elle sera à la traine du reste du monde. Deuxièmement, afin d'être compétitive, l'Afrique de l'Ouest doit redoubler d'efforts pour tirer profit des économies d'échelle. Troisièmement, afin de redoubler d'efforts, il est important pour les entreprises d'opérer au sein d'un marché large. Ceci donne l'avantage d'un grand nombre de consommateurs et écarte le besoin de multiplier les opérations dans plusieurs marchés à faible densité. Les conclusions clés de l'étude du Dr. Nedelcovych soutiennent que : (1) Si nous sommes convaincus que l'agriculture est une activité économique, et que l'investissement privé dans le secteur agricole peut constituer un moteur de croissance, les conditions adéquates doivent être remplies afin que les investisseurs puissent entrer, augmentant ainsi la densité du marché. (2) La première condition à considérer est celle de l'incertitude qui est la pilule empoisonnée de l'investissement. Les risques connus, par contre, peuvent être mitigés par les entreprises. (3) L'efficacité d'échelle ne peut pas fonctionner si les marchés sont de faible densité, étant donné que les entreprises ne peuvent pas se permettre de multiplier leurs opérations sur plusieurs marchés. (4) Le non-respect total des lois concernant le commerce intrarégional et la non application du tarif externe commun (CET) au sein de l'espace CEDEAO rendent les décisions de politique commerciale difficiles à prendre. Dr. Nedelcovych a conclu en affirmant que l'appel à l'action est à la fois simple et complexe : « Afin de soutenir les investissements du secteur privé tant sur le plan national qu'international, il est nécessaire de s'appliquer à faire de l'Afrique de l'Ouest un véritable marché commun. C'est dans ce cadre que les opportunités pourront véritablement émerger.»

Groupe de travail : Jules Sombié des projets USAID-ATP d'Abt prenant la parole lors des débats du groupe de travail qui a abordé le problème du harcèlement sur les routes ; des camions transportant des denrées de base qui ont été arrêtés et dont on a exigé des pots-de-vin aux frontières et à d'autres points de contrôle. D'autres groupes de travail se sont penchés sur les restrictions à l'exportation, la TVA et la non-acceptation des certificats régionaux vétérinaires et de sécurité alimentaire.

Groupes de travail : Définir les actions prioritaires de plaidoyer pour promouvoir une libre circulation des produits alimentaires de base en Afrique de l'Ouest et élaborer un plan d'action

Les participants à la conférence ont été repartis en six groupes de travail : cinq groupes pour les participants du secteur privé et un sixième pour ceux du secteur public qui prenaient part à la première journée de la conférence. Les groupes ont discuté des contraintes persistantes au commerce identifiées par les partenaires au projet USAID ATP au cours des dernières années, et ont évalué les solutions potentielles à ces contraintes sur la base de trois critères :

- Chances de réussite
- Impact à court terme
- Potentiel pour une amélioration significative à long terme.

Les contraintes et les représentants de groupe étaient les suivants :

- Groupe de travail 1 : Tracasseries routières - Représentant du groupe : M. Ziad Hamoui, Directeur Exécutif, Tarzan Enterprise Limited, et Président, lAlliance Borderless
- Groupe de travail 2 : Restrictions à l'exportation - Représentant de groupe : M. Ayéfoumi « Salif » Olou-Adra, Président, CPC-Togo
- Groupe de travail 3 : Certificats d'origine - Représentant de groupe : Mme. Adja Velegda, Groupe Velegda
- Groupe de travail 4 : Certificats phytosanitaires et vétérinaires - Représentant de groupe : Dr. Mamadou

Camara, COFENABVI AO
- Groupe de travail 5 : TVA - Représentant de groupe : M. Rohit Raj, Directeur Engrais pour l'Afrique de l'Ouest, Olam International
- Groupe de travail 6 : Les perspectives du secteur public sur toutes les contraintes - Représentant de groupe : Stephen Blankson, Gouvernement du Ghana

Les listes des participants de chaque groupe de travail sont incluses en Annexe 4.

Rapport en plénière

Representatives of each working group summarized their group's discussions and presented solutions identified as most worthwhile. The top solutions selected by the private sector working groups are shown in the table below:

Groupes de Travail du Secteur Privé

Contrainte	Solutions
Tracasseries routières	• Améliorer les lignes vertes pour la notification d'anormalités. • Travailler à l'établissement de centres d'appel pour une meilleure gestion de la gouvernance des routes. • Augmenter le nombre de centres d'information aux frontières pour fournir l'assistance aux commerçants et transporteurs. • Lancer une campagne de plaidoyer de haut niveau pour améliorer la mise en vigueur des lois et règlements, y compris les sanctions. • Développer des propositions spécifiques aux ministres concernés par le commerce régional, directement et par le biais de la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS. • La suppression des points de contrôle officieux et illégaux • L'arrêt des demandes de documents inutiles aux passages des frontières • La prise de dispositions concrètes pour les sanctions effectives des fonctionnaires qui ne respectent pas les règlements officiels ou les procédures réformées.
Restrictions des exportations	• Procéder à une campagne pour éliminer toutes les interdictions d'exportation des produits du cru. • En même temps, s'engager à ne pas avoir recours aux restrictions des exportations des produits du cru. • Organiser des forums publics et privés traitant des effets négatifs des interdictions de l'exportation sur la sécurité alimentaire. • Cependant, la question de responsabilité s'est solidement posée : normalement les organisations au niveau national comme au niveau sous régional doivent prendre le problème à bras le corps pour discuter et négocier avec les gouvernements et bien-sûr avec l'appui des partenaires en développement dans le secteur agricole
Certificats d'origine (produits du cru)	• Former le secteur public dans les procédures correctes aux frontières, en ce qui concerne les produits du cru. • Ordonner aux agents frontaliers d'accepter le certificat vétérinaire ou le certificat phytosanitaire comme preuve de l'origine communautaire des produits du cru. • Exiger que la documentation soit présentée à un seul point de contrôle aux frontières (Ne reflèterait pas un accord unanime)

Contrainte	Solutions
Certificats vétérinaires et phytosanitaires	• Harmoniser les politiques, les procédures et les formulaires dans l'espace CEDEAO ; rendre les formulaires disponibles dans les trois langues de la CEDEAO ; veiller à la mise en œuvre, avec un reportage pérenne. • Développer un document de référence relatif aux procédures correctes pour l'émission des certificats vétérinaires et phytosanitaires. • Etablir un dialogue permanent entre les secteurs public et privé en vue d'aplanir les difficultés qui entravent le développement des chaînes de valeurs. • Informer et former continuellement les parties prenantes aux lois, règles et règlementation du commerce.
TVA	• Harmoniser le cadre régional de la CEDEAO et de l'UEMOA pour l'application de la TVA ; assurer une mise en application effective (en concert avec la solution °3). • Vulgariser les textes régionaux et nationaux concernant la TVA au secteur privé ouest-africain. • Finaliser l'Annexe de l'Acte Additionnelle de la CEDEAO relative à la liste de produits du cru (y compris le bétail sur pied) exonérés de la TVA.

Rapport du groupe secteur public

Quoique les représentants du secteur public ayant pris part à la première journée de la conférence n'aient pas participé aux groupes de travail à titre officiel, leurs meilleures solutions ont été également présentées en plénière :

Sujet	Solutions
En général	Harmoniser, régulariser, et mettre à jour les textes et règlements.
Tracasseries routières	• Mettre en place un système pour punir les pays qui n'appliquent pas correctement les règlements. Créer un index qui compare la performance des pays; le mettre à la disposition aux bailleurs pour qu'ils ajustent leur assistance. • Développer des systèmes pour identifier les abus et créer des mécanismes (c.à.d. lignes vertes pour victimes) pour qu'on puisse documenter, protester et combattre les tracasseries. • Utiliser les médias pour faire pression sur le secteur public afin qu'il réponde aux problèmes : identifier des instances spécifiques de problèmes et créer un forum pour faire pression sur les individus. Utiliser les médias sociaux. • Créer une approche d'équipe aux postes frontaliers avec un leader d'équipe qui gère les différents groupes (douane, police, etc.) et empêche la corruption de l'équipe • Organiser des formations pour les agents sur les règlements et leur assurer une rémunération adéquate et à temps. Mettre des systèmes de mesure en place pour vérifier si les systèmes s'améliorent ; récompenser ceux qui sont les plus performants. • Faire des frontières des systèmes sans espèces, avec paiements effectués par voie électronique, pour qu'il n'y ait pas d'échange d'argent. • Préparer et disséminer un "Guide Communautaire: pour les transporteurs qui contient les lois et règlements qu'ils doivent suivre.
Restrictions à l'exportation	• Améliorer les systèmes d'information (nationaux et régionaux) pour que les gouvernements aient moins peur de l'insécurité alimentaire • Proposer des sanctions qui seraient appliquées par la CEDEAO et l'UEMOA contre les pays qui créent des restrictions à l'exportation car elles sont illégales selon les règlements courants et les pays ont donné leur accord de ne pas le faire.

Sujet	Solutions
Certificats d'origine	• Offrir des programmes d'éducation ciblés pour les commerçants et sanctionner ceux qui essaient d'imposer le besoin pour les certificats d'origine qui ne sont pas nécessaires.
Certificats vétérinaires et SPS	• Mettre en place suffisamment de laboratoires avec des procédés et standards harmonisés pour que les certificats de chacun soient acceptés dans toute la région. Standardiser les certificats et les produire en version bilingue. • N'exiger les certificats phytosanitaires que pour un nombre limité de produits qui doivent être rigoureusement testés et observés. Faire une analyse de risque avant d'exiger un certificat vétérinaire ou phytosanitaire. • Publier des lettres circulaires donnant des instructions aux fonctionnaires aux douanes sur la reconnaissance mutuelle des certificats • Harmoniser les politiques et les formulaires, sous forme bilingue, parmi les pays de l'UEMOA et les autres pays membres de la CEDEAO • Former les fonctionnaires aux frontières aux tests et au suivi SPS.
TVA	• Faire une publicité annonçant que la TVA n'est pas exigée sur les produits de cru.

Débats

Ces exposés ont été suivis par des commentaires du groupe dans son ensemble. Les points ci-dessous, regroupés sous les thèmes suivants, sont ressortis des débats :

La question des responsabilités des secteurs public et privé :

- Il existe des similitudes et une synergie entre les propositions des secteurs public et privé. La question est celle de la mise en œuvre/exécution de ces solutions.
- Le secteur public a besoin de convaincre qu'il a la volonté politique pour améliorer l'environnement économique pour le secteur privé.
- Le fait que des pays signent des protocoles et accords sans pouvoir les mettre en pratique est étonnant. Les pays sont-ils prêts ou pas ? L'UEMOA et la CEDEAO entravent le commerce lorsqu'elles n'effectuent pas une analyse adéquate avant de recommander la signature de ces accords.
- Le secteur privé est poussé à effectuer des paiements illicites qui sont acceptés par le secteur public. Le secteur public serait ravi de récompenser les dénonciateurs. Le secteur privé a été encouragé à cesser de faire des paiements illicites.
- Au début de la journée, le secteur privé a eu l'impression qu'il supportait 100 pour cent de la charge dans la résolution des problèmes. Cependant, à la fin de la journée, les représentants du secteur privé ont appris que le secteur public était plus proche d'eux qu'ils ne le pensaient. « Nous partageons tous ces problèmes ».

Les solutions aux contraintes spécifiques :

- Restrictions sur les exportations : les restrictions à l'exportation ne doivent pas être supprimées progressivement. Le choix doit être clair : supprimer les restrictions ou non. Les restrictions à l'exportation ne doivent tout simplement pas être autorisées. Des sanctions doivent être imposées aux pays qui appliquent des restrictions.
- Les certificats d'origine : le protocole est clair : il n'existe aucun certificat pour les produits non transformés. Mais les responsables de la douane exigent le certificat d'origine à la frontière pensant qu'il leur permettra de déterminer si les marchandises sont d'origine communautaire. Un moyen de résoudre cette contradiction serait de rétablir l'exigence du certificat d'origine ou d'un autre document tel que le certificat sanitaire/phytosanitaire (SPS) qui fournira essentiellement les mêmes informations que le Certificat d'origine. Parfois les agents aux frontières utilisent le certificat d'origine comme prétexte pour arrêter les camions. Le certificat d'origine permet d'exonérer les produits de la communauté de toute taxe à la frontière.
- Certificats phytosanitaires et vétérinaires : la proposition de ce groupe de travail a été la création d'un réseau

de laboratoires existants, afin de délivrer un certificat SPS commun.

- Le transport mixte : il est interdit mais souvent utilisé en raison du manque de camions spécialisés afin de séparer les personnes des animaux. il s'agit là d'un problème important qu'il faut résoudre.
- Guichet unique : (1) des guichets uniques ne doivent pas être à la frontière, mais dans la ville et (2) des postes frontaliers communs sont nécessaires en lieu et place des guichets uniques.

Le rôle des média :

Point de presse : Marc Atouga, Commissaire à l'Agriculture, à l'environnement et aux ressources en eau à la CEDEAO, et Candace Buzzard, Directrice de l'Agriculture USAID/Afrique de l'Ouest, ont défini les attentes de la conférence pour les médias venus de toute la région.

• Il est surprenant de ne pas entendre beaucoup parler du rôle des médias et des médias sociaux.

• La question des médias est très délicate : ils peuvent provoquer les responsables frontaliers qui pourront user de représailles en affirmant qu'ils soupçonnent les transporteurs de contrebande. Il est difficile d'interpeler un supérieur afin de discipliner les subalternes. Le « butin » est partagé à divers niveaux. Le problème est difficile à résoudre, parce que l'argent remonte la hiérarchie.

À la fin de la dernière séance plénière du jour, M. Frelick, le facilitateur, a rencontré les représentants de groupe et les rapporteurs afin de discuter des moyens de résumer les solutions pour une présentation en plénière au début du Dialogue entre les secteurs privé et public le deuxième jour de la conférence.

▸ Dialogue Public-Privé (2ème Jour)

À bien des égards, l'environnement commercial en Afrique de l'Ouest reste peu propice au commerce intrarégional des produits alimentaires de base produits dans la région. Les contraintes au commerce intrarégional entraînent des interdictions saisonnières et d'autres types de restrictions aux exportations, la corruption aux frontières et sur les routes, et de mauvaises infrastructures sur des itinéraires clés. Une amélioration des conditions pour le commerce intrarégional aurait d'importants effets multiplicateurs dans divers secteurs de développement de la région, en particulier pour la sécurité alimentaire (puisque les denrées alimentaires pourraient aller des zones excédentaires vers les zones déficitaires), les revenus (en créant de plus grands marchés pour les agriculteurs de la région), les investissements privés (grâce à de meilleures conditions commerciales, plus prévisibles), et finalement, pour les recettes publiques (en limitant le type de commerce intrarégional le plus courant, le commerce informel, « dans la brousse »). Le Dialogue public-privé a souligné les contraintes actuelles, évalué les solutions et abouti à un consensus entre les secteur public et privé sur la manière de progresser. L'accent sera mis sur les contraintes affectant la libre circulation des produits alimentaires de base dans la région et sur les mesures pour la faciliter grâce à de meilleures pratiques et politiques.

ACCUEIL ET OUVERTURE

Animateur : **Dr. Yamar Mbodj,** *Directeur exécutif, HubRural*

Dr. Yamar Mbodj, Directeur exécutif, HubRural, a présenté le Dialogue public-privé des Jours 2 et 3 comme une opportunité pour les secteurs public et privé de discuter et d'élaborer des solutions opérationnelles pour la circulation des produits de première nécessité des zones déficitaires vers les zones de surplus. À l'issu de ces débats, a-t-il affirmé, toutes les parties prenantes y compris les secteurs privé et public en ressortiront gagnantes.

Cérémonie d'ouverture

Présentateurs : **Son Excellence Hamid Ahmed**, *Commissaire au commerce, à l'industrie et aux mines, à la libre circulation et au tourisme, CEDEAO;* **Son Excellence Gene Cretz**, *Ambassadeur des États-Unis au Ghana;* **M. Tom Gambrah**, *Directeur général, Premium Foods.*

Son Excellence Hamid Ahmed, Commissaire au Commerce, à l'Industrie et aux Mines, à la Libre circulation et au Tourisme, CEDEAO, a commencé son allocution en expliquant que le Président de la CEDEAO avait désigné Marc Atouga et lui-même pour travailler sur la conférence et souhaiter la bienvenue à tous en son nom, reconnaissant que la présence de chacun souligne l'importance du commerce et de la sécurité alimentaire. Il a remercié l'USAID pour son partenariat avec la CEDEAO sur ce sujet important. La sécurité alimentaire doit être un sujet prioritaire dans des pays où 60 % de la population vit en-dessous du seuil de la pauvreté. Il est important de s'intéresser à l'agriculture si l'on veut résoudre le problème de la sécurité alimentaire. Le Commissaire Ahmed a affirmé que les contraintes à la libre circulation des biens et services sont très complexes et impliquent plusieurs règles et une diversité d'acteurs avec parfois des intérêts contradictoires. Par-dessus tout, la libre circulation des denrées alimentaires sur la base du protocole sur la libre circulation des personnes et des biens, en particulier les matières premières, est très importante. La libre circulation est actuellement entravée par diverses questions réglementaires et le harcèlement que subissent les acteurs de la chaîne de valeur pendant leurs activités commerciales. Il a déclaré que la Commission de la CEDEAO doit s'impliquer plus activement et travailler avec des organisations professionnelles crédibles. La Commission de la CEDEAO et ses partenaires, ne ménageront aucun effort pour apporter des solutions appropriées au renforcement du commerce intrarégional qui en retour peut résoudre le problème de la sécurité alimentaire, une forte préoccupation tant pour la CEDEAO que pour l'UEMOA.

Son Excellence Gene Cretz, Ambassadeur des États-Unis au Ghana, a introduit son propos en reconnaissant le rôle crucial du commerce intrarégional dans la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Il a par la suite mis

l'accent sur le rôle que le commerce intrarégional peut jouer pour assurer la résilience, la santé et la prospérité à long terme des 300 millions habitants de cette région. Le gouvernement américain a œuvré au renforcement du commerce intrarégional à travers l'assistance apportée à la CEDEAO, aux projets USAID ATP, au projet West African Trade Hub et à d'autres initiatives. L'ambassadeur Crez a souligné que les efforts dans le sens de la sécurité alimentaire ont souvent mis l'accent sur l'assistance aux personnes dans la production de leurs propres produits alimentaires, quoiqu'il soit possible d'être en situation de sécurité alimentaire sans pour autant produire aucune des denrées alimentaires consommées, du moment que ces denrées sont disponibles sur le marché et que l'on dispose des moyens financiers pour s'en en procurer. La plupart des participants à la conférence peuvent le confirmer, a-t-il souligné. C'est à ce niveau qu'intervient le commerce intrarégional : L'Afrique de l'Ouest peut produire diverses denrées ; cependant, les produits alimentaires doivent être transportés des zones excédentaires vers les zones déficitaires. L'ambassadeur Cretz a par la suite répertorié six approches importantes que les différentes parties peuvent utiliser pour garantir un meilleur accès aux produits alimentaires essentiels :

- Travailler avec la CEDEAO et les gouvernements nationaux pour appliquer les politiques existantes
- Explorer les alliances existantes avec le secteur privé et envisager d'en nouer de nouvelles
- Travailler avec les experts techniques et les gouvernements afin de fixer les normes de qualité relatives aux denrées alimentaires
- Développer des alliances qui combinent compétitivité et responsabilité sociale
- Travailler en groupe afin de réduire les pertes après récoltes
- Continuer à encourager les pratiques commerciales modernes dans les secteurs de l'agriculture et du transport

Arrivée de l'ambassadeur : Marjatta Eilittä, Directrice des projets USAID-ATP d'Abt, accompagne l'ambassadeur américain au Ghana Gene Cretz sur le podium où il a ensuite prononcé une allocution d'ouverture.

L'ambassadeur a terminé son propos en déclarant que bien que beaucoup reste à faire pour réaliser le potentiel du commerce intrarégional en vue de garantir la sécurité alimentaire et le développement économique en Afrique de l'Ouest, cette conférence est destinée à définir la marche à suivre en donnant aux participants l'opportunité de produire un plan d'action avant la fin de la rencontre.

M. Tom Gambrah, Directeur général, Premium Foods a commencé son intervention en déclarant que cette conférence est le lieu de cesser de s'attarder sur les problèmes, mais plutôt de chercher des solutions. Il a insisté que « la pauvreté et la faim ne devraient pas exister en Afrique de l'Ouest ». L'auditoire a approuvé par une grande ovation. « Nous devons avoir honte de voir la pauvreté et la faim frapper des enfants et des adultes » a-t-il déclaré. L'agriculture est la clé du changement, car il s'agit de l'activité économique de laquelle la plupart des personnes tirent leur revenu. M. Gambrah a décrit une vision pour le changement - un secteur agricole privé dont la production garantit la sécurité alimentaire et élimine la pauvreté. Il a par la suite proposé des solutions, une « liste de choses à faire », afin de réaliser cette vision « dans un futur proche, non pas au cours du siècle prochain ou de la prochaine décennie ». La liste était destinée à l'attention de quatre auditoires : Les responsables de la CEDEAO, les présidents et leurs ministres de l'agriculture et du commerce, le secteur privé agricole et les partenaires au développement et enfin, la société civile.

- ***La CEDEAO.*** Il reste beaucoup à faire en ce qui concerne le SLEC. M. Gambrah a demandé à la CEDEAO d'amener les présidents à faire plus que des vœux pieux quand il est question des problèmes de commerce, étant donné qu'ils sont les seuls à pouvoir briser les structures semblables à un cartel qui empêchent le transfert des produits alimentaires des zones excédentaires vers les zones déficitaires. La CEDEAO et les présidents doivent également assister les organisations telles que le Réseau Ouest Africain des Céréales (ROAC).
- ***Les Présidents et les Ministres.*** Les Présidents et les Ministres doivent soutenir les opportunités d'affaires pour le secteur privé, y compris les petits exploitants ; promouvoir les programmes destinés aux jeunes, développer les infrastructures et le partenariat public-privé et mettre un terme aux pratiques qui font obstacle au commerce intrarégional.
- ***Le secteur privé.*** Les membres du secteur privé agricole se doivent de travailler ensemble, étant donné

qu'ils ont le même objectif. Le ROAC est un exemple où tous les acteurs du domaine des céréales travaillent ensemble et de façon ardue pour faire du succès une réalité.

- ***Tous les participants.*** La société civile et les partenaires au développement doivent s'assurer que les gouvernements restent focalisés sur les questions relatives au commerce. Tout l'auditoire doit réfléchir aux moyens de continuer sur la lancée de cette conférence.

M. Gambrah a pris l'engagement solennel suivant : « Nous ne faisons que creuser nos tombes, à nos propres frais en plus, si nous quittons cette conférence dans quelques jours sans préconiser un changement. Si nous ne prenons pas une part active dans la mise en œuvre de solutions, nous serons le problème ». Il a conclu son intervention en posant le défi suivant : « Que ferez-vous de la vision ? Quelle est notre responsabilité en définitive ? Veillons à ne pas retourner au statut quo comme d'habitude ! »

Discours d'ouverture—Batîr la nouvelle Afrique de l'Ouest : Sécurité alimentaire et prospérité par l'intégration régionale

Présentateur : **Son Excellence Dr. Cheikh Tidiane Gadio**, *Président, Institut Panafricain de Stratégies*

Son Excellence **Dr. Cheikh Tidiane Gadio**, ancien Ministre d'État des Affaires Étrangères de la République du Sénégal, et président en exercice de l'Institut Panafricain de Stratégies, a commencé en remerciant les participants pour leur présence. Il a par la suite invité l'auditoire à penser aux héros que toutes les nations ont, y compris les héros qui symbolisent la grandeur du continent africain. Il a rappelé sa propre candidature aux présidentielles du Sénégal et les thèmes importants de la nutrition, de l'éducation et de la santé. Le Ministre Gadio a affirmé qu'il est nécessaire de mettre l'agriculture au cœur de nos efforts pour la création des États-Unis d'Afrique, à l'image de la vision du panafricanisme de N'krumah, et la construction d'une nouvelle Afrique de l'Ouest. Les communautés économiques régionales ont été adoptées comme une stratégie d'intégration et plus tard, d'unification politique. Dr. Gadio a soutenu qu'étant donné que l'on accordé la priorité aux solutions économiques, cela revenait à mettre la charrue avant les bœufs.

L'agriculture est cruciale pour satisfaire le besoin humain vital d'alimentation qui l'emporte sur tout autre besoin. L'intégration est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire et la prospérité. Le domaine de la sécurité alimentaire peut montrer ce dont la CEDEAO est capable ; l'intégration dans d'autres domaines suivra. Afin de développer la région, la CEDEAO n'a que trois responsabilités urgentes : agir et appliquer les décisions, agir et appliquer les décisions, agir et appliquer les décisions. Lors d'un atelier tenu huit ans plus tôt, les sujets étaient presque mot pour mot identiques à ceux débattus à cette conférence.

Nous devons nous rappeler qu'il existe déjà une politique agricole commune (ECOWAP) ; ce qui est maintenant neessaire est la mise en oeuvre, la volonté politique et le leadership. Il y a 50 ans, le Produit Interne Brut (PIB) de pays tels que la Corée était similaire à ceux enregistrés en Afrique de l'Ouest. Mais, aujourd'hui, la différence est grande. Pour nous améliorer, nous devons faciliter le transport, éliminer les obstacles au commerce, supprimer les restrictions à l'exportation et aider à résoudre les conflits. Au fond, toutes ces initiatives concernent la sécurité alimentaire, étant donné que la région n'est sécurisée sur le plan alimentaire qu'à 50 pour cent aujourd'hui. Il est anticipé que la population africaine double dans 50 ans, passant à 2 milliards d'habitants. Nous assisterons alors à une course à l'alimentation. Les conditions en Afrique de l'Ouest sont favorables à la production agricole. Cependant, nous devons devenir la locomotive.

Nous devons engager l'Afrique dans l'atteinte des objectifs fixés par nos pères fondateurs et avancer vers une fédération des états d'Afrique de l'Ouest. Imaginez une CEDEAO avec une monnaie unique, une citoyenneté commune, une défense et une diplomatie communes, et une définition commune du commerce extérieur. Il ne s'agit pas là d'une utopie, car l'utopie n'existe pas. Il s'agit d'une réelle possibilité. Les autres continents vieillissent ; seule l'Afrique est véritablement jeune. Grâce au pétrole, l'Afrique dispose des moyens. Elle a de l'ambition. Avec l'unité régionale et continentale, elle a le potentiel, notamment si elle peut surmonter l'insécurité alimentaire.

Le Ministre Gadio a terminé en rappelant à l'auditoire son credo qui est de nourrir, eduquer, soigner et libérer l'Afrique. Il a également fait part de son espoir de voir les participants partager ce crédo.

Qu'est-ce qui doit changer ?

Voix du terrain (présentation vidéo)

En prélude à la conférence, le personnel d'ATP a interrogé une douzaine d'opérateurs économiques ouest africains engagés dans le commerce intrarégional au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Niger et au Togo. Les commerçants, camionneurs, propriétaires et décideurs ont parlé des contraintes auxquelles ils sont confrontés dans leurs activités quotidiennes et des changements qu'ils attendent. Les interviewés ont exprimé leur frustration par rapport à plusieurs des sujets soulevés lors de la conférence, y compris les tracasseries routières et le manque d'intégration régionale, tout en indiquant quelques signes de progrès. Les extraits sont les suivants :

Ibrahim Acheampong, *vendeur d'oignons, Ghana*

Le défi majeur auquel je suis confronté dans mon commerce est le harcèlement par la police sur l'axe routier. Entre Bawku et Techiman au Ghana, il y a trop de postes de contrôle de la police sur la route et ils nous prennent beaucoup d'argent. Ils profitent du fait que certains produits tels que les oignons sont des denrées périssables et par conséquent vous demandent des sommes exorbitantes, sachant très bien que vous ne voudrez pas être détenus pendant longtemps de peur que vos marchandises ne se détériorent.

Mamoudou Hassane, *Conseiller technique, Direction de la Sécurité Alimentaire, Niger*

À certains endroits, où les formalités administratives ne sont censées prendre que cinq minutes, elles peuvent parfois prendre jusqu'à de deux, trois ou quatre heures. Il existe également tous ces cas d'humiliation et de frustration. Nous avons même entendu parler de cas où des personnes ont été enfermées aux frontières, harcelées physiquement pour les humilier. En outre, la corruption contribue à la persistance de ce problème.

Soumaila Sanou, *résident du Comité Interprofessionnel des Céréales du Burkina Faso*

Comme dans tous les pays membres du CILSS, des politiques sont mises en place en ce qui concerne la sécurité alimentaire et le commerce régional. Mais, il faut noter que ces politiques ne sont pas respectées dans chaque pays en raison des difficultés rencontrées par toutes les parties.

Tom Gambrah, *Premium Foods, Ghana*

Les échanges commerciaux auxquels nous assistons sont essentiellement informels, aucune structure formelle, d'où l'inconsistance observée au niveau de la qualité et des volumes.

Traoré Aboukar, *importateur de bétail, Côte d'Ivoire*

Les difficultés diminuent grâce aux efforts concertés du gouvernement et de la COFENABVI, ainsi qu'au travail énorme effectué sur les routes pour permettre à tous les membres d 'une organisation d'importer du bétail à moindre coût. Par conséquent, il existe moins de difficultés que par le passé, mais nous demandons

aux uns et aux autres de déployer des efforts pour mettre un terme aux problèmes de tracasseries routières qui persistent.

Hanna Tetteh, *Ancienne ministre du Commerce et de l'Industrie, Ghana*

J'estime qu'il existe incontestablement des possibilités, mais beaucoup de travail reste à faire pour s'assurer que des conditions appropriées sont créées afin de permettre à nos agriculteurs de les percevoir comme des possibilités et les exploiter en conséquence.

Programme d'action

un résumé des mesures à prendre identifiées pendant le Forum pour l'Action du Secteur Privé du premier jour a été présenté. Tom Gambrah de Premium Foods a présenté les travaux de la journée précédente en disant que tous les acteurs sont frustrés par la situation actuelle parce qu'ils vivent ces problèmes. Il a expliqué qu'eu égard à la multiplicité des problèmes à résoudre, il a été décidé que l'accent soit mis sur cinq principaux problèmes qui doivent être résolus en priorité l'un après l'autre. M. Gambrah a ensuite présenté une synthèse des solutions élaborées par chacun des groupes de travail.

Définition d'un cadre de dialogue : Comment le commerce régional profite-t-il à la sécurité alimentaire ?

Présentateur : **Dr. Niama Nango Dembélé**, *Professeur adjoint, Université d'État du Michigan*

Dr. Niama Nango Dembélé, Professeur adjoint à l'Université d'État du Michigan, a débuté son propos en déclarant que le commerce pourrait contribuer grandement à la sécurité alimentaire, mais ce potentiel ne peut être concrétisé en l'absence d'un marché plus grand, un marché qui doit également créer des emplois pour les jeunes de la région. En effet, les jeunes ne peuvent pas tous travailler dans le secteur de la production agricole, d'où la nécessité de la création d'emplois à divers niveaux de la chaîne de valeur. La croissance démographique, l'urbanisation et la croissance économique modifient constamment la demande de produits alimentaires. La demande en produits alimentaires ne se limite pas uniquement aux zones urbaines - 50 à 60 pour cent des producteurs sont également des acheteurs nets. La demande de produits tels que le mil, le sorgho, le maïs, le riz et les ignames devrait doubler de 2010 à 2050. Pour le mil, le sorgho et le maïs par exemple, cela correspond à des augmentations de 30 à 60 millions de tonnes par an. Le maïs continuera de gagner en importance tant pour la consommation humaine que pour la volaille.

Il y aura un changement important dans le concept de sécurité alimentaire. Au lieu de dépendre des produits alimentaires cultivés sur place, les uns et les autres dépendront de plus en plus des marchés pour la satisfaction de leurs besoins alimentaires. D'importantes augmentations de la production seront nécessaires et la croissance économique peut servir moteur pour l'accroissement de la production. La souveraineté alimentaire, un concept dont l'importance ne cesse de croître depuis dix ans, met l'accent sur l'autonomie dans la prise des décisions sur les questions de sécurité alimentaire. Elle doit être recherchée non pas au niveau national, mais au niveau régional.

Le Dr Dembélé a ensuite présenté un modèle conceptuel sur la manière dont le renforcement du commerce intrarégional affecte la sécurité alimentaire. Les accroissements du commerce - qui découlent, par exemple, d'une réduction des obstacles au commerce et d'une amélioration des infrastructures, de la disponibilité des informations et de l'utilisation des contrôles sanitaires - auront des effets positifs indéniables du fait de la mise en place des économies d'échelle. Dans la situation actuelle, les investisseurs éprouveront des difficultés à réaliser des économies d'échelle parce qu'ils opèrent dans des marchés nationaux étroits. Au fur et à mesure que les échanges commerciaux se développent, des changements se produisent au niveau des ménages, notamment l'accroissement de l'intensification de la production, davantage d'emplois hors exploitation, l'expansion des

terres agricoles et l'accroissement des investissements. Ces changements, à leur tour, entraînent une offre alimentaire accrue et plus stable, un renforcement de la stabilité des prix et d'éventuelles baisses de prix. Ils entraîneront également une amélioration des revenus et une plus grande diversification de l'éventail des choix alimentaires, permettant ainsi d'améliorer la nutrition.

Enfin, le Dr Dembélé a insisté sur le fait que le commerce permet aux pays de faire face aux chocs météorologiques, citant des recherches effectuées en Zambie qui indiquent que lorsque le pays a permis l'instauration des échanges commerciaux régionaux, les prix des denrées alimentaires ont progressé moins nettement que lors des déficits de production, et les prix ont diminué moins nettement au cours des années de récoltes exceptionnelles qu'à l'époque où les frontières étaient fermées. Une meilleure nutrition et une augmentation des revenus issus du commerce renforcent également la résilience.

Le Dr Dembélé a conclu en recommandant les principaux éléments clés permettant au commerce régional de réaliser son potentiel : la création de cadres de coopération entre les secteurs public et privé, plus de conditionnalité pour les financements régionaux et une meilleure diffusion des informations régionales.

Opportunités manquées, opportunités réalisées au sein de la CEDEAO : L'effet des barrières au commerce sur l'investissement agroalimentaire

Présentateur : **Dr. Mima Nedelcovych**, *Associé, Schaffer Global Group*

Le Dr Mima Nedelcovych, Associé, Schaffer Global Group, a décrit l'impact des obstacles commerciaux sur l'investissement dans l'agro-industrie dans la région de la CEDEAO. Ses conclusions se sont basées sur 40 entretiens avec divers acteurs dans quatre chaînes de valeur des produits de base : le maïs, le mil/sorgho, le riz et le bétail/la viande. Il a mis l'accent sur les occasions d'investissement qui ont été manquées et continuent de l'être, ainsi que sur celles qui pourraient être saisies si les conditions d'investissement s'avéraient favorables. Le Dr. Nedelcovych a soutenu qu'à partir du moment où l'Afrique fait déjà partie intégrante du marché mondial à grande échelle, elle doit devenir compétitive et elle ne le sera que si elle développe des économies d'échelle. Seules des économies d'échelle plus grandes permettront aux vendeurs d'accéder à de plus grands marchés et donneront aux transformateurs un accès aux matières premières à moindre coût.

« Un climat d'incertitude est une pilule empoisonnée pour l'investissement. Les interdictions saisonnières constituent un type d'incertitude. »

Mima Nedelcovych, Associé, Schaffer Global Group

Le Dr. Nedelcovych a ensuite donné un bref aperçu des chaînes de valeur qu'il a évaluées. Il a mis l'accent sur la qualité des matières premières en tant que contrainte principale pour les transformateurs de maïs ; la libre circulation des produits conditionnés à base de mil/sorgho en tant que contrainte au développement de l'industrie de transformation de ces cultures ; une fausse idée du besoin d'autosuffisance alimentaire en riz comme facteur décourageant le développement des avantages comparatifs ; et l'immense potentiel du secteur du bétail - avec des zones de consommation clairement délimitées - pour tirer parti de l'intégration régionale avec la modernisation comme clef du progrès à chaque étape.

L'étude du Dr Nedelcovych a débouché sur plusieurs conclusions essentielles. Premièrement, des investissements réussis dans les secteurs de l'agriculture et de la transformation des produits agricoles nécessitent de grands marchés s'ils doivent capitaliser d'importants investissements nécessaires aux installations de transformation. Il a fait remarquer que la transformation est un lien essentiel, dans la mesure où elle permet aux producteurs de matières premières de rencontrer un acheteur et d'acheminer davantage de produits de ces producteurs vers les marchés. Deuxièmement, les entreprises ont besoin de certitude : elles peuvent quitter un marché ou même ignorer un marché pour peu que la certitude fasse défaut. Par exemple, les transformateurs ont besoin de certitude pour une offre constante de matières premières. Les interdictions d'importation, voire leur possibilité, suppriment cette certitude. Troisièmement, de petits marchés et des plans de sécurité alimentaire limités au pays créent des démotivations pour l'accroissement de la production.

En conclusion, le Dr. Nedelcovych a affirmé que le marché commun de la CEDEAO n'est pas opérationnel à bien des égards, surtout dans le non-respect du TEC et le recours aux droits de douane internes, qui font le lit de la corruption. Au vu des obstacles commerciaux actuels, les entreprises ont adopté des modèles commerciaux

nationaux et évitent la commercialisation et l'approvisionnement transfrontaliers. Cette situation signifie que les entreprises actuelles sont moins efficaces, investissent moins et gagnent moins d'argent. Par conséquent, l'absence d'un environnement favorable au commerce régional est à l'origine de plusieurs occasions ratées et nuit à la sécurité alimentaire et au développement économique.

SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'insécurité alimentaire est endémique dans chaque pays de l'Afrique de l'Ouest. Tandis que les taux de malnutrition sont plus élevés au Sahel, les taux de malnutrition et de retards de croissance restent étonnamment élevés dans plusieurs pays côtiers, notamment au Ghana, où le taux d'insuffisance pondérale infantile est de 13 pour cent et le taux de retard de croissance de 23 pour cent. La dynamique des populations est un moteur important de la sécurité alimentaire future en Afrique de l'Ouest : la population estimée à 317 millions d'habitants en 2010 devrait dépasser 400 millions d'habitants d'ici 2020, et atteindre le cap des 500 millions d'habitants peu après 2030. L'Afrique de l'Ouest connaît une urbanisation rapide. D'ici 2020, le rapport actuel zones rurales/ zones urbaines qui est de 60/40 se sera inversé et seuls 40 pour cent de la population de la région résideront dans des zones rurales. La population de l'Afrique de l'Ouest continuera également d'être extrêmement jeune - actuellement, 60 pour cent des habitants sont âgés de moins de 20 ans et bientôt, les jeunes d'aujourd'hui seront les travailleurs de demain, à la recherche d'un emploi dans une économie de plus en plus compétitive. Entre autres moteurs de la sécurité alimentaire future, citons les changements dans la productivité et la rentabilité des principales cultures agricoles, les changements dans d'autres activités génératrices de revenus et le changement climatique.

Cette session a décrit les besoins alimentaires et les moteurs de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest aujourd'hui et demain et a analysé les moyens les plus efficaces pour répondre aux besoins futurs de la sécurité alimentaire, dans l'optique d'un renforcement de la résilience.

Perspectives sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest jusqu'en 2025

Présentateur : **Dr. Bio Goura Soulé**, *Chercheur au Laboratoire d'Analyse régionale et d'expertise sociale (LARES)*

Dr. Bio Goura Soulé, Chercheur au LARES, a présenté une analyse de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest jusqu'à l'année 2025, lorsque la région devrait avoir une population de 400 millions d'habitants dont 53 pour cent dans les zones urbaines. Le Dr Soulé a expliqué que les besoins alimentaires augmenteront, cependant que la région est susceptible d'être confrontée à des crises récurrentes. Il a évoqué les principales caractéristiques de la situation alimentaire de la région. Premièrement, au cour des 30 dernières années, l'augmentation de la production céréalière et de la production agricole globale a été plus importante en Afrique de l'Ouest que dans le reste du monde. Deuxièmement, l'augmentation du revenu disponible a entraîné un important accroissement (44 pour cent) de l'apport calorifique quotidien entre 1980 et 2007. Troisièmement, la malnutrition et la faim persistent, mais leurs taux ont diminué.

Le Dr Soulé a ensuite évoqué les causes de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur l'inaccessibilité géographique et économique ; les conditions météorologiques changeantes et variables ; les changements démographiques, notamment la croissance démographique ; les obstacles au marché, notamment l'instabilité des prix et la diminution du pouvoir d'achat ; ainsi que les conflits. Les perspectives de la sécurité alimentaire pour les douze prochaines années, d'après les affirmations du Dr Soulé, seront favorables. Il sera important de prêter attention aux produits qui continuent à connaître des déficits, en particulier le riz - le « talon d'Achille de l'Afrique de l'Ouest ». Au fur et à mesure que les données démographiques changent, les réformes du marché doivent s'accélérer, tandis que les dirigeants de la région doivent parallèlement renforcer les initiatives visant à favoriser la résistance et à soutenir les ménages vulnérables. Le Dr Soulé a conclu en soutenant que la protection sociale est actuellement réservée aux élites certes, mais les gouvernements doivent prendre conscience de l'importance de leur extension à la population en général.

Table ronde : Comment assurer la sécurité alimentaire de la région à l'avenir ?

Panelistes : **Ms. Jeske van Seters**, *Responsable ajointe du programme sécurité alimentaire, Centre europeen de gestion des politiques de développement (ECDPM) ;* **M. Philip Heinrigs**, *Économiste au Club du Sahel ;* **M. Moussa Cissé**, *Coordonnateur du programme régional d'appui à l'accès aux marchés, Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) ;* **M. Jean-Marie Ackah**, *Président de l'Union des organisations de la filière avicole de l'Afrique de l'Ouest (UOFA AO) ;* **M. Kalilou Sylla**, *représentant M. Djibo Bagna du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) ;* **Dr Bio Goura Soulé**, *Chercheur, LARES*

Ms. Jeske van Seters, Responsable ajointe du programme sécurité alimentaire (ECDPM), a énoncé trois éléments clés des efforts visant à renforcer la sécurité alimentaire : (1) des politiques appropriées, (2) la mise en œuvre desdites politiques et (3) la volonté politique pour la mise en œuvre. Elle a fait remarquer que la politique agricole régionale de la CEDEAO (ECOWAP) est un puissant outil pour le renforcement de la sécurité alimentaire - un outil qui n'existe pas dans d'autres parties de l'Afrique - mais que l'ECOWAP gagnerait non seulement à couvrir l'investissement, mais aussi à s'attaquer à la politique et à la réforme politique. Toutefois, la politique agricole à elle seule ne saurait renforcer la sécurité alimentaire, dans la mesure où les politiques dans d'autres domaines revêtent également de l'importance. À titre d'exemple, Mlle van Seters a cité la stratégie d'aide au commerce de la CEDEAO qui pourrait contribuer au renforcement de la commercialisation des produits alimentaires. Elle a soutenu qu'au niveau des politiques, c'est la mise en œuvre qui fait défaut pour la promotion de la sécurité alimentaire. Les politiques et les règles sont en place, mais elles ne sont pas mises en œuvre, souvent en raison de facteurs tels que le manque de volonté politique, les déficits financiers et l'insuffisance des capacités. Pour améliorer le processus de mise en œuvre, Mlle Van Seters attend impatiemment que l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation de l'ECOWAS déploie ses efforts. Enfin, souvent la volonté politique fait également défaut. Pour créer cette volonté politique, les différents acteurs, chacun dans ses rôles, doivent s'impliquer. Elle a été ravie de voir tant de représentants du secteur privé lors de la conférence et engagés dans le dialogue avec le secteur public. Mlle Van Seters a conclu en ces termes : « La rencontre est un début ; les échanges de vues sont positifs ; la présence conjointe et la collaboration sont un gage de succès. » L'objectif, a-t-elle fait remarquer, consiste à rester ensemble et collaborer après cette conférence.

M. Philip Heinrigs, économiste au Club du Sahel, a examiné la croissance démographique et les tendances de l'urbanisation que le Club du Sahel a étudiées et documentées. Ces tendances conduisent à l'émergence de marchés urbains importants et en croissance constante qui ont besoin des investissements. Les investissements n'ont pas été importants ces dernières années et se sont principalement concentrés sur le développement agricole, ciblant particulièrement la production. Cette orientation est utile, mais les marchés (aussi bien les commerçants que les prix) doivent également être ciblés, tout comme les éléments « intangibles », notamment les informations. M. Heinrigs a fait remarquer que les investissements dans ces aspects des marchés, quoique difficiles, sont importants et, en dépit de leur cherté, ils sont moins coûteux que l'investissement dans les grands projets d'infrastructure.

M. Moussa Cissé, Coordonnateur du programme régional d'appui à l'accès aux marchés, Comité Permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), a examiné l'importance des marchés, des infrastructures routières, du stockage et des informations sur le marché pour la sécurité alimentaire dans la région. Le CILSS contribue à faire progresser les travaux sur ces éléments importants depuis plusieurs années. M. Cissé a présenté les contributions essentielles des infrastructures routières et a mis l'accent sur la nécessité de la promotion du développement du commerce et du renforcement des capacités, en particulier chez des acteurs dynamiques quoiqu'ayant besoin d'appui dans divers domaines. En particulier, il a noté l'importance du développement des contacts entre opérateurs économiques dans toute l'Afrique de l'Ouest, faisant remarquer que le CILSS a déployé des efforts dans ce domaine. M. Cissé a terminé son propos en disant qu'il est plein d'optimisme en ce qui concerne les investissements sur le marché dont il a été témoin et estime que nous devons tous être optimistes quant aux évolutions dans la région.

M. Jean-Marie Ackah, Président de l'Union des organisations de la filière avicole de l'Afrique de l'Ouest (UOFA AO), a déclaré que pour assurer la sécurité alimentaire, nous devons continuer à promouvoir la

croissance de l'agriculture dans son sens le plus large, en incluant l'élevage. Pour appuyer ledit développement, a-t-il soutenu, les pays doivent mettre en place des politiques budgétaires et financières, ainsi que des politiques de recherche appliquée qui amélioreront la productivité. La production doit augmenter afin de garantir la sécurité alimentaire pour une population croissante. M. Ackah a également examiné la nécessité de l'extension du marché régional et du développement de l'agro-industrie pour nourrir la population de l'Afrique, qui devrait atteindre 400 millions d'habitants dans les décennies à venir. Il est indispensable de considérer le développement non seulement du point de vue de l'agriculteur, mais également du point de vue du transformateur. Il n'existe pas, a-t-il affirmé, de concurrence entre la petite exploitation agricole et l'agro-industrie - il existe plutôt une complémentarité.

M. Kalilou Sylla, représentant M. Djibo Bagna du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), a débuté son propos en marquant son désaccord avec l'argument selon lequel la croissance démographique entraîne l'insécurité alimentaire. sa position était que l'idée de l'avantage comparatif est erronée. Les produits alimentaires importés d'Europe et d'Amérique sont moins chers, a-t-il soutenu, parce qu'ils sont subventionnés. M. Sylla a soutenu que nous devons intervenir sur le marché, puisque les subventions sont une réalité et que les produits importés sont subventionnés. Il a estimé que la tendance dans le monde entier voudrait que le premier marché de tout produit soit le marché où il est fabriqué - c'est pourquoi le ROPPA soutient la souveraineté alimentaire. Certes, les marchés régionaux sont importants, mais, comme tous les marchés, ils doivent être réglementés par un organisme de réglementation. L'Afrique de l'Ouest dispose d'instruments réglementaires à travers la CEDEAO et l'UEMOA, mais il manque une autorité supérieure pour les gérer. M. Sylla a soutenu que la réglementation doit être harmonisée et que les textes doivent être accessibles.

Dr Bio Goura Soulé, chercheur au LARES, a parlé du rôle essentiel de la démographie dans la production. À mesure que la population de l'Afrique de l'Ouest augmentera dans les décennies à venir, tous les pays de la région devront accroître la productivité qui figure actuellement parmi les plus faibles du monde. Même avec un accroissement de la productivité, l'alimentation de la population en nette augmentation continuera de présenter des difficultés. Le Dr Soulé s'est autorisé quelques commentaires sur les programmes d'assistance aux petits paysans pauvres en disant qu'ils n'ont pas une grande incidence au sein de la majorité des agriculteurs. Il serait plutôt important d'accroître la participation dans d'autres aspects des chaînes de valeur. En Afrique de l'Ouest, par exemple, la production de mil et de sorgho est importante, toutefois les plus fortes augmentations du rendement ont été enregistrées avec le maïs, produit régional dont la demande est en nette augmentation. Le Dr Soulé a conclu en réitérant sa croyance en l'importance de la souveraineté alimentaire dans le contexte régional.

Débat

Les questions et les commentaires à l'intention des intervenants et leurs réponses ont fait ressortir les points suivants, regroupés par catégorie.

Questions et problèmes d'ordre général en matière d'insécurité alimentaire :

- Nous devons respecter les intérêts de tous les acteurs, depuis ceux qui opèrent dans l'agriculture familiale jusqu'au secteur agro-industriel, plutôt que de nous considérer mutuellement comme des adversaires.
- Comment la famine chronique s'intègre-t-elle dans notre débat sur la sécurité alimentaire et le commerce ? Par exemple, le Bénin a connu d'importantes augmentations de l'insécurité alimentaire chronique et, par conséquent, un retard de croissance chez les enfants. Que faire ?
- Dans la mesure où la majorité de la population vivra dans des centres urbains au cours les prochaines décennies, qu'y a-t-il lieu de faire (notamment en termes de politiques) pour encourager la production ?
- Les biocarburants affectent la sécurité alimentaire. Qu'en est-il des échanges régionaux de produits de base, par opposition aux cultures de rente ?

Investissements importants et problèmes de sécurité alimentaire :

- De nombreux dirigeants africains ont investi dans la transformation, notamment : Nkrumah dans le barrage d'Akosombo qui réduit le coût de l'électricité au Ghana, et Houphouët Boigny dans le développement du

secteur agro-industriel. Quels sont les investissements envisagés par la génération actuelle de dirigeants ?
- L'eau est une contrainte essentielle dans l'amélioration de la production et de la sécurité alimentaire.
- Les produits forestiers non ligneux méritent une attention particulière.
- Le Nigéria importe 2 à 3 millions de tonnes de riz par an ; l'une des premières mesures pourrait consister à remplacer le riz d'importation.

Contraintes spécifiques au commerce régional :

- La logistique et les transports ont une incidence sur la sécurité alimentaire. Si nous avions de meilleurs camions et si les gens pouvaient obtenir des prêts pour les camions, ces facteurs pourraient permettre de résoudre le problème du transport.
- Les produits des petits transformateurs du secteur agro-industriel sont soumis à 20 pour cent de TVA, ce qui les met pratiquement hors de portée de la population. La TVA est une taxe interne qui nous tue. Nombre de transformateurs sont des femmes. Les gens ont lutté pendant environ 30 ans pour ajouter de la valeur à la production, mais aujourd'hui nous n'avons guère dépassé le niveau où ils se trouvaient jadis. Pourquoi ? Parce que nous sommes taxés ; et c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas atteindre nos objectifs.

COMMERCE REGIONAL DES DENREES DE BASE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le commerce a toujours existé en Afrique de l'Ouest. Il tire parti des différences des conditions agro-écologiques et, par conséquent, des avantages comparatifs dans la production : le maïs est produit dans des zones humides, le mil et le sorgho dans des zones sèches, le bétail dans des régions semi-humides et/ou arides. Les statistiques ne reflètent certes pas totalement la réalité, toutefois il est manifeste que les volumes actuels du commerce régional sont importants. Le commerce régional offre d'importants marchés aux producteurs et transformateurs de la région - et améliore la sécurité alimentaire.

En collaborant étroitement avec les associations commerciales, l'USAID ATP a recueilli les données sur le commerce régional dans les chaînes de valeur centrales depuis 2009 ; lancée en janvier 2013, cette collecte de données a été poursuivie par le CILSS. En septembre-novembre 2012, l'USAID ATP a reconsidéré les flux commerciaux en Afrique de l'Ouest, notamment le long des corridors précédemment non surveillés, pour mieux comprendre et estimer la circulation des produits agricoles en Afrique de l'Ouest. Les données recueillies depuis 2009 - en plus de l'évaluation de 2012 - ont été comparées à celles obtenues auprès du gouvernement et des autres sources, afin de décrire l'ampleur des flux commerciaux ouest-africains ; les résultats ont été présentés et examinés au cours de cette session.

« Certains pays jouent mieux leurs cartes en matière d'intégration que d'autres. Ces pays sont gagnants. »

Henri Josserand, Consultant

Evaluation du volume et de la valeur des produits alimentaires de base échangés dans la sous-région

Présentateur : **Dr. Henri Josserand**, *consultant*

Le **Dr. Henri Josserand,** consultant et principal auteur d'une étude de l'USAID ATP qui a estimé le volume et la valeur des produits de base commercialisés au niveau régional, a présenté les conclusions de son travail. L'étude a analysé des données issues de différentes sources pour essayer de dresser un tableau du commerce régional des produits de base, qui demeure un sujet assez mal compris. Entre autres les sources utilisées pour l'étude, comprenaient :

- Les données recueillies par les partenaires de l'USAID ATP entre 2009 et 2012 sur le bétail, le maïs, le mil/sorgho, le riz et l'oignon dans presque 50 marchés le long d'itinéraires commerciaux sélectionnés reliant neuf pays dans le corridor central de l'Afrique de l'Ouest
- L'enquête d'USAID ATP, menée en octobre 2012 et couvrant près de 60 marchés commercialisant les denrées citées ci-dessus, avec quelques données supplémentaires sur le niébé, dans ces neuf pays, ainsi

qu'en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria
- Les données du CILSS/Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET)
- Les séries de données de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO) sur les statistiques officielles du commerce.

La combinaison des données du commerce et des études de marché, validées ensuite par d'autres rapports et études sur le commerce régional, offre une compréhension plus exacte et complète des flux commerciaux régionaux. L'étude a mis l'accent sur le fait que les statistiques officielles sous-estiment considérablement les volumes commerciaux des principales denrées alimentaires de base de la région. Cette situation a des répercussions profondes sur notre évaluation de la dynamique régionale, a soutenu le Dr Josserand : cette sous-estimation de l'importance des échanges commerciaux signifie une sous-estimation de l'importance du commerce pour la sécurité alimentaire.

L'analyse du Dr Josserand a indiqué que les statistiques officielles reflètent probablement entre le quart et le tiers du commerce réel du bétail qu'il estime à au moins 800 millions de dollars US par an pour toute la région de l'Afrique de l'Ouest. Pour les autres produits de base étudiés, l'analyse indique que les flux commerciaux réels sont plus importants et plus diversifiés que ce qui est couramment admis.

Ces conclusions ont des implications importantes pour la sécurité alimentaire, surtout en ce qui concerne les pays confrontés à des déficits chroniques ou fréquents de l'offre alimentaire. Les politiques actuelles (fondées sur des données incorrectes) poussent les pays à consacrer une attention et des ressources insuffisantes au commerce régional. En examinant le commerce du maïs, il s'est rendu compte qu'un nombre impressionnant de pays exportent de très grands volumes vers le Niger. L'USAID ATP a documenté plus de 240 000 tonnes d'exportations de maïs vers le Niger par an, tandis que les statistiques officielles n'ont enregistré qu'une moyenne de 41 000 tonnes par an.

Le Dr Josserand a également examiné les tendances et les moteurs futurs du commerce, en faisant remarquer que les modèles commerciaux changent au fil du temps en fonction de la croissance économique, de la sécurité et de l'ouverture de la zone concernée au commerce. Les commerçants ont été naturellement peu enclins à se rendre dans des zones où ils ne se sentent pas en sécurité ou sont harcelés. Les pays qui jouent mieux leurs cartes que d'autres en matière d'intégration seront gagnants. Dans la perspective de l'année 2030, l'Afrique de l'Ouest est la région du monde qui enregistrera la croissance la plus rapide. Les tendances de l'urbanisation sont bien établies et les villes secondaires connaîtront une croissance tout en se rapprochant les unes des autres. Toutefois, le nombre de personnes entièrement engagées dans la production agricole demeurera constant selon les prévisions, ce qui signifie que la croissance démographique sera non agricole. Les revenus varieront certes, mais ils sont en nette augmentation dans tous les secteurs. L'on observera de plus fortes concentrations des personnes ayant un pouvoir d'achat plus élevé dans les secteurs tant urbains que ruraux au fur et à mesure que la transformation des produits alimentaires deviendra une source majeure d'emplois dans les zones rurales. Cette évolution augmentera la demande en produits alimentaires et autres produits agricoles, d'où une hausse des prix de ces produits de base par rapport aux produits non agricoles. Il s'agit d'une condition nécessaire à l'intensification de l'agriculture dans la région. Le Dr Josserand a également prédit que l'agriculture deviendra plus spécialisée, en fonction des régions.

À la suite d'une forte augmentation de la demande en produits agricoles, il y aura une explosion du commerce régional ; les prévisions font état d'à peu près un quadruplement des données actuelles. Ces pressions sur les échanges commerciaux devront entraîner l'élimination des obstacles commerciaux ; il ne sera pas possible d'atteindre ce niveau d'échanges avec les obstacles actuels. Parallèlement, l'augmentation des prix des denrées alimentaires signifiera que les pauvres seront confrontés à plus de difficultés pour se nourrir et auront besoin d'une protection sociale efficace.

Ces dynamiques entraineront des changements et des tensions, notamment des grands mouvements de populations dans la région. Les populations ouest-africaines agiront et réagiront face à ces changements. Le Dr Josserand a conclu son exposé en lançant le défi suivant : les gouvernements et leurs institutions, ainsi que le grand public, accompagneront-ils judicieusement les transitions tout en les facilitant plutôt que d'essayer de se mettre en travers du chemin, au risque d'être écartés ?

Table ronde : Quel avenir pour le commerce intra-régional en produits alimentaires de base ? Moteurs de croissance et horizons

Panelistes : **Son Excellence Mme Hanna S. Tetteh**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale, République du Ghana ;* **Mme Marie-Andrée Tall**, *Présidente de l'Association Africa Agro-Export (AAFEX) ;* **Mme Adja Velegda**, *PDG du Groupe Velegda ;* **M. Issaka Sawadogo**, *Président du Conseil d'administration de la COFENABVI AO ;* **M. Abdal'Azeem McCalla**, *Directeur général du groupe Dantata Foods & Allied Products ;* **Dr Jean-Christophe Maur**, *économiste en chef, Vice-présidence africaine de la Banque mondiale ;* **M. Louis-Philippe Dieckett-Aut**, *Directeur régional des affaires économiques et douanières de Nestlé pour la Région Afrique centrale et occidentale.*

Agribiz Africa Fr *30 Jan*

« Ces conférences devraient non seulement nous faire réfléchir sur ce que nous avons fait bien ou mal, mais devrait également engendrer en nous la volonté de faire bouger les choses lorsque nous rentrerons dans nos pays respectifs »

-Son Excellence Hanna Tetteh, Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale de la République du Ghana

Son Excellence Hanna S. Tetteh, Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale de la République du Ghana, est arrivée à la conférence tout juste après la fin de son mandat en tant que Ministre du Commerce et de l'Industrie et après sa prestation de serment à son nouveau poste au cours de la même matinée. Elle a débuté son propos en déclarant que les débats de la conférence sont particulièrement importants et opportuns, notamment l'évaluation des moteurs du commerce régional et les questions soulevées à ce sujet, tels que présentés par le Dr Josserand et les autres intervenants. La Ministre Tetteh a mis l'accent sur les immenses possibilités inhérentes à ces débats et a insisté sur le fait que des conférences comme celle-ci constituent une occasion pour évoquer non seulement les problèmes, mais également les mesures à prendre pour y remédier.

L'Afrique de l'Ouest n'enregistre pas autant d'échanges commerciaux qu'elle n'en mène réellement - cette situation indique que davantage d'efforts doivent être déployés dans le cadre de la CEDEAO. Les mécanismes doivent fonctionner. La Ministre Tetteh a déclaré qu'en dépit de l'existence des exigences en matière de commercialisation des denrées alimentaires, nous compliquons inutilement la situation ; le cadre adopté depuis longtemps doit désormais être mis en œuvre. Depuis la création de la CEDEAO en 1975, a soutenu la Ministre Tetteh, « nous avons excellé dans l'identification des problèmes, mais pas dans la mise en œuvre des mesures nécessaires. Nous devons arrêter de parler des problèmes et agir. » Par exemple, nous savons certes qu'il n'existe « absolument pas de droits de douane » sur les produits agricoles dans les échanges commerciaux transfrontaliers, mais des camions sont stationnés le long des postes frontaliers, parfois pendant des jours, réussissant quelquefois à négocier leur passage ou pas. Les pays francophones ont pu s'intégrer plus rapidement que les pays anglophones en raison de leur monnaie commune.

L'une des solutions envisageables, selon la Ministre Tetteh, peut consister à utiliser une monnaie virtuelle pour les échanges commerciaux. D'autres idées avancées incluent une bourse de produits de base et un programme de récépissés d'entrepôt, sur lequel le Ghana travaille depuis quelque temps et qui, avec un peu de chance, continuera de figurer en bonne place dans le programme. En outre, il sera important d'éliminer la corruption - il existe une angoisse liée aux pots-de-vin et à la corruption et des mécanismes sont nécessaires pour les rendre impossibles ou superflus. Le commerce informel prospère parce que le commerce formel est particulièrement difficile. La Ministre Tetteh, à son nouveau poste, collaborera avec la CEDEAO sur ces problèmes, dans la mesure où « nos perspectives dépendent de notre capacité à démanteler les structures qui favorisent la corruption et entravent l'efficacité. » D'autres domaines importants de la coopération régionale incluent les solutions régionales alternatives au transport routier, notamment le transport ferroviaire et maritime, grâce aux partenariats entre les secteurs public et privé. La Ministre Tetteh a conclu en ces termes : « Si nous dépendons des autres pour nous nourrir, nous serons plus mal en point. » Elle a exprimé le souhait que d'ici à la fin de la conférence, des mesures concrètes soient identifiées pour accroître le commerce des produits de base.

Mme Marie-Andrée Tall, Présidente de l'Association Africa Agro-Export (AAFEX), a débuté son propos en déclarant que depuis plusieurs années, la CEDEAO déclare qu'elle œuvre à l'élimination des obstacles au commerce. Les principaux obstacles sont souvent identifiés en termes d'instruments réglementaires nationaux inappropriés, de harcèlement des chauffeurs sur les corridors et de problèmes liés à la douane/aux tarifs aux différents postes frontaliers dans toute la région. Depuis des années, les pays de la CEDEAO, ainsi que les institutions d'appui au secteur privé, se sont attelés à réduire ces contraintes. Si ces mesures n'ont pas été couronnées de succès, c'est parce qu'il existe plus de facteurs déterminants ayant une incidence sur le commerce régional. Il doit y avoir une offre disponible qui soit exportable au-delà du marché national - une offre suffisante

en quantité et en qualité et abordable pour les consommateurs. En outre, avec l'urbanisation galopante et une classe moyenne en pleine croissance, les habitudes alimentaires changent. La nourriture est de moins en moins préparée et consommée à domicile.

L'association que Mme Tall représente, l'AAFEX, estime que l'avenir repose sur la commercialisation des produits transformés. Contrairement aux produits transformés localement, les produits alimentaires importés d'Europe, du Maghreb et du Moyen-Orient circulent assez facilement en Afrique de l'Ouest. Ces importations prouvent qu'il existe une demande forte qui n'est pas satisfaite par l'offre locale limitée.

Les produits alimentaires transformés ont des avantages certains : ils sont plus faciles à transporter et à conserver tout en présentant un risque faible de détérioration. Par conséquent, il existe un immense potentiel d'accroissement des échanges commerciaux de ces produits. Des entreprises de transformation existent dans chaque pays et il est important de relever qu'il existe beaucoup de femmes qui mettent sur pied de petites entreprises de transformation.

Mme Tall a exhorté le secteur public à apporter davantage de soutien à la transformation des produits agricoles. Il ne s'agit pas du soutien aux grandes entreprises qui bénéficient déjà de l'attention des responsables de haut niveau, mais aux petites entreprises qui ont besoin d'équipements modernes et des résultats de la recherche appliquée, étant donné que les produits adaptés au futur pourraient être différents de ceux consommés aujourd'hui. Un travail doit également être effectué au niveau des normes, de l'entreposage et de la modernisation des entreprises elles-mêmes, ainsi que sur les codes des impôts adaptés aux petites entreprises qui utilisent des matériaux locaux. Mme Tall a conclu en disant que les membres de l'AAFEX ont commencé à collaborer pour servir les 300 millions de consommateurs d'Afrique de l'Ouest et à la longue ceux de l'Afrique toute entière.

Éminents orateurs : L'honorable Hannah Tetteh, Ministre désignée aux Affaires étrangères et à l'intégration régionale de la République du Ghana (bras levés au centre), prenant part à une table ronde sur les perspectives du commerce régional des produits alimentaires de base. Le panel comprenait également (partant de la gauche), Abdal'Azeem McCalla de Dantata Foods du Nigeria, Marie-Andrée Tall de FRUITALES, une entreprise de traitement des fruits au Sénégal, et El Hadj Issaka Sawadogo, président de COFENABVI, une organisation régionale pour le bétail, basée en Côte d'Ivoire.

Mme Adja Velegda, PDG du Groupe Velegda, a introduit son intervention en disant qu'elle trouve la conférence intéressante parce que tous les acteurs sont présents, s'écoutent mutuellement et ont les mêmes ambitions. Mme Velegda a souligné l'importance de l'accroissement de la production, eu égard à la croissance démographique. Le travail sur des céréales locales, notamment le mil, n'est pas du tout facile, dans la mesure où la production est particulièrement faible et tributaire de la pluviométrie. Les activités commerciales aux frontières sont particulièrement difficiles. Il existe des problèmes liés aux certificats phytosanitaires et aux certificats d'origine. Il n'y a ni transitaires ni guichets uniques. Les responsables reçoivent des paiements illicites de ceux qui ne disposent pas de documents. La promotion de la libre circulation des personnes et des biens devrait signifier que « tout le monde sera gagnant », dans la mesure où les origines et les quantités seraient connues. Mme Velegda a conclu son propos en ces termes : « J'espère que la CEDEAO prend des notes : tout le monde connaît le problème. » Elle a alors suggéré que les exigences soient communiquées dans les langues locales pour s'assurer que tous les acteurs en seront informés.

M. Issaka Sawadogo, Président du Conseil d'administration de la COFENABVI AO, a commencé par une description des problèmes auxquels les commerçants de bétail sont confrontés avec les agents frontaliers, la police et la gendarmerie : les commerçants qui glissent 2 000 ou 3 000 francs dans leurs documents traversent tout de suite, tandis que ceux qui ont tous les documents requis font l'objet de harcèlements. Il a déclaré notamment : « Vous pouvez appeler la CEDEAO, mais cela ne vous aidera pas dans l'immédiat. Entre-temps, vous êtes là avec votre camion de bétail et les agents ne vous laissent pas passer. Ensuite, vous attendez sans que votre bétail puisse être abreuvé ou alimenté et il commence à périr. » M. Sawadogo a invité la CEDEAO à mettre sur pied un groupe de travail pour traiter ces problèmes, « sinon, vous aurez des milliers de conférences pendant cent ans sans aucune réalisation concrète. » M. Sawadogo a énuméré d'autres problèmes prioritaires, notamment le manque de camions réfrigérés pour la viande fraîche, les problèmes d'échanges commerciaux dans une région bilingue et les problèmes de sécurité au Nigéria qui est une importante destination pour le bétail. Il existe également des problèmes liés aux commerçants qui continuent de porter sur eux d'importantes sommes d'argent liquide, s'exposant ainsi à la criminalité, notamment au meurtre, comme cela s'et passé tout

récemment. Il est préférable de transférer l'argent par banque, même si cela signifie attendre pendant un mois, et rester en vie. M. Sawadogo a conclu en adressant ses félicitations à la CEDEAO pour les actions qu'elle a menées, tout en insistant sur le fait que beaucoup reste à faire.

M. Abdal'Azeem McCalla, Directeur général du groupe Dantata Foods & Allied Products, a commencé en présentant brièvement Dantata, une entreprise de commercialisation de céréales, du maïs et du bétail. L'avenir des échanges commerciaux, a-t-il soutenu, est en jeu et dépend de la manière dont les problèmes sont abordés. M. McCalla a mis en exergue encore une fois quelques-uns des problèmes les plus importants, notamment le manque de volonté politique et d'un organisme central de coordination, l'obstruction par la police et les douanes, ainsi que le coût élevé du transport intrarégional. Si ces problèmes deviennent des priorités pour l'action, il pourrait y avoir un épanouissement des échanges commerciaux. M. McCalla a présenté le caractère opportuniste des hommes d'affaires comme une solution - si le gouvernement crée un environnement favorable, les entreprises en profiteront.

Considérant les moteurs de la croissance future, M. McCalla a affirmé que Dantata s'intéresse aux tendances et constate que la croissance démographique accroîtra la demande de produits de base et qu'une période de croissance économique s'annonce durant laquelle le Nigéria sera le plus grand importateur et exportateur. En termes de moteurs structurels, les infrastructures de transport affectent directement Dantata. Les avantages d'un système de transport ferroviaire sont connus de tous, tout comme le fait que le coût du transport routier dans la région est particulièrement élevé.

M. McCalla a alors relaté les péripéties d'un voyage au Mali en décembre 2011 en vue de la signature de contrats pour la commercialisation du bétail au Nigéria. Depuis lors, a-t-il déclaré, son entreprise n'a pas pu trouver de camion pour transporter le bétail, soit parce que les chauffeurs soutenaient qu'ils ne connaissent pas le trajet, ou alors leurs coûts sont trop élevés, surtout parce qu'ils devaient rentrer à vides. M. McCalla a suggéré que des subventions pourraient permettre de compenser le coût de transport élevé dans toute la région. Il a terminé en énumérant d'autres problèmes affectant les échanges commerciaux, notamment ceux qui sont liés à la facilité de paiement et de retrait, aux défis environnementaux et aux situations politiques.

Le **Dr Jean-Christophe Maur**, Économiste en chef, Vice-présidence africaine de la Banque mondiale, a commencé en disant qu'il salue l'étude du Dr Josserand, dans la mesure où les décideurs doivent « connaître la réalité avant de prendre des décisions. » Le premier point qu'il a retenu de l'exposé du Dr Josserand se rapportait à la vitalité du commerce des produits alimentaires. Il existe même beaucoup plus d'échanges commerciaux qu'il ne l'avait imaginé, a-t-il déclaré, ainsi qu'un plus grand potentiel commercial. L'étude a également indiqué la grande part du commerce informel. Les contraintes examinées dans le cadre de la conférence créent des coûts supplémentaires pour les commerçants et les poussent vers le commerce informel. Il est inefficace d'avoir les deux tiers ou les trois quarts des échanges commerciaux dans l'informel, comme l'étude le suggère.

Un deuxième point que le Dr Maur a retenu de l'étude réside dans le fait que ce commerce informel se déroule en dépit des politiques nationales visant à restreindre les importations et les exportations ; ces politiques s'avèrent ainsi inefficaces. La conclusion logique revient sans doute à envisager d'autres politiques. Un troisième et dernier point évoqué par l'étude du Dr Josserand est l'existence de complémentarités entre zones excédentaires et déficitaires et ces complémentarités doivent être approfondies par le biais de l'intégration régionale.

En termes de perspectives d'avenir, le Dr Maur a affirmé qu'il est plus optimiste sur les prix des denrées alimentaires que le D. Josserand, dans la mesure où il pense que lesdits prix ne devraient pas augmenter considérablement en raison des économies d'échelle et de l'amélioration des technologies issues de l'intégration régionale. Dans le même temps, il est moins optimiste que le Dr Josserand à propos des pressions générées par l'accroissement de la demande qui entraîneraient la libéralisation : tout simplement parce que l'agrandissement du marché ne signifie nullement qu'il sera plus libéralisé. Sur la base d'une étude menée en 2011 par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), qui a indiqué que la volatilité des prix est plus élevée lorsque les marchés ne sont pas intégrés, il s'attend à ce que l'intégration de l'Afrique de l'Ouest réduise la volatilité des prix, mais il a également remarqué qu'une certaine volatilité liée aux marchés internationaux persistera. Par conséquent, il sera important que les pays collaborent sur des réactions conjointes aux chocs des prix, les chocs de la volatilité seront plus grands si les pays mettent en œuvre des politiques nationales.

Enfin, il existe un besoin en biens publics régionaux, parce que les pays sont trop petits pour pouvoir s'octroyer certains biens publics au niveau national. Lesdits biens comprennent, entre autres, des banques céréalières, des infrastructures commerciales, notamment les finances et les assurances ; ainsi qu'un marché pour les intrants, les engrais, les semences et les cultivars. Des mesures politiques concrètes sont nécessaires pour créer ces infrastructures ; l'on ne saurait compter uniquement sur la pression venant du marché. Des institutions régionales sont nécessaires pour coordonner la création et l'utilisation de ces biens publics et pour fournir l'expertise spécialisée en matière de normes, de transport et autres questions techniques. Le Dr Maur a conclu en disant que les institutions régionales doivent jouer un rôle de surveillance, contrôler l'application effective des politiques et créer la transparence afin que les pays membres puissent contrôler les actions menées par leurs voisins.

M. Louis-Philippe Dieckett-Aut, Directeur régional des affaires économiques et douanières de Nestlé pour la Région d'Afrique centrale et occidentale, a présenté un aperçu de ce qu'il considère comme les exigences pour l'avenir. D'abord, il s'avère nécessaire de résoudre l'immense problème auquel les producteurs sont confrontés en matière de stockage. Deuxièmement, les gouvernements doivent mettre sur pied des mécanismes d'intervention rapide pour faire face aux désastres. Troisièmement, un plan d'action est nécessaire pour remédier aux conflits afin de réduire les souffrances de la population. Quatrièmement, la qualité des produits doit être améliorée pour protéger la santé des consommateurs et pour produire des matières premières de qualité destinées à la transformation. En outre, il est nécessaire de protéger la qualité des produits lors du transport, dans la mesure où même des produits de bonne qualité peuvent se détériorer en cours de transport. L'amélioration de la qualité réduira au minimum les besoins des transformateurs en produits importés d'Europe. Enfin, de nouvelles politiques sont nécessaires pour soutenir la sécurité alimentaire, notamment des politiques visant à éviter l'utilisation de toutes les terres pour les cultures de rente.

Débat

Les participants à la conférence, ainsi que les panelistes, ont soulevé les points suivants :

Questions et commentaires

Free trade is needed for food security and to fight malnutrition.

- Le commerce libre est nécessaire à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la malnutrition.
- Il y a deux ans, une délégation dépêchée auprès de la CEDEAO à Abuja a évoqué ces points et a élaboré un plan de plaidoyer, mais les mêmes problèmes font encore l'objet de débats. Tout ce qui est dit a déjà été dit ; tout ce qui n'a pas été dit a également été dit. La libre circulation des biens doit être mise en œuvre. Un autre problème qui affecte les transformateurs des produits locaux est celui de la TVA appliquée auxdits produits qui entrave leur compétitivité. Un traitement plus favorable des produits transformés localement serait apprécié à sa juste valeur. Les produits non transformés ne peuvent pas être consommés à l'état brut - ils doivent être transformés.
- Réagissant aux différents commentaires, le Commissaire Ahmed a déclaré que la CEDEAO tiendra compte des problèmes évoqués par les uns et les autres. Le commerce informel est une stratégie pour éviter les impôts, et pas une génération spontanée. L'homme d'affaires calcule tous les coûts liés aux fonctionnements dans le secteur formel et décide de s'installer au coin de la rue. Le petit consommateur a un faible pouvoir d'achat, donc un homme d'affaires ne peut pas faire payer beaucoup, ce qui le pousse à opérer dans l'informel parce qu'autrement les coûts sont trop élevés pour lui.
- Une question à l'intention des représentants au niveau ministériel a porté sur l'engagement de la CEDEAO et de l'UEMOA à éliminer les restrictions sur le trajet retour, restrictions qui maintiennent les transports à un coût élevé. Une question subsidiaire à l'intention des commerçants du secteur informel a porté sur leur engagement à adhérer à au moins un ensemble minimal d'exigences susceptibles de donner au secteur privé

Question d'un participant : Fadima Siby Mariko d'UDOCAL, une entreprise de traitement des céréales au Mali, pose des questions aux panélistes sur le problème du paiement des pots-de-vin pour traverser les frontières.

un meilleur appui pour s'engager auprès des représentants du secteur public et les tenir pour responsables.

- L'on a longtemps pensé qu'il était important d'améliorer la production agricole, mais il est désormais reconnu que l'industrie doit également être développée. À cet effet, les politiques nationales et celles de la CEDEAO doivent être harmonisées.
- Le Conseil burkinabè des chargeurs a eu des problèmes pour trouver des camions, alors il a créé une plateforme électronique pour coordonner la demande et l'offre du transport. Le Conseil a invité les fédérations à discuter avec les fondateurs à ce sujet.
- Des indicateurs plus réalistes doivent être définis pour la CEDEAO et les États membres en vue du suivi de la mise en œuvre des diverses mesures. Lesdits indicateurs doivent tenir compte des évolutions sur le terrain.

Réponses par les membres du panel :

« Nous dans le secteur privé avons besoin de jouer notre rôle, sinon, nous ne pouvons rien demandé aux politiciens. »

Marie-Andrée Tall, Président, Association Africa Agro-Export (AAFEX)

- Le Dr. Josserand a réagi aux commentaires sur son exposé, en commençant par le concept selon lequel les obstacles peuvent disparaître sous la pression des marchés en expansion. Il a dit qu'une augmentation du pouvoir d'achat pourrait créer une forte demande en denrées alimentaires, et que des facteurs sociaux et politiques entreront en jeu. Il a fait des commentaires sur de nombreuses références à la volonté politique en disant qu'il croit que les gouvernements ne font pas automatiquement ce qui est dans l'intérêt de tout le monde. Ils réagissent à la pression, et les gens ont besoin de promouvoir le changement. Le plaidoyer n'augmentera qu'avec la croissance de la population. Enfin, la région devra faire plus avec peu de producteurs, ce qui signifie une plus grande intensification de la production et plus de transformation.
- Mme. Tall, dans une réponse aux participants, disait : « Nous, dans le secteur privé, devons jouer notre rôle, sinon on ne peut rien exiger des politiciens ».
- M. McCalla a suggéré d'utiliser des caméras pour prendre les agents qui exigent des paiements illégaux en flagrant délit.
- La Ministre Tetteh, en réponse à diverses observations, a déclaré: « les règlements de la CEDEAO ne se mettent pas en œuvre d'eux-mêmes, ils doivent être mis en œuvre au niveau des pays. » Concernant le degré d'engagement des pays vis-à-vis de la CEDEAO, elle a déclaré qu'elle ne pouvait répondre que pour le Ghana, qui est d'abord engagé à l'intérêt national et les affaires. Les changements fréquents de ministres dans les différents pays est un obstacle majeur aux efforts tels que le TEC, étant donné que chaque nouveau ministre a besoin de temps pour s'imprégner de la situation. Elle a conclu en disant : « Si vous voulez qu'un protocole de la CEDEAO fonctionne, les entreprises doivent faire pression, je vous encourage donc à faire du lobbying. »

MANIFESTATIONS PARALLELES

Les manifestations parallèles ont fourni une occasion de discuter et d'apprendre de nouvelles initiatives concernant le commerce intrarégional.

Lancement du Réseau Ouest Africain des Céréales

Animateurs : **M. Soumaïla Sanou**, *Président du CIC-B, et* **M. Tom Gambrah**, *Directeur général, Premium Foods*

Avec le soutien de l'USAID ATP et sous le parrainage du CIC-B, les acteurs du secteur des céréales ont entrepris des efforts pour collaborer au niveau régional en 2009. En octobre 2012, lors d'une réunion des participants du secteur céréalier, un groupe de travail de représentants de neuf pays a été autorisé à prendre les mesures nécessaires pour former le ROAC afin de promouvoir le commerce intrarégional et améliorer l'environnement commercial. Au cours de cette manifestation parallèle, le groupe de travail a décrit les domaines d'intervention et les objectifs du réseau, a discuté des résultats du voyage d'étude en Afrique de l'Est, et a annoncé que le réseau serait formellement constitué en mars 2013. Les participants à l'événement parallèle ont exprimé leurs points de vue sur divers sujets tels que la durabilité du ROAC, les services à fournir, et le rôle du secteur privé, ainsi que la représentation des pays et leur adhésion.

Rapprochement de l'Alliance Borderless avec des associations représentant des chaines de valeur

Animateur : **M. Ziad Hamoui**, *Président de l'Alliance Borderless*

L'Alliance Borderless est une organisation de plaidoyer du secteur privé qui milite pour l'intégration régionale et la suppression des barrières commerciales et du transport en Afrique de l'Ouest. Environ 20 représentants de diverses associations de la chaîne de valeur du secteur privé (COFENABVI AO, GAPTO, etc.), des entreprises du secteur privé (telles que DHL Global Forwarding), et le secteur public ont assisté à l'événement. Les participants ont discuté des priorités de plaidoyer des associations agricoles régionales et de leurs membres, afin de les aligner sur celles de l'Alliance Borderless. M. Hamoui a présenté l'Alliance et ses membres, qui comprennent des ports, des producteurs et d'autres opérateurs économiques. L'organisation a été inaugurée à ce jour dans six pays, et œuvre dans ces pays à impliquer les autorités locales, suivant le principe « Pensez régional, agissez local ». L'Alliance cible également les secteurs qui évoluent souvent dans l'informel. M. Hamoui a expliqué les mesures prises pour informer et faciliter le plaidoyer, telles que des numéros d'urgence pour signaler des problèmes, qui sont déjà opérationnels et s'avèrent efficaces.

La discussion a porté sur la façon dont l'Alliance Borderless sélectionne les priorités de son programme de plaidoyer. Certains participants qui sont déjà membres de l'Alliance avaient des craintes que leurs opinions ne soient pas prises en compte dans l'ordre du jour de l'Alliance. M. Hamoui a répondu que la priorité de l'Alliance est de servir ses membres, et a indiqué que l'organisation s'efforce de tenir compte des intérêts de toutes les parties. Il a toutefois expliqué que les communications internes et les procédures administratives sont encore en phase de formulation, étant donné que l'Alliance est jeune. Il a exprimé le désir de s'associer aux organisations membres pour créer des plans de plaidoyer pour s'assurer que leurs priorités sont reflétées dans le programme de l'Alliance Borderless.

Systèmes d'information de marché pour le commerce intra-régional

Animateur : **M. Vincent Fautrel**, *Coordinateur principal de Programme, Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)*

Cet événement parallèle a offert l'occasion de discuter des systèmes d'information sur le marché et leur potentiel en Afrique de l'Ouest. L'accès aux données commerciales en temps opportun et exactes est une

priorité pour les producteurs qui commercialisent leurs produits et pour ceux qui élaborent les politiques agricoles et alimentaires. Un certain nombre d'organisations et d'entreprises mettent en œuvre de nouveaux modèles commerciaux qui comprennent des services d'information. Les opérateurs de télécommunications sont de plus en plus à la recherche de services à valeur ajoutée pour leurs clients, et collaborent avec les systèmes d'information sur les marchés (SIM) des fournisseurs. La discussion a tourné autour des façons dont le SIM peut être un outil pour la promotion du commerce agricole régional, les types d'informations dont les opérateurs économiques ont besoin, les lacunes de l'information et les rôles spécifiques de chaque acteur. Les recommandations suivantes ont été adoptées au cours de la discussion :

- Les associations doivent résoudre la question des modèles d'entreprise viables.
- Les systèmes d'information sur le marché doivent être mis au point à des fins spécifiques, avec les associations en place pour recueillir et canaliser l'information pour les SIM.
- Les fournisseurs de la chaîne de valeur pourraient fournir une alternative aux SIM et offrir un moyen efficace de diffuser les informations. .

Comment mettre la finance au service du commerce intra-régional ?

Animateurs : **M. Kojo Osae-Addo**, *Consultant, USAID ATP et* **M. Constantin Abarbieritei**, *Vice Président, Division Croissance Économique Internationale, Abt Associates Inc.*

Intervenants : **Mme. Mirabelle Moreaux,** *Directrice des investissements, Injaro Agricultural Capital Holdings Ltd.* ; **Mme. Barbara Ghansah**, *Gestionnaire de crédits, Root Capital*

Cet événement a mis l'accent sur le financement du commerce et les questions de paiement pour les entreprises engagées dans le commerce, avec un accent particulier sur les besoins des petits producteurs et transformateurs présents. En introduction, Mme Ghansah a expliqué que Root Capital est un Fonds d'investissement social à but non lucratif qui offre des prêts à des associations dans les zones rurales, y compris le financement du commerce pour les exportations. Mme Moreaux a expliqué qu'Injaro est une société de capital-risque de 17 millions de dollars US à investir, visant à la fois le retour sur investissement et un impact social, tel que la création d'emplois et le soutien à la bonne gouvernance d'entreprise. M. Abarbieritei a fait remarquer qu'il est souvent nécessaire de faciliter le processus de financement, ce qu'Abt Associates fait dans la plupart des projets qu'elle met en œuvre. La discussion a porté principalement sur les modes de financement de Root Capital et d'Injaro.

- Mme Ghansah a expliqué qu'il faut généralement à Root Capital environ 4 à 6 semaines pour faire une évaluation, une fois qu'il dispose d'un ensemble complet d'informations. Les services de développement des entreprises font partie de l'ensemble des prêts que le Fonds offre, ce qui contribue à faire travailler les prêts. Les services du Fonds ne sont pas trop différents de ceux des banques, mais elle aide les entreprises qui ne pourraient être aidés par les banques, peut-être en raison des conditions de garantie. Root Capital se spécialise dans le secteur agricole et peut être plus flexible dans la structuration de financement pour répondre aux besoins des entreprises. Par exemple, il peut prendre un contrat de vente en garantie aussi longtemps que l'acheteur est prêt à payer directement à la banque. Root Capital prête habituellement les fonds de roulement pour les emprunteurs d'abord et leur permet de développer une feuille de route avant de prendre des prêts plus importants pour les investissements en capital. Si une entreprise a déjà démontré une capacité à gérer le fonds de roulement, il est possible dans certains cas de passer directement au capital d'investissement. Root Capital a besoin, soit de consulter les comptes de la société ou de travailler avec l'entreprise pour rassembler des informations financières de base si les comptes ne sont pas complets. Le Fonds limite normalement le montant qu'il prête à 500 000 USD et fait appel à des institutions partenaires si un emprunteur a besoin de plus d'argent.

- Mme Moreaux a expliqué qu'Injaro fournit une assistance technique une fois qu'elle décide de travailler avec une entreprise. Le coût de l'aide est basé sur une échelle mobile, l'emprunteur supportant la majeure partie du coût au fil du temps. Il faut au moins six mois avant qu'Injaro ne rende une décision sur l'investissement, car elle a besoin de comprendre l'entreprise autant ou plus que le propriétaire et de voir comment elle peut ajouter de la valeur. À cette fin, a-t-elle ajouté, nous mettons l'un de nos membres dans votre Conseil d'administration et vous appelons chaque mois pour voir comment les choses évoluent. Nous nous impliquons davantage dans les questions stratégiques que dans les questions courantes . Lorsqu'on l'a interrogé sur les co-investisseurs, elle a dit qu'Injaro n'a pas encore de co-investisseurs.

M. Abarbieritei a souligné qu'il s'agit d'un enjeu important de choisir le bailleur de fonds et le type de financement appropriés pour les besoins de l'entreprise et que les prestataires de services de développement des entreprises sont utiles dans ce domaine. Les bailleurs de fonds qui offrent des services aux entreprises gratuitement peuvent créer des attentes. La question est alors : Comment les bailleurs de fonds peuvent-ils sevrer le marché des services gratuits ?

FOIRE COMMERCIALE

La conférence sur la libre circulation des produits alimentaires a également accueilli une foire commerciale régionale afin d'établir des relations entre les partenaires commerciaux. L'accent a été moins sur la conclusion d'accords commerciaux que sur l'échange d'informations et l'établissement de contacts pour les projets futurs. En tout, 31 entreprises et associations ont représenté la production, la transformation, la fourniture d'intrants et la prestation de services, notamment les services bancaires et la logistique :

Foire commerciale : Henri Josserand, présentateur d'un document montrant que le commerce des produits alimentaires de base est près de trois fois supérieur aux estimations officielles, examine les produits agricoles ouest-africains lors d'une exposition qui a présenté 23 transformateurs, commerçants, transporteurs et institutions financières venus de toute la région.

Associations œuvrant dans le domaine de la production, du commerce et de la transformation :
Association Afrique agro export (AAFEX)
Association des transformateurs de céréales locales (ATCL)
Centrale des producteurs de céréales - Faso Jigi/PACCEM
Centrale des producteurs de céréales du Togo (CPC Togo)
Conseil pour l'action et la solidarité des paysannes au Niger (CASPANI-Yarda)
Comité interprofessionnel des céréales au Burkina Faso (CIC-B)
Comité interprofessionnel du riz du Burkina (CIR-B)
Confédération des fédérations nationales de la filière bétail/viande des pays de l'Afrique de l'ouest (COFENABVI AO)
Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO)
Organisation interprofessionnelle du riz (GRIB)
Réseau des transformatrices de céréales du Burkina Faso
Rice Farmers Association of Nigeria (RIFAN)
Union des coopératives du vivrier des savanes (UCOVISA)

Sociétés de commerce et de transformation :
Ets. Velegda B. Maïmounata
Meunerie et Emballage de Légumes Secs (MELS)
Neema Agricole du Faso (NAFASO)
Olam Ghana Ltd.
Premium Foods Ltd.
Rose Eclat
Société ivoirienne des productions animales (SIPRA-IVOGRAIN)
Société d'exploitation des produits alimentaires (SODEPAL)

Fourniture d'intrants et prestation de services :
AGRIPRO International
Bank of Africa-Ghana Limited
Réseaux Esoko
United Bank for Africa (Ghana) Limited (UBA)
Wienco Ghana Limited
Yara Ghana
Société de logistique : DHL Global Forwarding

Partenaires :
Alliance Borderless
Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)

La Foire commerciale a ouvert ses portes dans la soirée du 28 janvier 2013, et s'est poursuivie tout au long des trois jours de la conférence, au cours des pauses café et déjeuner, et immédiatement avant et après les sessions quotidiennes. Un dépliant avait été distribué aux participants et donnait un profil succinct et les coordonnées de tous les exposants (voir Annexe 3). Les commentaires des exposants eux-mêmes étaient généralement favorables. De l'avis de la plupart des exposants, la foire commerciale a constitué une bonne occasion pour échanger avec beaucoup de gens et établir des réseaux. Au moins deux négociants en céréales ont rencontré des fournisseurs potentiels de céréales, tandis qu'un autre commerçant a rencontré des fournisseurs potentiels de fruits, de tomates et d'oignons.

RECAPITULATIF DE LA JOURNEE PRECEDENTE ET DISCUSSION DES OBJECTIFS DU JOUR

Présentatrice : **Dr. Candace Buzzard**, *Directrice régionale de l'Agriculture, USAID/Afrique de l'Ouest*

Le **Dr. Candace Buzzard**, Directrice régionale de l'agriculture, de l'USAID / Afrique de l'Ouest, a fait un rappel des activités et des résultats des deux journées précédentes, faisant observer qu'il y a moins de facteurs qui divisent les secteurs public et privé qu'il n'y en a qui les unissent. Les secteurs privé et public partagent le sentiment que le cadre régional pour le commerce des produits alimentaires de base est solide, tandis que sa mise en œuvre est faible. Les deux secteurs reconnaissent que les pays doivent adopter des lois nationales conformes à l'esprit des protocoles. Au cours des deux premiers jours, le secteur privé a mis en évidence les défis auxquels il est confronté et souligné son rôle actif dans la recherche de solutions. Le rôle des médias a été souligné. Il leur revient d'informer le public sur les problèmes et les efforts visant à les résoudre.

Le Dr. Buzzard a rappelé l'exhortation du Dr Gadio demandant à tout le monde de s'inspirer des rêves panafricains des pères fondateurs du continent et d'avancer vers une fédération de l'Afrique de l'Ouest. Les sessions des jours précédents ont clairement présenté comment le secteur privé réagit face aux contraintes et a souligné certains thèmes récurrents, tels la nécessité de réaliser des économies d'échelle grâce à des actions transfrontalières. Enfin, ces sessions ont également décrit comment le commerce informel contribuait à nourrir Afrique de l'Ouest.

Le Dr. Buzzard a conclu en disant qu'elle avait le sentiment que les participants ont commencé le troisième jour de la conférence avec un sentiment partagé de fierté et d'engagement renouvelé, et qu'elle espérait que des mesures concrètes pour aller de l'avant seront développées au cours de la 3ème journée.

Commerce intra-régional et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Il est clair que le commerce intrarégional sera essentiel pour répondre à l'augmentation des besoins alimentaires de demain et pour développer la résilience requise pour les systèmes alimentaires futurs.

« Les marchés alimentaires régionaux et le commerce régional sont essentiels pour la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Avec les changements des modèles de peuplement, en particulier le ratio entre les populations urbaines et rurales et la proportion croissante des non-producteurs agricoles, les marchés sont parvenus à jouer un rôle essentiel dans l'approvisionnement alimentaire des ménages ouest africains... Il est nécessaire de considérer les dimensions régionales et informelles du commerce lors de la conception de stratégies de sécurité alimentaire. »

West African Futures, No 5, Club du Sahel et Afrique de l'Ouest.

La session de la matinée a examiné les relations entre la sécurité alimentaire et le commerce. Elle a tout d'abord mis en évidence une étude de cas sur le Niger, un pays à la fois très pauvre, soumis à l'insécurité alimentaire, et très vulnérable aux risques environnementaux et anthropiques. Le Niger a aussi une longue histoire bien documentée du commerce intrarégional. Avec des importations couvrant 20 à 40 % des besoins alimentaires de base, le Niger a également quelques exportations importantes, comme le bétail, le niébé et les oignons. En comprenant comment le Niger gère les questions du commerce intrarégional et de la sécurité alimentaire, on peut tirer des leçons utiles pour toute la région. Après un rapport sur la sécurité alimentaire et le commerce au Niger, un panel a évalué le lien entre la sécurité alimentaire et le commerce intrarégional dans la région mettant l'accent sur la responsabilité collective des acteurs pour améliorer la sécurité alimentaire grâce au commerce intrarégional.

Commerce intra-régional et sécurité alimentaire au Niger

Présentateur : **M. Roger Blein**, *Directeur, Bureau Issala*

M. Roger Blein, Directeur, Bureau Issala, a présenté une étude de cas sur le Niger, qui fournit des indications pertinentes et des leçons sur l'importance du commerce pour assurer la sécurité alimentaire. Le Niger présente un paradoxe, car il est le pays qui est à la fois le plus intégré dans la région et pourtant le plus dépendant. Dans le même temps, il a mis en place des politiques publiques fondées sur l'autosuffisance alimentaire à l'échelle nationale.

M. Blein a décrit la succession des crises de sécurité alimentaire du Niger, qui ont frappé le pays en moyenne une fois tous les deux ans au cours de la dernière décennie, malgré l'absence de sécheresse grave. Chaque année, entre 2 et 3 500 000 de Nigériens sont vulnérables et ont besoin d'aide ; 40 pour cent des enfants du pays souffrent de malnutrition chronique, ce qui affecte leur développement physique et intellectuel. Bien que la sécurité alimentaire au Niger comme ailleurs, dépende de divers facteurs, les crises de sécurité alimentaire sont surtout des crises d'accès.

M. Blein s'est ensuite penché sur le lien entre la sécurité alimentaire et les marchés, en disant qu'il est erroné de penser que les gens devraient cultiver tout ce qu'ils doivent manger. Par exemple, les éleveurs ne produisent que de la viande et du lait. Cette culture agro-pastorale est étroitement liée au marché : plus de 60 pour cent de la nourriture au Niger vient du marché et le marché régional joue un rôle essentiel dans la stabilisation de l'approvisionnement alimentaire du pays. M. Blein a soutenu que le marché régional est la première ligne de défense lorsque les crises surviennent, bien avant l'aide internationale et humanitaire, et les politiques du Nigéria ont un impact fondamental sur la sécurité alimentaire au Niger.

En fait, en Afrique de l'Ouest il n'y a probablement pas de pays plus intégré sur le marché régional que le Niger. Le pays exporte des céréales vers le Nigeria ; du bétail vers le Nigeria (et certains vers le Bénin) ; du niébé vers le Nigeria, le Bénin et le Ghana ; de l'oignon vers le Ghana, le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo ; et des poivrons et le noix tigrées vers le Nigéria. M. Blein estime que le Niger exporte de 400 à 500 millions de dollars US en bétail, oignons, haricots, poivrons, sésame et autres produits vers le Nigeria et d'autres pays voisins. Ses produits sont bien positionnés et les marchés de ces produits sont en forte croissance, bien que la concurrence pour certains produits (tels que le bétail et l'oignon) soit rude sur certains marchés.

En raison de grandes variations dans sa propre production de céréales, les importations de céréales en provenance du Nigéria, du Ghana, du Bénin et d'ailleurs dans la région varient entre quelques centaines de milliers à plus d'un million de tonnes par an. Au total, 40 000 à 60 000 camions traversent la frontière chaque année ; une quantité importante du commerce. Alors que le marché régional augmente la disponibilité et la diversité alimentaires au Niger, M. Blein a souligné qu'il est également associé à certains risques, notamment le risque de fermeture des frontières et les conflits, tel que le conflit en cours au Mali.

Dans la définition des orientations futures pour le Niger, M. Blein a soutenu que les facteurs démographiques continueront de jouer un rôle important : en 2030, le Niger aura une population de 30 millions d'habitants (le double de ce qu'elle est aujourd'hui), et peut-être 45 à 50 millions en 2050. Ceux qui connaissent le pays, a-t-il dit, se demandent comment on peut prendre en charge une population aussi importante. M. Blein a indiqué que les politiques décidées aujourd'hui —avec une perspective sur 10 à 15 ans, doivent tenir compte de cette croissance de la population. Le pays continuera à faire face à des incertitudes liées aux migrations et aux transferts de fonds, aux changements de conditions météorologiques, et à la fréquence et à l'ampleur des chocs alimentaires. Il peut répondre aux défis grâce à son agriculture et aux politiques commerciales et en redistribuant la richesse créée à partir de ses ressources minérales. Une régionalisation de la gestion des crises alimentaires est également nécessaire.

Et plus important, pour gérer tous ces défis à venir, le Niger devra au même titre que l'ensemble de la région, se spécialiser et progresser vers une plus grande intégration. M. Blein a conclu en ces termes : « Le Niger ne peut pas assurer la sécurité alimentaire dans un contexte national, il ne peut pas assurer la sécurité alimentaire sans la régionalisation ». à l'avenir, le Niger devra également créer des produits à valeur ajoutée, devenir plus efficace, et élaborer de meilleurs systèmes d'information sur les marchés afin de mieux informer les acteurs et les décideurs. Aujourd'hui, le cadre de gestion des crises au Niger a une dimension fortement locale. Le Niger a également une politique des « Nigériens nourrissent les Nigériens » - une idée populaire qui semble très risquée dans le contexte nigérien.

M. Blein a conclu son exposé par un bref examen des actions valides sur le plan régional découlant de l'expérience du Niger. Tous les pays ouest-africains doivent discuter avec les pays voisins de leurs avantages comparatifs et de comment ils vont investir. Les pays ne devraient pas mener la recherche sur un produit dont ils sont producteurs. La CEDEAO est en train de créer des réserves alimentaires régionales, mais elle devra favoriser un meilleur sens de la responsabilité collective afin d'assurer la sécurité alimentaire de chaque pays. Enfin, il est également important de développer des instruments plus souples pour gérer l'interface entre les marchés mondiaux et régionaux et réduire la volatilité des prix.

« Le Niger ne peut pas assurer la sécurité alimentaire dans un contexte national, il ne peut pas assurer la sécurité alimentaire sans la régionalisation ».

Roger Blein, Directeur, Bureau Issala

Débats

Après l'exposé de M. Blein, les participants ont fait diverses observations et posé des questions, dont les suivantes, regroupées par thème.

Offre et demande :

- Dans la plupart de nos pays, nous faisons la distinction entre l'offre et la demande. Nous n'avons pas encore parlé de la demande elle-même. Nous n'avons pas parlé des produits dont la demande est forte, de ce que les gens veulent. Il s'agit un élément important.

Production, transformation et transport :

- La région possède des rivières et des bassins fluviaux qui se prêtent à l'irrigation, mais cela coûte de l'argent. Il serait très coûteux d'augmenter la production ne serait-ce que du riz.
- Nous devons davantage mettre l'accent sur les produits transformés. Nous avons parlé plus de l'agriculture que de la transformation, nous avons besoin de mieux promouvoir nos produits locaux transformés.
- Plusieurs personnes ont mentionné la transformation. Nous voyons la même tendance que dans d'autres pays. L'urbanisation est accompagnée de changements dans les habitudes nutritionnelles des habitants : le maïs et le riz remplacent le mil et le sorgho. Il ne s'agit pas seulement de remplacer les céréales traditionnelles par de nouvelles, parce que les nouvelles sont plus faciles et plus rapides à préparer. Il existe différentes voies pour accroître la transformation : nous pouvons aspirer à plus de transformation (grands moulins, etc.), mais peu d'emplois supplémentaires ; nous pouvons compter sur la transformation artisanale qui emploie beaucoup de personnes juste à la fin de leurs études.
- Avec 60 000 camions qui entrent au Niger chaque année, nous pouvons voir la valeur. Mais il y a très peu de camionneurs professionnels en Afrique de l'Ouest. Nous ne pouvons pas avoir des échanges efficaces sans eux.
- Mme Velegda a fait remarquer que les agents des douanes bloquent les camions des commerçants..

La malnutrition, la faim, la sécurité alimentaire, l'autosuffisance alimentaire et la souveraineté alimentaire :

- Pensez-vous vraiment que nous pouvons maîtriser la faim dans notre région ? Que pouvons-nous vraiment faire pour éliminer ce problème qui pénalise notre population ?
- La première alerte de famine remonte à 1985. Même si la région est un excellent producteur de céréales, les taux de malnutrition restent élevés.
- La malnutrition est un problème réel et existe au Mali depuis des années. Le problème est un manque d'éducation sur la nutrition. Nous devons commencer par éduquer les enfants sur la façon de manger.
- Nous devons aborder la question de la sécurité alimentaire et ne pas seulement tenir compte du commerce. Nous parlons du commerce comme si son lien avec la sécurité alimentaire était évident. Mais nous avons observé une augmentation de la malnutrition infantile au cours des 15 dernières années. Elle s'accompagne peut-être d'un déclin du commerce, mais si nous avons observé une augmentation à la fois des échanges commerciaux et de la malnutrition, alors nous devons réexaminer le lien qui existe entre la sécurité alimentaire et le commerce.
- Comment pouvons-nous amener les décideurs à accorder la priorité à la sécurité alimentaire plutôt qu'à la souveraineté alimentaire ?
- En ce qui concerne la souveraineté alimentaire : la région dispose-t-elle des ressources nécessaires pour assurer la souveraineté alimentaire au cours des prochaines années ? Tout le monde répond par l'affirmative. Mais il y a un grand danger à suivre une approche nationale à cet égard. Par exemple, si un pays subventionne

des engrais pour relancer la production de riz aux fins de rendre le riz moins cher, il pourrait ne pas vouloir que les consommateurs des pays voisins en profitent.
- Tout le monde n'a pas trouvé de paradoxe dans le plan du Niger pour l'autosuffisance alimentaire.

Commerce et avantage comparatif :

- Qu'en est-il des données sur les différents pays qui importent des oignons du Niger ? Y a-t-il un déficit ou un excédent ? Au Ghana, l'USAID a participé à la collecte de données, mais en septembre 2010, l'agence s'est retirée de la chaîne de valeur de l'oignon. Les données ont montré qu'en 2010, le Ghana a importé des oignons d'une valeur de 42 millions de dollars EU, mais ce n'est qu'une partie de ce qui a réellement été importé. Si nous voulons avoir des données exactes, nous devons travailler avec des points focaux dans le pays.
- En 2012, le PAM, en réponse à la situation de la sécurité alimentaire dans certaines parties du Sahel, a acheté de nombreuses tonnes de niébé au Niger. L'essentiel de ce niébé a été exporté vers d'autres pays de la région, notamment la Mauritanie. Le PAM a également acheté le niébé auprès du Groupe Velegda au Burkina Faso. Le fait est que même si vous avez l'insécurité alimentaire dans certains pays, vous pouvez avoir un avantage comparatif et donc des exportations de certains produits. Si un pays comme le Niger dispose d'un avantage comparatif en matière de niébé, qu'est-ce qui est fait pour encourager la production de ce produit ? Existe-t-il un moyen permettant d'encourager les pays à améliorer la production des produits pour lesquels ils ont un avantage comparatif ? Avec des niveaux élevés de malnutrition dans la région, qu'est-ce qui peut être fait pour faciliter la transformation de produits cultivés localement en aliments nutritifs à consommer dans la région plutôt que d'attendre que ces produits soient importés ?
- Les produits agro-pastoraux, en dehors de l'uranium, constituent les plus grandes exportations du Niger. Le Niger exporte du riz vers le Nigeria, où, à certaines périodes de l'année, il dispose d'un avantage concurrentiel en matière de riz par rapport à ses voisins. Le problème qui se pose est celui de l'accessibilité et du pouvoir d'achat des ménages. Le riz va au marché le plus viable ; pas nécessairement aux ménages. Ils ne peuvent pas l'acheter.

Réponse du présentateur :

M. Blein a dit qu'il était d'accord avec ceux qui ont déclaré que le commerce n'est pas la seule dimension de la sécurité alimentaire, mais il a également souligné que beaucoup reste à faire pour s'assurer que le commerce apporte une forte contribution à la sécurité alimentaire. Il a déclaré qu'il considère le Niger comme un cas intéressant parce qu'il a essayé d'éradiquer la faim et la malnutrition infantile de manière très systématique. Malgré ces efforts, cependant, l'on n'a pas noté beaucoup de progrès dans la réduction de la malnutrition aiguë et chronique.

Discussion de panel : Quelles sont les mesures à prendre pour améliorer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le biais du commerce intra-régional ? Rôles et responsabilités

Panelistes : **Dr. Marc Atouga**, *Commissaire chargé de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau, CEDEAO;* **M. Ibrahima Diémé**, *Commissaire chargé du Développement rural, des Ressources Naturelles, et de l'environnement, UEMOA ;* **Son Excellence Hamid Ahmed**, *Commissaire chargé de l'industrie et des Mines, de la Libre Circulation et du Tourisme, CEDEAO ;* **M. Nebnoma Sawadogo**, *Président, RECAO ;* **M. Abel Gbetoenonmon**, *Président du Conseil d'Administration, Agence Afrique Performance.*

« Nous avons des réflexes d'autosuffisance, mais aucun pays, même parmi les plus développés, n'est autosuffisant à 100 pour cent ».

Marc Atouga, Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau, CEDEAO

Dr. Marc Atouga, Commissaire chargé de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau, CEDEAO, a commencé en abordant des questions relatives aux rôles et responsabilités de la CEDEAO etc. Bien qu'il ait été officiellement convenu que le commerce des produits agricoles sera libre de toutes contraintes et taxes entre les États membres de la CEDEAO et de l'UEMOA, 20 à 30 ans après ces accords, les tracasseries persistent, la perception des impôts se poursuit et les acteurs se plaignent. « Nous sommes ici pour résoudre ce problème », a-t-il déclaré. « Nous sommes tous impliqués. Chacun a un rôle à jouer ». Il a ensuite rappelé que la sécurité alimentaire est à la fois une responsabilité individuelle et collective. La production ne peut pas être faite par tous et partout. Il existe des zones de production et des zones de consommation, des zones excédentaires et des zones déficitaires. « Si nous souhaitons assurer la sécurité alimentaire pour toute la région, nous avons besoin du commerce ». Il a poursuivi en déclarant que les pays qui ne disposent pas d'un avantage comparatif pour produire un produit feraient mieux d'importer, soulignant que cela est « simple et complexe à

la fois ». Le Dr. Atouga a décrit le paradoxe qui existe entre les recherches actuelles et la réalité : « Nous avons des réflexes d'autosuffisance, mais aucun pays, même dans les plus développés, n'est auto-suffisant à 100 pour cent ». Il a souligné que la principale responsabilité de la CEDEAO est de produire des instruments de régulation pour faciliter le commerce. La CEDEAO travaille pour les États membres et il existe un « accord tacite » qui stipule qu'après que la CEDEAO ait développé des instruments de régulation et les ait publiés dans son journal officiel, les États doivent les intégrer dans leurs lois et diffuser l'information. Il a déclaré que les pays doivent fournir des informations sur ces politiques, peut-être au moyen de brochures qui peuvent être présentées aux fonctionnaires qui réclament des paiements illicites. Il a exhorté les médias —les télévisions publiques et privées, les stations radio, et autres —à être proactifs, affirmant que leur rôle consiste à diffuser des informations qui permettront aux gens de faire valoir leurs droits. Le Dr. Atouga a conclu en disant que la CEDEAO joue un rôle dans le suivi afin de déterminer si les textes qu'elle a adoptés ont effectivement été mis en pratique.

M. Ibrahima Diémé, Commissaire chargé du Développement rural, des Ressources Naturelles, et de l'environnement, UEMOA , s'est basé sur les travaux de la Commission de l'UEMOA, déclarant que ceux qui travaillent à l'UEMOA sont les travailleurs des États membres. Il a évoqué plusieurs activités de l'UEMOA au sein des États membres, notamment celles du Bureau du Niger au Mali. Il a également discuté des accords avec chaque État membre dans le cadre de la gestion des fonds pour répondre au problème du changement climatique; il a parlé de la facilitation de la disponibilité des intrants ; il a décrit les accords signés avec les membres sur des sujets tels que les semences certifiées et la lutte contre les mouches des fruits ; et il a exprimé son soutien pour les entrepôts et les investissements dans la gestion de l'eau. La coopération avec d'autres partenaires régionaux et internationaux se fait par des initiatives et des services techniques conjoints à différents stades d'avancement, notamment l'échange intrarégional des produits alimentaires de base et des systèmes d'information pour le coton, la pêche et l'agriculture. M. Diémé a décrit la participation de l'UEMOA dans l'OPA et d'autres travaux de transport, notamment une convention avec la Côte d'Ivoire sur des questions économiques qui couvre le corridor entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Le Fonds régional de développement agricole est en service depuis 2012 et comprend le soutien au renforcement des capacités des associations telles que le ROPPA, le Réseau des Chambres d'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest (connu sous l'appellation RECAO), et COFENABVI AO. Enfin, en réponse aux crises alimentaires récurrentes, M. Diémé s'est basé sur la création d'un haut-commissariat présidé par le Président du Niger pour faire face aux crises alimentaires. Ce groupe a tenu quatre réunions à ce jour.

Son Excellence Hamid Ahmed, Commissaire chargé de l'Industrie et des Mines, de la Libre Circulation et du Tourisme, CEDEAO, a introduit son propos en déclarant qu'il répondrait à la question des participants à la conférence « Que fera la CEDEAO pour nous ? » Il a déclaré que les tracasseries routières constituent un problème que l'on essaie de résoudre depuis des décennies ; elles font maintenant partie du système. Ceux qui veulent s'engager dans le commerce doivent étudier l'environnement et envisager ce harcèlement comme le prix à payer pour faire des affaires.

Agribiz Africa Fr *31 Jan*

Avec le soutien attendu de la société civile et des médias, la CEDEAO et de l'UEMOA se lancent dans des missions conjointes dans les pays membres pour établir les défis actuels à la mise en œuvre des protocoles commerciaux et les traiter.

Dr. Marc Atouga, Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau, CEDEAO

Le commissaire Ahmed a fait valoir que le véritable problème se résume à la production —la production n'est pas importante parce que les gens n'ont pas les moyens de produire. L'on demande trop aux fonctionnaires, et il existe une classe émergente qui veut que les choses soient trop faciles. Certaines personnes veulent supprimer la TVA, mais les États ne peuvent pas le faire. Le Commissaire Ahmed a répété que « nous sommes habitués aux choses trop faciles », et il a fait référence à ce que les asiatiques ont fait en dépit de leurs difficultés en déclarant qu'« ils travaillent comme des fourmis pendant que nous dormons ».

En termes du rôle de la CEDEAO, le commissaire a convenu que les textes libéralisant le commerce ne sont pas bien connus ou diffusés et qu'il n'existe pas de sanctions pour les contrevenants ; il a par ailleurs déclaré que la CEDEAO pourrait faciliter leur diffusion pour que les gens maîtrisent les textes règlementaires et comprennent leurs droits et responsabilités. La CEDEAO va essayer d'amener les gens sur le terrain, aux points de contrôle, afin de sensibiliser la police, les agents des douanes et les gendarmes sur les instruments. Ces agents sont là pour servir le public et devraient être impliqués dans les débats.

Il a poursuivi en disant que les différents types de statistiques sont erronés. Par exemple, la valeur ajoutée fournie par les femmes qui travaillent à la maison est sous-estimée, tout comme la valeur de toutes les micro-transactions des personnes qui vivent le long de la frontière et qui font le commerce d'un côté à l'autre. Selon une étude qu'il a menée, le commerce entre le Niger et le Nigeria est sous-estimé de 260 pour cent. Par conséquent, de meilleures statistiques sont nécessaires pour la prise de décisions.

Le Commissaire Ahmed a terminé en abordant le sujet des politiques commerciales. Il a reconnu qu'il existe des

politiques qui ne sont pas appliquées ou du moins qui sont appliquées de manière inappropriée, mais il a déclaré que ce qui est également important, c'est que certaines politiques commerciales ne sont pas bien définies. Les travaux à venir doivent prendre en compte toutes les questions évoquées lors de cette conférence.

M. Nebnoma Sawadogo, Président, RECAO, a commencé son propos par des renseignements généraux sur son organisation. Elle a été créée en 2001 avec pour mandat de représenter, soutenir, communiquer et former. Des décisions régionales n'impliquent pas toujours le RECAO qui met l'accent sur la nécessité d'harmoniser les instruments réglementaires et de supprimer immédiatement les barrières douanières au commerce. M. Sawadogo a appelé à un soutien adéquat, à travers des outils agricoles de base, pour aider les producteurs à produire et à moderniser les exploitations agricoles familiales. Cela pourrait se faire par le biais d'un fonds de garantie destiné à aider les producteurs à obtenir des crédits à faible taux d'intérêt. Il est également nécessaire d'envisager l'introduction de l'assurance agricole et d'identifier et de gérer des pôles de croissance qui sont importants pour la création d'emplois. M. Sawadogo a conclu en soulignant l'importance de la mobilisation des ressources internes pour réduire la dépendance envers l'appui des donateurs, et a déploré l'accaparement des terres et la perte des terres agricoles.

M. Abel Gbetoenonmon, Président du Conseil d'Administration, Agence Afrique Performance a déclaré qu'il a pris part à la conférence en tant que représentant des citoyens et de la société civile, et en tant que journaliste économique. M. Gbetoenonmon a signé le pacte de la CEDEAO pour le compte de la société civile, et a exprimé « le cri des citoyens d'Afrique de l'Ouest ». Il a déploré le fait que 80 pour cent de la production provient de l'extérieur de la région, traitant la région de « malade ». Il a ensuite poursuivi en exposant et en discutant des solutions possibles. Tout d'abord, pour assurer la sécurité alimentaire, les politiques doivent être cohérentes. Certaines politiques nationales ne reflètent pas les textes des institutions régionales. Aux niveaux régional et national, certaines mesures doivent être prises. Beaucoup a été accompli au niveau régional, mais cela n'a pas été traduit dans les politiques nationales et les lois nationales qui se contredisent les unes les autres. Les différents ministres doivent travailler ensemble, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Pour nourrir les villes de demain, l'industrie et l'agriculture doivent être développées ensemble. Deuxièmement, M. Gbetoenonmon a évoqué la nécessité de développer des mécanismes visant à faciliter le commerce, car « il n'est pas bon que le commerce avec la France soit plus facile qu'avec le Nigeria ». Il a ensuite relaté le sort d'un commerçant d'Afrique de l'Ouest qui doit traverser trois frontières, avec toutes les barrières, avant d'atteindre le marché cible. L'accent doit être mis sur les moyens de faire tomber ces barrières. Troisièmement, au moment de la planification des 30 à 40 prochaines années, le transport, la logistique et la sécurité doivent être traités ensemble. Le développement du réseau ferroviaire est indispensable —au cours des cinquante années qui ont suivi l'indépendance, l'Afrique de l'Ouest n'a pas ajouté un seul kilomètre de rail; aujourd'hui, un train est nécessaire d'Abidjan à Lagos. Quatrièmement, l'information est nécessaire, il ne suffit pas de dire que ce que la CEDEAO et l'UEMOA ont fait est bon, mais d'y inclure également des documentaires pour évaluer le travail de ces organisations et pour exposer ce qui se passe à la frontière. Il est nécessaire de sensibiliser le public et de tenir un dialogue structuré afin que les gens apprennent à être des défenseurs efficaces. M. Gbetoenonmon a conclu en disant que le phénomène nouveau des acteurs non étatiques tels que les organisations de producteurs impliquées dans le commerce doit être encouragé. Ce sont des partenaires de la CEDEAO et de l'UEMOA sur toutes ces questions.

Le Dr. Atouga a clôturé les débats en revenant sur la question des rôles et responsabilités de tout un chacun. Rendre la nourriture disponible n'est pas simple, mais tous les acteurs de la chaîne, de la production au marché, doivent jouer leur rôle. Les gens doivent également avoir le revenu nécessaire pour accéder à la nourriture et celle-ci doit être d'une qualité raisonnable. Il a réaffirmé l'engagement de la CEDEAO à une meilleure diffusion des informations nécessaires pour améliorer les flux commerciaux et a demandé aux médias privés de prendre part à ce processus, et à la société civile de s'organiser pour le plaidoyer étant donné qu'aucun gouvernement ne s'attèlerait à ces problèmes en l'absence de plaidoyer. Il a terminé en affirmant que « nous —de la CEDEAO et de l'UEMOA—pouvons travailler avec vous sur ce point. Nous avons besoin de votre collaboration et de la participation des médias ».

Débats

Plusieurs membres de l'auditoire ont réago à la discussion du panel en se concentrant en particulier sur les tracasseries routières :

- L'OPA a travaillé sur ces tracasseries pendant des années, mais les points focaux de la CEDEAO ne comprennent pas la réalité.

- Le montant des paiements illégaux varie. Ainsi, les entreprises ne peuvent pas les intégrer dans leur budget. « Il existe de faux frais, c'est une réalité. Mais ils sont du style 15 000 FCFA une fois et 25 000 FCFA la prochaine fois. Ils doivent être de faux frais fixes ! Les entreprises ont besoin de certitude ».
- Les entreprises s'adaptent au coût des tracasseries, mais ces coûts devraient être éliminés. « La CEDEAO fait les règles, mais qui les applique ? » Les États devraient être sanctionnés.

En réponse, le Commissaire Ahmed de la CEDEAO a déclaré qu'en son temps, il avait proposé diverses solutions à ce problème, mais que la CEDEAO ne dispose pas de ressources financières pour aller sur le terrain. Il a ensuite déclaré : « Nous pouvons vous aider à le faire ». Il a dit que la CEDEAO allait recommander une commission d'arbitrage et des sanctions qui fourniraient une manière plus rigoureuse et stricte de résoudre les problèmes. Prenant le problème sous un autre angle, le Dr. Atouga a demandé : « Pourquoi faites-vous des paiements illégaux ? Si vous les payez, ils continuent. Il ne peut y avoir de corrompus sans corrupteurs. Si vous refusez de payer, ils vont arrêter ».

En réponse à ce défi, une femme d'affaires a expliqué comment elle et les autres essaient de refuser, mais n'ont souvent pas le choix. Elle a donné l'exemple des agents à une frontière qui, insistant sur une documentation superflue, ont détenu 25 camions de niébé pendant deux à trois jours en attendant le paiement des taxes qui n'étaient pas légalement nécessaires. Elle a essayé de faire appel à un superviseur en vain, et elle a fini par faire un paiement pour chaque camion.

Enfin, M. Diémé, le Commissaire de l'UEMOA, a commenté la question de la coopération entre les institutions régionales. Les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA ont montré leur engagement à travailler ensemble, comme elles l'ont fait en juin 2012 à Bruxelles et les deux organisations ont une expertise complémentaire. Le cadre est là, et au moment de la crise de l'an dernier, des fonds ont été remis à chaque État membre. M. Diémé a réaffirmé que la volonté politique ne manque pas.

PRIORITES ET MODALITES D'UN CHANGEMENT RADICAL

Moderateur : Son Excellence **Dr. Cheikh Tidiane Gadio**, *ancien Ministre des affaires étrangères de la République du Sénégal et Président de l'Institut panafricain de stratégies*

La réalisation d'un changement radical nécessitera la participation de tous : gouvernements nationaux, organisations régionales et instituts, secteur privé, société civile et médias. Cela exigera un engagement à changer et des actions spécifiques pour faire face aux contraintes actuelles. Cela exigera aussi un consensus sur la nécessité d'accomplir des progrès dans un délai précis, tous les acteurs assumant leurs responsabilités pour assurer le progrès.

Le modérateur, **Son Excellence Dr. Cheikh Tidiane Gadio**, ancien ministre des affaires étrangères de la république du Sénégal et président de l'Institut panafricain de stratégies, a ouvert la séance en invitant un groupe de représentants gouvernementaux de haut niveau en provenance du Liberia, du Sénégal, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Nigéria à se joindre à lui sur le podium afin d'écouter un résumé de la conférence à ce jour et de dialoguer avec les participants.

Resume des points saillants de la conference : session d'information pour les decideurs

Présentateur : **Dr. Yamar Mbodj**, *Directeur exécutif, HubRural*

Le **Dr. Yamar Mbodj**, Directeur exécutif, HubRural, a donné un aperçu des principaux points de la conférence pendant les jours 1 et 2, en examinant les principaux constats et conclusions, les points de consensus, les réflexions sur l'avenir et ses recommandations. Les résultats comprenaient des informations actualisées sur les flux commerciaux indiquant que le commerce des produits agro-pastoraux est beaucoup plus important que ce qui est généralement reconnu, mais encore en deçà du potentiel de la région. Cette conférence a également permis aux participants de mieux comprendre le rôle du commerce dans la sécurité alimentaire, les contraintes mises en évidence auxquelles sont confrontés les commerçants ; a montré comment ces contraintes entravent l'expansion du commerce et rendent les aliments moins abordables pour les pauvres, et, enfin ; a expliqué

comment ces contraintes rendent l'agriculture et l'industrie agricole moins rentables et limitent les incitations pour l'investissement dans une productivité accrue.

Co-facilitateur de conférence Dr. Yamar Mbodj, Directeur Executif, HubRural de Sénégal, discute les actes de la conférence avec Deborah Dangay et Sally Cameron d'Abt Associates, les rapporteurs de conférence.

Le Dr. Mbodj a indiqué qu'un large consensus a été atteint sur plusieurs points importants, notamment le rôle du commerce intrarégional dans l'augmentation de la taille des marchés, stimulant la production et assurant la sécurité alimentaire et la nutrition. Il a déclaré qu'il existe également un consensus sur le fait que tandis que les institutions régionales ont fait un effort important pour doter l'Afrique de l'Ouest des politiques et des instruments de régulation communs, ceux-ci sont souvent ignorés ou utilisés comme prétexte pour exiger des paiements illégaux. Ce constat n'est pas nouveau, mais remet en question l'efficacité des travaux antérieurs pour résoudre ce problème. En même temps, il convient de noter que l'ensemble des acteurs et le dialogue public-privé a considérablement évolué au cours des dernières années. De nouvelles initiatives ont été prises par le secteur privé (par l'Alliance Borderless et autres) afin de faciliter le commerce et les chaînes de valeur de la structure.

Ensuite, le Dr. Mbodj a présenté des perspectives pour l'avenir, en déclarant que la région était sur le point de connaître d'importants changements. Il s'agit notamment de la fin d'une transition démographique qui a vu une urbanisation croissante et une augmentation dans les villes secondaires qui serviront de centres commerciaux, d'une population qui devrait atteindre 450 millions d'ici 2030, d'un marché qui doit subvenir aux besoins des ménages urbains et ruraux, et d'une classe moyenne émergente et plus large qui consomme davantage de riz, de maïs, de protéines animales, de légumes et de produits transformés. Ces changements constituent une opportunité pour la transformation de l'agriculture et un quadruplement du commerce intrarégional d'ici 2030. Les risques futurs ne doivent toutefois pas être sous-estimés. La question de la sécurité est inévitable, ainsi que celle de savoir comment concilier les questions de sécurité avec la levée des barrières commerciales. Il y a aussi les pressions migratoires, l'instabilité sur les marchés internationaux et les impacts liés au changement climatique à prendre en compte.

Les recommandations du Dr. Mbodj comprenaient l'accélération de la formation d'un marché régional commun en respectant les instruments de régulation, la documentation de l'importance du marché dans le cadre de la sécurité alimentaire dans chaque pays et région, le développement du plaidoyer dans chaque pays et la structuration du dialogue public-privé sur une échelle qui va conduire les pays à respecter leurs engagements régionaux et doter la région d'une politique commerciale intégrée. Il a recommandé la mise en place d'un moyen d'application et de suivi des recommandations de la conférence : (1) au niveau du secteur privé et de la société civile : informer les acteurs, développer un moyen de surveillance du respect des instruments de régulation et développer le plaidoyer aux niveaux national et régional ; (2) au niveau des États et des institutions régionales : inclure le respect des instruments de régulation régionaux dans le cadre d'un examen des chefs de gouvernement par leurs pairs, piloter un groupe de travail régional chargé de stimuler la réflexion sur les implications des changements régionaux de la politique commerciale, de la politique agricole et de la sécurité alimentaire ; et (3) au niveau de tous les acteurs, mettre en place un groupe de travail de la société civile publique-privée pour l'application immédiate des recommandations de la conférence. Ce groupe de travail devra élaborer un plan d'action détaillé, une stratégie d'intervention et un mécanisme de suivi et d'évaluation.

Plaidoyer du secteur privé : Mesures prioritaires pour réduire les entraves au commerce intra-régional

Présentateurs : **M. Tom Gambrah**, *Directeur général, Premium Foods;* **M. Steven Brighton** *du gouvernement ghanéen*

M. Tom Gambrah, le Directeur général de Premium Foods s'est présenté et a déclaré qu'il avait l'honneur d'avoir été choisi pour présenter les résultats de l'analyse du secteur privé. Il a par ailleurs déclaré que la raison principale pour laquelle cette conférence a été organisée était d'attirer l'attention sur les difficultés auxquelles est

confronté le secteur privé et de proposer des solutions que les secteurs public et privé pourraient rechercher ensemble. Il a présenté les actions prioritaires développées par les cinq groupes du secteur privé le premier jour ; ces actions sont présentées sous la section consacrée au premier jour.

En outre, **M. Steven Brighton** du gouvernement ghanéen a présenté un résumé des travaux des représentants du secteur public qui ont intervenu le premier jour. Il a dit qu'après deux jours de délibérations supplémentaires, beaucoup a été dit pour étayer les points développés le premier jour et que la recommandation générale de son groupe était d'harmoniser, de régulariser et de mettre à jour les instruments de régulation; ces actions sont également présentées sous la section consacrée au premier jour.

Discussion de panel : Dialogue avec les décideurs régionaux et nationaux : Engagements, délais, et responsabilités mutuelles pour galvaniser le commerce régional en vue d'améliorer la sécurité alimentaire

Panelistes : **Bini Kouassi Kouman**, *Inspecteur, Ministère de l'agriculture, Côte d'Ivoire ;* **Barou Oumar Ouédraogo**, *Chef de division Organisation et suivi au Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire, Burkina Faso ;* **Moses M. Zinnah**, *Ministre adjoint de la planification et du développement, Liberia ;* **Sunday Uhieni**, *Coordonnateur de l'éthique et des valeurs, Présidence, Nigeria (précédemment Ministre de l'Agriculture) ;* **Son Excellence Abdoulaye Bandé**, *Ministre de l'Agriculture, Sénégal*

Le modérateur a veillé à ce qu'une section transversale de l'auditoire ait la chance de poser des questions et de plaider en faveur des questions particulières. Les questions ci-dessous sont présentées par thèmes.

Quelles seront les actions du secteur public dans le cadre du suivi de cette conférence ?

Plusieurs membres de l'auditoire ont posé des questions similaires à celle-ci : « En tant qu'acteurs, nous avons proposé des solutions. Nous voulons mettre ces solutions en œuvre. Qu'allez-vous faire pour que ces recommandations soient mises en pratique ? »

Les réponses ont compris entre autres :

- e représentant du Sénégal a déclaré que l'ouverture des frontières peut inspirer les producteurs à accroître leur production. En même temps, il a déclaré que la question du commerce des produits agricoles n'est pas juste une affaire du Ministère de l'Agriculture, mais aussi des Ministères du Commerce, des Finances et de la Sécurité. Il a recommandé que le plaidoyer cible tous ces Ministères.
- Le représentant du Liberia a convenu que les Ministres du Commerce et de l'Agriculture doivent travailler ensemble. Il a insisté sur le rôle du commerce dans la sécurité alimentaire et le rôle de la sécurité alimentaire dans la paix et la réduction des conflits. Il a assuré l'auditoire que ces sujets seraient inclus dans son rapport aux Ministres libériens de l'Agriculture et du Commerce, et qu'ils seraient aussi portés à l'attention de la Présidente.
- Le représentant du Burkina Faso a déclaré que son pays a également reconnu l'importance des thèmes de la conférence.
- Le représentant du Nigeria a qualifié les tracasseries routières de mise en accusation du gouvernement et a déclaré que le secteur privé avait la responsabilité de dénoncer ces violations. De même, il a déclaré que le secteur privé ne devrait pas coopérer avec des criminels sur la route. Il a affirmé que le président du Nigeria est conscient de ces problèmes et que les représentants du gouvernement rentreront avec les résolutions de cette conférence et s'assureront qu'elles sont incorporées dans leurs plans. Il a déclaré : « Nous espérons pouvoir racheter une partie de l'intégrité du secteur public qui a été remise en question par cette conférence ». Il a conclu en disant que les problèmes surgissent lorsque trop d'argent passe de main en main et a suggéré que l'on passe à des mécanismes de paiement virtuel.
- Enfin, le représentant du gouvernement ivoirien a expliqué que son pays dépend, en grande partie, des produits du Burkina Faso et du Niger et a décrit les actions que la Côte d'Ivoire a entreprises pour lutter contre les tracasseries routières, notamment l'imposition des sanctions contre le comportement de la police, des agents des douanes et des gendarmes.

« Nous espérons pouvoir racheter une partie de l'intégrité du secteur public qui a été remise en question par cette conférence ».

Sunday Uhien, Coordonnateur de l'éthique et des valeurs, Présidence, Nigeria (précédemment Ministre de l'agriculture)

Des sanctions sont-elles prévues contre les gouvernements ?

D'autres intervenants ont soulevé des questions similaires sur les gouvernements qui doivent accepter leur responsabilité d'appliquer les protocoles et de réprimer les abus. Un intervenant a demandé aux responsables ce qu'ils pensaient de la mise en place des sanctions contre les gouvernements qui n'ont pas appliqué les protocoles.

En général, les représentants du gouvernement à la table ronde ont pensé que des sanctions punitives ne seraient pas constructives, mais qu'une sorte de mécanisme d'examen par les pairs peut avoir un sens, notamment la possibilité d'apprendre ce qui fonctionne bien dans d'autres pays. Si ce type d'informations était publié, elles pourraient affecter des décisions commerciales et avoir des répercussions.

Conclusion

@AgribizAfricaFr *31 Jan*

La CEDEAO et l'USAID se mobilisent pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest #foodtrade

Mr. Atouga from ECOWAS said he wanted to reassure everyone about what he said in the morning when he asked why traders did not refuse to make illegal payments. He said he was given the answer and he understands the difficulties. He wanted to make the point that everyone has responsibilities. He said ECOWAS's main responsibility is to make sure the regulatory instruments are in place; the state's main responsibility is to apply the agreements that they approved. He also feels that actors should refuse to pay. At the same time, if the instruments are not working, it is important to check with the states to determine why. He concluded: "I'm not trying to put all the responsibility on the states; we need to sit down together and work out solutions."

Dr. Gadio proposed that the documents presented this afternoon be adopted as official recommendations of this conference and that a task force be created to address these issues. He said it also might be useful to consider a mechanism like one used by the African Union, whereby states are provided with a confidential report showing the areas where their country has not conformed to the regional protocols. He also mentioned the idea of an observatory that would assemble complaints about failures to apply trade instruments and report to heads of state on violations in a way that would remind them of the agreements their countries had made and where they were not in compliance.

Le Programme d'Action d'Accra

Animateur : **M. Graeme Frelick**, *consultant, Training Resources Group*

M. Graeme Frelick a lu un projet de document qui a été également distribué à l'auditoire, résumant les conclusions et les recommandations de la Conférence.

Il a demandé aux participants s'ils étaient tous d'accord avec le document. Tout le monde était d'accord, mais une poignée de personnes a émis des réserves sur :

- Le langage qui impliquait un jugement moral dans une des sections de la version française en particulier
- La feuille de route proposée qui n'avait pas été largement discutée et était trop ambitieuse
- La sagesse qui consiste à charger le secteur privé de diriger un groupe de travail pour franchir les prochaines étapes, puisque les ministres devront effectuer le suivi

Les organisateurs ont indiqué que les préoccupations de tous seraient prises en compte dans le cadre de la révision du document, y compris les rôles de chaque partenaire. La version révisée a été envoyée aux participants par la CEDEAO et l'USAID, et ses engagements les plus importants sont décrits ci-dessous.

Principales conclusions du Programme d'action d'Accra

Le Programme d'action d'Accra souligne trois façons différentes dont les participants ont convenu d'accélérer la création du marché régional commun en agissant ensemble à différents niveaux, notamment:

- Assurer une bonne communication de la réglementation en vigueur entre les différents publics cibles (les autorités frontalières, les opérateurs économiques et les organisations professionnelles) en impliquant les médias à tous les niveaux (local, national et régional);
- Assurer la conformité à la réglementation qui décrit les responsabilités spécifiques des institutions publiques aux niveaux national et régional, et des différentes catégories d'opérateurs et leurs associations, ainsi que

des organisations professionnelles ;
- Mieux documenter l'importance des marchés régionaux pour la sécurité alimentaire de chaque pays et de la région ;
- Élaborer des plans de plaidoyer dans chaque pays et structurer le dialogue public-privé au niveau des pays pour encourager les États à respecter les engagements qu'ils ont pris au niveau régional ;
- Élaborer une politique commerciale intégrée pour la région.

Le Programme d'action se réfère également à la nécessité d'engager des actions spécifiques pour les questions clés comme convenu par les participants à la conférence et présentées le premier jour.

Enfin, le Programme d'action d'Accra énonce les engagements suivants pris par les participants à la conférence :

- Les secteurs public et privé se sont engagés à travailler ensemble pour lutter contre les contraintes et les tracasseries routières ;
- La CEDEAO, l'USAID et l'ATP se sont engagés à diffuser le programme d'action d'Accra ;
- Les États s'engagent à partager les résultats de la conférence au niveau national et à poursuivre le dialogue avec le secteur privé ;
- La CEDEAO et l'UEMOA s'engagent à harmoniser les textes réglementaires régionaux ;
- La CEDEAO s'engage à réviser le texte de 1979 sur la libre circulation afin de l'adapter aux réalités actuelles et de prendre les mesures nécessaires pour sa mise en œuvre après sa révision ;
- Les participants s'engagent à mettre en place, un groupe de travail réunissant diverses parties prenantes qui comprendra les secteurs public et privé et la société civile, afin de surveiller la mise en œuvre des recommandations de la conférence.
- Enfin, le groupe de travail, et en particulier les États, la CEDEAO et l'UEMOA, s'engagent à examiner la faisabilité de la proposition de créer une « plateforme commune de gouvernements, de la CEDEAO et du secteur privé pour dénoncer les pratiques irrégulières dans les pays de la région ».

Enfin, le Programme d'action a adopté des mesures à court et à moyen termes comme prochaines étapes, notamment la diffusion du programme d'action d'Accra et d'autres documents de la conférence ; la création d'un groupe de travail réunissant de nombreuses parties prenantes, notamment les secteurs public et privé et la société civile pour surveiller la mise en œuvre des recommandations de la conférence ; et la mise en place, au CILSS, d'un système de surveillance du commerce qui produira des documents sur le commerce des produits agro-pastoraux.

CEREMONIE DE CLOTURE

Les personnes suivantes ont toutes exprimé leurs remerciements et fait des observations finales :

- Dr. Marjatta Eilittä, Chef de projet, USAID-ATP, Abt Associates Inc.
- M. Timbila Thomas Sawadogo, Secrétaire général adjoint, COFENABVI AO, au nom du secteur privé
- Mme Carleene Dei, Directrice de mission par intérim, USAID/Afrique de l'Ouest
- Dr. Marc Atouga, Commissaire pour l'Agriculture, l'Environnement et des Ressources en Eau, CEDEAO

Dr. Atouga a terminé la conférence en disant : « Je m'adresse aux marchands de produits. Nous sommes reconnaissants pour ce que vous faites tous les jours et nous sommes sans ignorer toutes vos épreuves sur la route. La bataille n'est pas gagnée d'avance, elle ne le sera que lorsque nous l'auront menée à terme, chacun de son côté ».

Annexe 1: Feuille de route d'Accra

Conférence régionale sur la libre circulation des produits agricoles en Afrique de l'Ouest

Accra, 29-31 Janvier 2013

Principales conclusions, recommandations et perspectives

(Feuille de route)

1. Introduction

Du 29 au 31 Janvier 2013 s'est tenue à l'hôtel Alisa, à Accra, en République du Ghana, la Conférence régionale sur « la libre circulation des produits alimentaires : améliorer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le développement du commerce intra- régional », à l'initiative conjointe de la CEDEAO et de l'USAID.

L'objectif de la conférence était de stimuler le dialogue entre les secteurs public et privé et d'identifier des mesures pour réduire les contraintes au commerce régional des produits alimentaires de base, ouvrant ainsi la voie pour améliorer la sécurité alimentaire pour des millions d'Africains de l'Ouest. Elle a réuni les principaux acteurs impliqués dans le commerce régional et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

Ont pris part à la Conférence :

- Monsieur le Ministre de l'Agriculture du Sénégal et la Madame le Ministre en charge des Affaires étrangères et de l'intégration régionale du Ghana ;
- Monsieur le Commissaire en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau, ainsi que Monsieur le Commissaire en charge du Commerce, des Mines, de l'Industrie, de la Douane et de la libre circulation, de la CEDEAO ;
- Monsieur le Commissaire en charge du Département du Développement Rural, des Ressources naturelles et de l'Environnement de l'UEMOA ;
- Les Ambassadeurs des Etats-Unis au Ghana et au Togo ainsi que l'Ambassadeur de la République du Sénégal au Ghana;
- Le Secrétaire Exécutif Adjoint du CILSS ;
- Le Secrétaire Général du Ministère du Commerce du Sénégal, le Directeur de
- Cabinet du Ministère du Commerce de Côte d'Ivoire, le représentant du
- Ministère du Commerce du Nigeria ;
- Les représentants des ministres en charge de l'agriculture du Burkina-Faso, de la
- Côte d'Ivoire et du Libéria ;
- Le Président de l'Institut Panafricain des Stratégies, Keyspeaker de la conférence et facilitateur du dialogue secteur public et privé ;
- Les représentants des institutions de coopération technique régionale (CILSS, Hub Rural, CORAF/WECARD) ;

- Les représentants des associations et organisations socioprofessionnelles et du secteur privé impliqués dans les filières des produits de base en Afrique de l'Ouest.

2. Déroulement de la rencontre

La Conférence, organiser par la CEDEAO, et USAID/ Afrique de l'Ouest et facilitée par le Hub Rural et le Projet Agribusiness et Promotion du Commerce (ATP) de l'USAID, s'est déroulée sur trois jours et a vu se succéder (i) le forum pour l'action du secteur privé le premier jour, et (ii) le dialogue public-privé les deuxième et troisième jours.

Les travaux ont été conduits sous la forme de séances plénières (communications, tables rondes et panels), de travaux de groupe, et de manifestations thématiques. Pendant toute la durée de la Conférence une foire des produits agroalimentaires a permis aux participants de dialoguer et nouer des contacts avec des organisations et acteurs économiques des différents pays, engagés dans le commerce régional.

Plusieurs communications ont été présentées et ont permis d'introduire les tables rondes et les discussions avec l'ensemble des participants. La liste des communications et des activités parallèles est fournie dans l'agenda (Cf. annexe 3).

3. Principales conclusions

Les présentations et les débats qui les ont suivi ont permis de faire émerger un ensemble de constats, d'identifier les tendances lourdes de l'environnement du marché régional des produits agroalimentaires et de dégager des consensus très larges. Des engagements forts de la part des différents acteurs, notamment le secteur privé, les Etats et les OIG (CEDEAO, UEMOA) et les partenaires techniques et financiers ont été notés. De même d'importantes recommandations ont été faites.

Au titre des principaux constats

L'actualisation de l'information sur les principaux flux de produits du cru, l'estimation des volumes et de la valeur des échanges ont permis de montrer que le commerce des produits agropastoraux s'accroit fortement dans l'espace régional, mais reste en deçà des potentialités qu'offre la région en raison des complémentarités des bassins de production et des pôles de consommation.

Les travaux ont aussi permis de disposer d'une meilleure connaissance des dynamiques régionales, tant sur le plan des déterminants des échanges, que sur le rôle important du commerce dans les différentes dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilités, accessibilité, stabilité et nutrition). Ils ont montré que la réalité du commerce régional est très éloignée des statistiques officielles qui minimisent la contribution du commerce des produits de base et alimentaires dans les échanges régionaux. Les débats ont souligné la forte interdépendance des économies agropastorales et alimentaires et le rôle crucial joué par le commerce dans la satisfaction des besoins alimentaires.

Les contraintes qu'affrontent les opérateurs du commerce régional ont été également mises en relief, notamment : les tracasseries routières, les restrictions aux exportations, l'exigence du certificat d'origine aux frontières et la non-reconnaissance mutuelle des certificats sanitaires et phytosanitaires, ainsi que dans l'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Chacun de ces aspects a fait l'objet d'un groupe de travail dont les recommandations figurent en annexe 1.

Les obstacles formels et surtout informels limitent l'extension du commerce, et en renchérissant le prix des produits, freinent leur accessibilité pour la plupart des consommateurs et en particulier les pauvres. De la même façon, ces entraves induisent une pression à la baisse sur la rémunération des producteurs, freinant ainsi leurs capacités d'investir pour améliorer la productivité.

Enfin, ces obstacles aux échanges créent également un climat d'incertitude très préjudiciable à l'investissement des différents acteurs des chaines de valeur.

Au titre des perspectives et des tendances régionales

Les participants ont reconnu que la région est à la veille de nouvelles mutations majeures, parmi lesquelles :

1. La forte croissance démographique continue d'être un défi dans la région, même si celle-ci a été réduite dans certains pays ;

2. la restructuration du peuplement avec l'urbanisation, la montée en puissance des villes secondaires. Ces villes constituent des pôles d'échanges qui s'interconnectent à travers les frontières et sont de plus en plus reliées par les voies de communication transnationales ;
3. la demande alimentaire simultanément influencée par la croissance démographique et l'urbanisation : à l'horizon 2030, la région devra nourrir plus de 450 millions de personnes dont plus de la moitié vivra en ville ;
4. le marché est appelé à jouer d'avantage un rôle considérable dans l'approvisionnement des ménages urbains comme ruraux. Cependant, il ne faut pas compter sur le marché seulement, il faut nécessairement améliorer la production et la productivité ;
5. l'urbanisation et l'émergence d'une classe moyenne importante s'accompagnent d'une évolution des régimes alimentaires, avec la montée en puissance du riz et du maïs, des protéines animales (viandes et lait) et des légumes. La segmentation croissante du marché s'accompagne d'une très forte demande de produits transformés et de qualité ;
6. La transformation des produits sera de plus en plus importante dans l'avenir et notamment avec un secteur artisanal moderne ou de petites industries, peuvent avoir la capacité de créer de nombreux emplois et de capter ainsi une partie de la main d'œuvre qui quittera le secteur de la production agricole, tout en améliorant la compétitivité des produits agro-alimentaires sur les marchés locaux, nationaux et régionaux ;
7. En volume et en valeur, le commerce régional est appelé à être multiplié par plus de quatre d'ici à 2030.

Par ailleurs, ces mutations régionales vont s'opérer dans un contexte de prix internationaux plus élevés, qui sera probablement favorable à la production dans la région, mais fera défis du côté des consommateurs. Les produits agricoles de l'Afrique de l'Ouest ne pourront pas supporter la compétition avec les produits subventionnés par les pays étrangers.

Les participants ont reconnu que ces perspectives représentent une formidable opportunité pour disposer des fondements économiques d'une transformation de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest. Ainsi, en volume et en valeur, le commerce régional est appelé à être multiplié par plus de quatre d'ici à 2030.

Pour autant, la Conférence a reconnu qu'il convient de ne pas sous-estimer les risques :

1. La question sécuritaire qui s'avère incontournable pour de très longues années. Elle conduit à réfléchir aux moyens par lesquelles, la région pourra faire cohabiter les exigences sécuritaires et la levée des entraves, toutes deux étant des demandes des opinions publiques ;
2. Les pressions migratoires au sein de la région, qui peuvent conduire à des violences et des phénomènes de repli ;
3. L'instabilité du marché international et la volatilité des prix dans un contexte de fortes tensions sur les marchés induites par la croissance démographique mondiale, les changements dans la consommation alimentaire, une compétition sur les ressources agricoles entre les usages alimentaires et énergétiques, etc.;
4. Les impacts réels du changement climatique sur les différents écosystèmes de l'Afrique de l'Ouest, mais aussi au niveau des grands bassins de production alimentaire mondiaux ;
5. L'ampleur des phénomènes de malnutrition qui confère une importance majeure à la qualité des aliments et à la sécurité sanitaire ;

Au titre des consensus

Les participants à la Conférence ont insisté sur le rôle du commerce régional pour élargir la taille des marchés et contribuer à leur régulation, dynamiser la production et contribuer à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Elle a attiré l'attention sur l'importance de s'appuyer sur un diagnostic réel du fonctionnement des économies agropastorales et alimentaires nationales et l'importance du fait régional et des interdépendances pour formuler et mettre en œuvre des politiques publiques pertinentes et efficientes.

Les participants ont reconnu qu'un effort considérable a été accompli par les institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS, etc...) pour doter l'Afrique de l'Ouest de politiques et de réglementations communes, conçues dans le cadre d'une concertation élargie des diverses acteurs et organisations socioprofessionnelles. Ils se félicitent également des efforts de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS dans la prévention et la gestion des crises alimentaires, la mise en œuvre de programmes dans les domaines de l'agriculture et de maitrise de l'eau, du commerce, de l'énergie, des infrastructures.

Les représentants du secteur public comme ceux du secteur privé reconnaissent que c'est l'application des réglementations pour la libre circulation des personnes et des biens qui pose problème, pour de multiples raisons. Au lieu de réguler le commerce et les pratiques des différents agents économiques, ces règles sont détournées et constituent un prétexte à des prélèvements illicites.

Les participants ont reconnu que la plupart des difficultés rencontrées ne sont pas nouvelles. Ils ont par conséquent jugé

nécessaire de questionner la pertinence du diagnostic et l'efficacité des solutions qui ont été préconisées jusqu'alors. Ils ont reconnu que des progrès doivent être accomplis tant du côté des pouvoirs publics (Etats et OIG), que du côté des opérateurs.

Les participants ont reconnu que le paysage des acteurs et le dialogue public – privé a profondément évolué au cours des dernières années. Des initiatives nouvelles ont été prises par le secteur privé pour travailler concrètement sur la fluidification des échanges (Borderless Alliance, etc.), l'organisation et la structuration des chaines de valeur.

Enfin, les participants ont pris de nouveaux engagements en vue d'améliorer le commerce régional et d'importantes suggestions ont été faites pour le suivi auprès des Etats et des OIG des actions prises.

4. Feuille de route d'Accra sur la Libre Circulation des Produits Alimentaires

La conférence sur Libre Circulation des Produits Alimentaires qui s'est tenue du 29 au 31 janvier 2013, a abouti à des recommandations et des engagements précis, et elle a identifié les prochaines étapes pour les actions à mettre en œuvre par les secteurs public et privé dans les efforts visant à remédier les contraintes au commerce régional des produits de première nécessité.

Au titre des propositions

Les participants ont convenu d'accélérer la construction du marché commun régional en agissant ensemble sur différents leviers, notamment:

1. Assurer une bonne communication des règles en vigueur auprès des différents publics cibles (agents des services aux frontières, opérateurs économiques et organisations professionnelles) en mettant à contribution les médias à tous les niveaux (local, national et régional) ;
2. Veiller au respect de la réglementation, ce qui induit des responsabilités spécifiques au niveau des institutions publiques nationales et régionales, et au niveau des différentes catégories d'opérateurs et de leurs associations et organisations professionnelles ;
3. De mieux documenter l'importance du marché régional dans la sécurité alimentaire de chaque pays et de la région ;
4. Développer le plaidoyer dans chaque pays et structurer le dialogue public–privé à cette échelle pour amener les Etats à respecter les engagements qu'ils ont pris au niveau régional ;
5. Doter la région d'une politique commerciale intégrée..

En outre, les acteurs du secteur privé et public ont discutés des sujets ci-après pour lesquels des actions spécifiques qui figurent en annexe ont été recommandées. Il s'agit :

- Des tracasseries routières
- Des restrictions à l'exportation Des certificats d'origine
- Des certificats vétérinaires, sanitaires et phytosanitaires
- De l'application de la TVA

Au titre des engagements

Les engagements suivants ont été faits par les participants à la conférence :

- Le secteur privé et public se sont engagés à travailler ensemble en vue de lutter contre les obstacles et tracasseries routières ;
- La CEDEAO et ATP se sont engagés à assurer une diffusion de ce document ;
- Les Etats se sont engagés à partager les résultats de la Conférence au niveau national et à poursuivre le dialogue avec le secteur privé ;
- La CEDEAO et l'UEMOA se sont engagés à harmoniser les textes règlementaires régionaux ;
- L CEDEAO s'est engagée à réviser le texte sur la libre circulation datant de 1979 en vue de l'adapter aux réalités actuelles et de prendre les mesures nécessaires pour son application après révision ;
- Les participants se sont engagés pour la mise en place d'une Task Force multi acteurs : secteur privé/secteur public/ Société Civile pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la conférence.
- Enfin, la Task Force, et en particulier les Etats, la CEDEAO et l'UEMOA, se sont engagés à examiner la faisabilité de la proposition de mettre en place « un observatoire paritaire, Gouvernement, CEDEAO et secteur privé sur les pratiques anomales dans les pays ».

Prochaines étapes

La feuille de route adoptée par les participants s'articule autour de trois (3) catégories d'actions réalistes à mettre en œuvre à court et moyen termes, actions qui impliquent tous les acteurs en présence : les décideurs publics, le secteur privé, la société civile et les organisations socioprofessionnelles.

La **première action** porte sur la diffusion de ce document et les autres documents de la conférence. La réalisation de cette activité incombe à la CEDEAO et à l'UEMOA avec le concours technique et financier du projet ATP. Cette activité devra intervenir au plus tard en fin **Février 2013**.

La **seconde action** consiste à mettre en place la Task Force multi-acteur : secteur privé/secteur public/Société Civile pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la conférence. Cette action comporte deux principales activités :

- **La constitution de la Task Force avant la fin du mois de Mars de l'année 2013**. La CEDEAO et l'UEMOA auront la responsabilité de la réalisation de cette activité avec l'appui technique du CILSS et du Hub Rural ;
- **Assurer le fonctionnement de la Task Force dès le courant du mois d'Avril 2013**, en la dotant d'un règlement intérieur, d'un plan d'action, d'un mécanisme et des indicateurs de suivi de la mise en œuvre. La responsabilité de cette activité incombe à la CEDEAO et à l'UEMOA avec l'appui technique du CILSS et du Hub Rural, et le concours financier des partenaires techniques et financiers.

En outre, comme troisième action, d'ici la fin de Mars 2013, un système de suivi commercial qui produira des documents sur des échanges des produits agro-pastoraux (déterminants et de grande ampleur) sera institutionnalisé au sein du CILSS. Des systèmes et des outils supplémentaires nécessaires pour assurer le suivi et la mise en œuvre des recommandations de la conférence seront mis au point par la Task Force, y compris la mise en place éventuelle d'un observatoire pour documenter les obstacles et produire des documents d'aide à la décision.

Accra le 31 Janvier 2013

Ont signé:

Dr Marc Atouga, Le Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO

M. Ibrahima Dieme, Le Commissaire chargé du Département de la Sécurité Alimentaire, de l'Agriculture, des Mines et de l'Environnement (DSAME) de l'UEMOA

Dr Candace Buzzard, La Directrice de l'Agriculture de l'USAID-WA

M. Tom Gambrah, Directeur Général, Premium Foods (le représentant du Secteur Privé)

M. Abel Gbetoenonmon, Président, Conseil d'Administration,Agence Afrique Performance (le représentant de la POSCAO, Société Civile)

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
ABARBIERITEI	Constantin	Division Vice President, IEG	Abt Associates	4550 Montgomery Avenue Suite 800 North Bethesda, MD 20814-3343	(001) 3013475000	Constantin_Abarbieritei@abtassoc.com	United States
ABDOU-SALAMOU	Nakakale	Exportateur de Betails	Federation Betail Vidande Niger	Zinoler	227 96 99 47 25/ 227 96 99 47 25	anakakale@yahoo.com	Niger
ACHIAMPONG	Alfred	Projects manager	DHL Logistics	53 Patrice Lumaumba Rd, Airport Res Area, Accra	233 0 3200002/ 233 0 0202224043	alfred.achiampong@dhl.com	Ghana
ACKAH	Jean-Marie Philippe	President	Union des organisations des fipieres agricoles (UOFA)	04 BP 1664 Abidjan 04	(225) 22 44 47 02/ (223) 66 75 85 06	jmackah@sipra.ci/ jma@sipra.ci	Cote d'Ivoire
ADE	Edison Gbenga	CEO	AGRIPRO	20 Koi Street Osu, Ako-Adjei Park	285266330/ 23326118965	edison@agriprohub.org	Ghana
ADJEI	Samuel	Programme Officer	World Food Programme	No. 7, 7th Rangoon Close, Cantonments, Accra	541375723	samuel.adjei@wfp.org	Ghana
ADOUM	Carol	Vice President, IEG	Abt Associates	4550 Montgomery Avenue Suite 800 North Bethesda, MD 20814-3343	(001) 3013475000	Carol_Adoum@abtassoc.com	United States
AGBAW NDELEY	Samuel	Regional procurement officer	World Food Programme	10 Ave Pasteur, Rue Galliemi, Dakar	(221) 338 496 500 ext 2305/ (221) 77 639 4081	ndeley.agbaw@wfo.org	Senegal
AGBENORHEVI	Maxwell	Country Agribusiness Cluster Advisor, 2SCALE	IFDC	No26/8 Abafun. PMB 284 CT Accra	0244-822557	magbenorhevi@ifdc.org	Ghana
AGBENU	Enyo	Partner Manager	Esoko	Oksart Place Ring Road Central, Accra	0244311459	enyo@esoko.com	Ghana
AGESHEKA	Haruna	Secretary General	GAPTO	P.O. BOX 1040 Accra Central	0244-379268 / 0264-379268	gaptosheka@yahoo.com	Ghana
ALFAH	Khadri	CEO	Ghana Grain Council (GGC)	House No. 118 West Legon – Haatso-GIMPA Main Road Opposite Movers' Courtyard,Ghana PMB 212 Madina, Accra	0242836363	k.alfah@sky.com	Ghana
ALIDOU	Alassani	Vice- President	COFENABVI	16 BP 53 Lome	228 23 207120/ 26619477/ 228 90035383/ 92566296	fenafibvto@yahoo.fr/ alidoualassani@yahoo.com	Togo
AMEGASHITS	Felix	CEO	J&J Plastics	PO Box 2370 Accra	0302 408995/ 244935739/ (228) 90121054	j_jplastics@yahoo.co.uk	Ghana
AMETOENYENOU	Yawo Tata	Coordinateur des Programmes	Organisation d'Appel a la Democratie et au Developpement Local	BP 3959 Lome	(228) 22223330/ (233) 56192	oadeltogo@yahoo.fr	Togo

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
AMICHIA	Alexis	Directeur de Cabinet Adjoint	Ministere du commerce de l artisanat et de la promotion des PME	Abidjan	(225) 20 33 54 14/ (225) 07 00 00 00	alexis.amichia@egouv.ci	Cote d'Ivoire
APETEY	Augustine	Head of Strategic Investments	OLAM			augustin.apetey@olamnet.com	
ARZOUMA	Babakan		Groupe Raceco			raceco@arc.sn	Senegal
ATOUGA	Marc Lapodini	CEDEAO	Commissaire CEDEAO	101 Yakubu Gowon Cresent Asokoro Abuja	(234) 803 072 6699	lapo_atouga@yahoo.fr	Nigeria
ATTIOGBE	Judith	Secrétaire général	COFENABVI	5 Rue de la Pouponiere	98 91 94 09	Cofenabvi_ao@yahoo.fr	TOGO
AWUAH	Stephen Kwasi	Country Coordinator	ESOKO Ghana	Oksart Building, Ring Road, Accra	249316949/ 244609809	stephen@esokok.com/ stevenawus@yahoo.com	Ghana
AYIQUAYE	Gabriel		OLAM			gabriel.ayiquaye@olamnet.com	
BALDE	Abdoulaye	Ministére	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural Senegal	Building Adminstratif 3eme etage	(221) 33 8233101/ (77) 6565287	adboulayebibiabalde@yahoo.fr	Senegal
BAMBA	Yacouba	Membre	COFENABVI	08 BP 29 Abidjan 08	(225) 22 44 42 42/ (225) 02 50 56 66	bambayacouba@yahoo.fr	Ghana
BAYILI	Justin	Managing Director	Borderless Alliance	Jubilee House (2nd Floor) 4th Street, Kuku Hill Osu Accra		jbayili@borderlesswa.com	Ghana
BENIE	Kleberte	President de group de travail IMCI	Interprofession mais de Cote d'Ivoire en constitution	01 BP 3095	(225) 22 41 37 33/ (225) 07 77 77 75	kleberte@hotmail.fr	Cote d'Ivoire
BERTHE	Lancina	Riziculteur	CIC-B	BP 2442 Bobo-Dioulasso	70335327	cirb01@yahoo.fr	Burkina Faso
BIKINGA	Salif	President	Union nationale des transformateurs de riz du burkina	09 BP 661 Ouagadougou 01	(226) 50 38 45 69 / (226) 70 21 54 82	salifbikinga@yahoo.fr	Burkina Faso
BINI	Kouassi Kouman	Inspecteur	Minister de l'agriculture de Cote d'Ivoire	09 BP 1082 Abidjan	(225) 20 21 30 23/ (225) 57 10 09 19	kbini_kouman@yahoo.fr	Cote d'Ivoire
BLAMSIA	Braoussala	Secretaire Executif Adjoint	CILSS	03 BP 7049 Ouagadougou	226 5037 4125/ 26/ 226 173552425	braounola.blamisia@cilss.bf	Burkina Faso
BLEIN	Roger	Director	Bureau ISSALA	10 Rue de Rour Du Gue - 95590 Presles	(33) 134700457/ (33) 6 30 50 25 94	roger.blein@bureau-issala.com	France
BLIGHTON	Stephen Beau	Chief Development Planning Officer	Techiman Munipal Assembly	PO Box 30, Techiman	233 (0) 208188766	sxblighton@yahoo.com	Ghana
BOLA	Moussa	Coordonateur	Projet de developpement des exportation et des marche ago-pastoraux	BP 507 Niamey	(227) 20 35 00 68/ (227) 96 97 97 90	moussabola@yahoo.fr	Niger
BONI	Roger Felix	Secrétaire aux relations extérieures	COFENABVI	08BP 29 Abidjan 08	22522444242	Cofenabvi_ao@yahoo.fr	Cote d'Ivoire

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
BONY	Felix	Reporter	L'inter		22540005787	felixbony@yahoo.fr	Cote d'Ivoire
BOUKARI	Moussouloumi	Reporter	Togo Presse	Lome	22890985741	yacoubou_boukari@yahoo.fr	Togo
BOURAIMA	Maimouna	Membre, Directrice Generale	COFENABVI/ Ferme Pastorale Hazagou	Niamey, Niger	(227) 94 09 7190/ (227) 96884277	maimouna.boureima@yahoo.fr	Niger
BOUREIMA	Dodo	Secretaire General	Reseau Bilital Maroobe RBM		22796884277	goroubanda@yahoo.fr	Niger
BOWLER	Nicholas	Manager	GRM	100 Bunhill Tower, EC11 NXS	00447889397164	nic.bowler@grminternational.com	U.K.
BRAHIMA	Alfred	Directorate Private Sector	ECOWAS	101 Yakubu Gowon Cresent Asokoro Abuja	(234) 803 072 6699	mbraimah@ecowas.int	Nigeria
BRUNACHE	Pierre Jr		African Fertilizer and Agribusiness Partnership (AFAP)	A & C Square Unit B10 East Legon Accra	(233) 20 939 6472		Ghana
CAMARA	Mamadou	Permanent Secretary	COFENABVI	01 BP 1455 Ouaga 01	(226) 60 18 56 61	sp.cofenabvi_ao@yahoo.fr	Burkina Faso
CAMARA	Issaga	Coordonateur des Régions Sud-Est	COFENABVI	Region de Tambacounda Senegal, Dakar	(221) 77 551 2344	Cofenabvi_ao@yahoo.fr	Senegal
CAMERON	Sally	Project Director	Abt Associates	4550 Montgomery Avenue Suite 800 North Bethesda, MD 20814-3343	(001) 3013475000	Sally_Cameron@abtassoc.com	United States
CHEN	Thomas	Economic Officer	United States Embassy	American Embassy No. 24 Fourth Circular Rd. Cantonments Accra		chen1@state.gov	Ghana
CISSE	Moussa	Cordinnateur PRA-Acces aux Marches	CILSS	03 BP 7049 Ouagadou 03 Faso	(226) 50 37 41 25/ (226) 70 31 40 22	moussa.cisse@cilss.bf	Burkina Faso
CISSE	Bernard Casimir	Secretaire General du Ministere	Ministere du Commerce de l'Industrie et du Secteur Informel, Senegal	122 bis Avenue Andre Peytavin, Dakar	(221) 33 889 5717/ (221) 77 651 9883	zimirk@yahoo.fr	Senegal
COULIBALY	Salif	Président de la FENACOFBVI CI	COFENABVI	08 BP 29 Abidjan 08	(221) 33 834 21 27	Cofenabvi_ao@yahoo.fr	Cote d'Ivoire
COULIBALY	Salifou	Vice- President	COFENABVI	08 BP 29 Abidjan	00225 22 44 42 42/ 00225 01 98 96 08	facoulservice@yahoo.fr	Cote d'Ivoire
COULIBALY	Adama	Technical Support	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche				Mali
COULIBALY	Bineta	Promotrice directrice generale	La vivriere-Sarl	Dakar	(221) 33 834 2107/ (221) 77 638 6331	vivriere@orange.sn	Senegal
CRETZ	Gene	United States Ambassador to Ghana	United States Ambassador to Ghana	American Embassy No. 24 Fourth Circular Rd. Cantonments Accra			Ghana

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
DANGAY	Deborah	Technical Writer, IEG	Abt Associates	4550 Montgomery Avenue Suite 800 North Bethesda, MD 20814-3343	(001) 3013475000	Deborah_Dangay@abtassoc.com	United States
DE ROQUEFEUIL	Quentin	Policy Officer	European Centre for Development Policy Mangement	Boschcourt 35C, Maastricht	(31) 681 102918	qd@ecdpm.org	the Netherlands
DE VRIES	Henny	Senior Policy Advisor Netherlands	Ministry of Foreign Affairs, Directorate General of International Cooperation	Bezuidenhoutseweg by, 2500 EB The Hague	(31) 703484565	henny-de.vries@minbuza.nl	the Netherlands
DEBRAH	Kofi	COP/ West Africa Fertilizer Program	International Fertilizer Development Center	PMB CT 284 Cantonments Accra	233 302 780 830/ 233 244 2144 89	kdebrah@ifdc.org	Ghana
DEMBELE	Niama Nango	Department of Agricultural, Food and Resource Economics	Michigan State University	Bamako		dembele@msu.edu	Mali
DEME	Aïssatou	Chair person	ATCL (WAGN)	10 Rue Escarfait-Dakar	00221-338429417 / 776395281	atcl2006@orange.sn/ kumba@orange.sn	Senegal
DENIZARD	Carla Dominique	Deputy Chief of Party	African Leadership Training & Capacity Building Projects/ DAI	PO Box 137 BC Accra	233-244954784	Carla_Denizard@dai.com	Ghana
DIA	Mohamadou Lamine	Conseiller Technique du Ministre	Ministere d l'Agriculture et Enterpirse Rural du Senegal	BP 35073 Dakar	00221 775438121/ 221 77 543 81 21	mlad63@hotmail.com	Senegal
DIACK	Elhadj	Direceur executif	Association Afrique Agro-export	BP 45028 Dakar, Senegal	(221) 33 867 9480/ (221) 77 512 8263	ediack@aafex.com	Senegal
DIALLO	Boukary	COFENABVI-AO	COFENABVI		(226) 76 50 64 26/ (226) 70 23 28 58	boukdiallo@yahoo.fr	Burkina Faso
DIALLO	Abdoul Madjidi	Commissaire aux Enquetes Economique	Direction du Commerce Exterieur	64 Cite SAGEF, Ouest Foire Dakar	(221)-775450293	abdoulmaj2003@yahoo.fr	Senegal
DIECKET	Avit Louis	Abidjan Supply Chain	Nestle			AvitLouis.Diecket@CI.nestle.com	Cote d'Ivoire
DIEME	Ibrahima	Commissaire UEMOA	Union economique et monetaire ouest africaine	01 BP 543 Ouagadougou 01	(226) 70 27 62 45	ibradieme@yahoo.fr	Burkina Faso
DIMITHE	Georges	MIR + Project Leader/ IFDC Senior Policy Economist	IFDC	Box 4483 Lome	228 92237359	gdimithe@ifdc.org	Togo
DIOUF-NIANG	Bernadette	Programme specialist	Plateforme pour le development permanent de l agriculture et de la securite allimentaire	Sacre Coeur 3 extension, Dakar	(221) 33 869 3811/ (221) 77 632 4703	bernadetted@unops.org	Senegal

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
DJAIS	Konrad		Business and Financial Times	No. 16 Adzoate Rd. Osu, Accra	(233) 0302 785 366/7	editor@thebftonline.com / Konrad_djaisi@yahoo.com	
DJEGGA	Demmon	Desponsible adgent a la formation	COFENABVI	BP 56 N'Dali	229 97 44 88 42	djegga@yahoo.fr	Benin
EGBENU	Enyo	Partner Manager	ESOKO/ BUSYLAB	Oksart Building, Ring Road, Accra	(233) 302 211611/ (0) 244 311 459	eagbenu@yahoo.com/ enyo@esoko.com	Ghana
EJEBE	Nnennia		IP Management			n.ejebe@ip-mngt.com	Ghana
EMMANUEL	Darkey		Association Afrique AgroExport (AAFEX)	BP 22064 Dakar, Senegal			Senegal
ENGLEKA	Sara	Deputy Director	West Africa Trade Hub (WATH)	Jubilee House (2nd Floor) 4th Street, Kuku Hill Osu Accra		sengleka@watradehub.com	Ghana
ERYUO BELEYEL	Cynthia	Head	United Bank for Africa	PMB 29 Ministries, Accra	0302 083526 30/ 0242 312906, 0544 346881	cynthia.eryuo@ubagroup.com	Ghana
ETONG	Judethaddeus Etim	Minister (hon) representative	Federal ministry of trade and investment	Old Federal Secreriat complex, Area I	(234) 806 086 6990	juetong@yahoo.com	Nigeria
FADIGA	Mohamadou Lamine	Scientist	International Livestock Research Institute	Box 300 ICRISAT Bamako	(221) 33 83 711 15/ (221) 77 7865113	m.fadiga@cgiar.org	Mali
FALL	Mamadou Doudou	Vice president	COFENABVI	Abattoirs de Dakar SOGAS BP 1153	(221) 33 854 4491/ (221) 77 658 3595	mamadoufall.doudou@yahoo.fr	Senegal
FALL	Elimane	Expert Consultant	JE Austins Associates	Virginie USA	57 412 61 39	elicons.inter@yahoo.fr	United States
FALL TALL	Khady	Presidente de l AFAO-WAWA regional	Association des femmes de l afrique de l ouest	Avenue bonguiba X rue 3 BP 45177, Dakar	(221) 33 864 6491/ (221) 77 639 9460	afaosenegal@orange.sn	Senegal
FAUTREL	Vincent	Programme Coordinator	CTA	Rue Montoyer, 39 100 Brussels	(32) 25137436	fautrel@cta.int/ secoraf@coraf.org	Belgium
FAYE	Mbene Dieye	Gestionnaire Programme Politique Marche et Commerce	CORAF	7 Avenue Bouvguiba BP 48 Dakar	(221) 338699618/ (221) 77 68 36161	mbene.paye@coraf.org	Senegal
FERNANDEZ	Amanda		Carana Corporation	4350 N. Fairfax Dr., #900 Arlington, VA 22203	(1) 7032431700	afernandez@carana.com	United States
FORSON	Paa Kwesi	Executive secretary	Ghana Rice Interprofessional Body (GRIB)	Near Juvenal Court Ministries, Accra	233 0302 689733/ 233 0209065182	grib@vodafone.com.gh/ paakwesipk@yahoo.fr	Ghana
FRELICK	Graeme	Facilitator	TRG Inc.	4401 Wilson Blvd, 200 Arlington, VA 2203	233 244 338 282	gfrelick@trg-inc.com	United States
GADIO	Cheikh Tidiane	President	Institute for Panafrican Strategies	Immeuble Adja Ngone Diop Cite Ngor Almadies Dahan			Senegal
GAMBRAH	Tom	Managing Director	Premium Foods (WAGN)	P.O Box KS 5452 Kumasi	(221) 33 865 2552	tgambrah@premiumfoodsgh.com/ tgambrah@yahoo.com	Ghana
GARBA	Elhadj Issaka	Membre	COFENABVI	BP 305 Niamey	(227) 96 88 53 64	Cofenabvi_ao@yahoo.fr	Niger

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
GBENGA	Obideyi	Directorate Trade	ECOWAS	101 Yakubu Gowon Cresent Asokoro Abuja	(234) 803 072 6699		Nigeria
GBETOENONMON	Abel	President Conseil d'Adminstration	Agence Afrique Perfermance	1 BP 1034 Cotonou	229 97121349/ 229 9712 1349	ggbbeettaa@yahoo.com	Benin
GHANSAH	Barbara	Country Representative	Root Capital	Accra		bghansah@rootcapital.org	Ghana
GUEZODJE	Lionel	President	Federation des Unions de Producteurs du Benin	BP 1936 Cotonou	229 97445733	guezolionel@yahoo.com/ guezolionel@gmail.com	Benin
GUIRO	Salihou	Consultant Trade/ Transport	Initiatives Integrees pour la Croissance Economique au Mali	225 Rue 353 Kalaban Coura ACI, Bamako	223 20229688/ 223 66738933/ 79300644	salihou.guiro@iicem.net/ guiropape@yahoo.fr	Mali
HAMADOU	Seyni	Charge de l'Agriculture	DASA/DDRE/UEMOA	01 BP 543 Ouagadougou 01	(226) 50 32 88 14/ (226) 76 65 43 92	shamadou@uemoa.int	Burkina Faso
HAMADOUN	Mahalmoudou	Coordonator	Lutte contre le Désertification, Population et Développement	Ouaga, 03 BP 7049 Ouaga 03	226 50374125 28/ 226 70336946	mahalmoudou.hamadoun@ cilss.bf	Burkina Faso
HAMID	Ahmed	Commissioner Trade - Customs Free Movement	ECOWAS	101 Yakubu Gowon Cresent Asokoro Abuja	N/A	N/A	Nigeria
HAMOUI	Ziad	President	Borderless Alliance	Jubilee House (2nd Floor) 4th Street, Kuku Hill Osu Accra	(233) 244 331070	ziad@hamoui.com	Ghana
HORNER	Louise	Regional Representative	DFID	No. 10 Bobo Street Maitama, Abuja	234 (0) 9460 2930	L-Horner@dfid.gov.uk	Nigeria
HURST	Andrew	Head of Aid Pan-Africa Regional Program	Canadian International Development Agency	Addis Ababa	(251) 11 3712875/ (251)911201008	andrew.hurst@acdi-cida.gc.ca'	Ethiopia
ILBOUDO	Pascal Saga	Secretaire Permanent coordination politiques agricoles point focal	Secretaire Permanent coordination politiques agricoles point focal	03 BP 7010 Ouagadou 03	(226) 50 31 84 61/ (226) 70 24 02 29	sp.ilboudo@hotmail.com	Burkina Faso
IMORO	John K.		Ghana Rice Inter-Professional Body	Near Juvenal Court Ministries, Accra	(233) 0302 689733/233	grib@vadaphone.com.gh	Ghana
ISAAC	Ubani Nkechi	Senior Reporter	Leadership Newspapers Group Limited	No. 27 Ibrahim Tahir Lane, Utako, Abuja	(234) 803 7817531	kechbc@yahoo.com	Nigeria
ISSAKA	Sawadogo	President	COFENABVI-AO	Burkina Faso: 01 BP 1455 Ouaga/ RCI - Abidjan 08 BP 29	Ouaga 00226 50375302/ Abidjan 00225 22 444 242	issakasawadogo11@yahoo.fr	Cote d'Ivoire
JADEJA	Kanlesh	Consultant + Food Security	Crown Agents, UK	St Nicolas Rod, London, SM1 1EL	44 (0) 208 643 3311	kamlesh.jadeja@crownagents.co.uk	United Kingdom
JOHNSTON	Micah	Finance and Contract Analyst	Abt Associates	4550 Montgomery Avenue Suite 800 North Bethesda, MD 20814-3343	(001) 3013475000	Micah_Johnston@abtassoc.com	United States

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
JOSSERAND	Henri	International Consultant	Economics - Food Security - Information Systems	via Ipponlo 8, Rome	(39) 06 700 2425/ (39) 333 778 9646	hjosserand@gmail.com	Italy
KANE	Mamadou	Ingénieur du GREF	GBAD	Route de Ngor, zon 12 Quartier des Almadies Dakar	(2210 33 820 0888	m.kane@afdb.org	Senegal
KANE	Mouhamadou Lamine	DG	Novel	Sacre Coeur 2, Dakar	(221) 33 824 0363/ (221) 77 637 3127	lamine.kane@novelgroup.com	Senegal
KARIKARI	Tabi	Agriculture Portfolio	African Development Bank	PMB MB59, Ministries Accra	(233) 202 687272/ (233) 244 663 785	T.KARIKARI@AFDB.ORG	Ghana
KEANE	Jules	Regional Technical Advisor - Agriculture	Catholic Relief Services (CRS)	16 Labone Crescent, Accra	(0) 302 776 188/ (0) 544 338 141	jules.keane@crs.org	Ghana
KETURAKIS	Ed	Senior Associate	Abt Associates	4550 Montgomery Avenue Suite 800 North Bethesda, MD 20814-3343	(001) 3013475000	Ed_Keturakis@abtassoc.com	United States
KI	Philippe	Coordinator	Afrique Verte Burkina	01 BP 6129 Ouagadougou 01	(226) 50341139	afrique.verte@fasonet.bf	Burkina Faso
KINA	Adama		COFENABVI	Ouaga 2000, Avenue Charles Bila KABORE	(226) 70 21 34 28	Cofenabvi_ao@yahoo.fr	Burkina Faso
KOAMA	El Hadj Abdoulaye	Koama Industries, Sokimex Sarl	General Manager	01 BP 479 Ouagadougou	00226 70213428	yackoune@fbcglobal.net/ sokimex@fasonet.bf	Burkina Faso
KOITA	Ibrahim	Membre	COFENABVI	Fatoma	00223 79 11 32 73	Cofenabvi_ao@yahoo.fr	Mali
KOKUTSE	Francis	Correspondent	Associated Press		246952248	fkokutse@hotmail.com	Ghana
KONE COULIBALY	Bineta		La Vivriere			vivriere@orange.sn	Senegal
KORBOE	Kwesi		ACDI/VOCA				Ghana
KOUABLE BI	Bah Noel	Vise Coordonnateur	Office d aide a la Comercial des	BP V 204 Abidjan	(225) 24 39 90 06/ (225) 07 85 22 93	noelkouable@yahoo.fr	Cote d'Ivoire
KOUAME	Alvor Assa		RTI				Cote d'Ivoire
KOUAME	Victor				22509041210	victork455@gmail.com	Cote d'Ivoire
KOUMA	Abdoulaye	Administirateur	Koamen Industrie	BP 479 Ouagadougou	(226) 70213428, (226) 70213428	abdoulk@fasonet	Burkina Faso
KPODO	Kwasi	Corresponent	Reuters		(233) 244696990	kwasikpodo@gmail.com	Ghana
KUDOMOR	Klutes	Procurement Manager (Agriculture)	Nestle Central and West Africa	Marisa Mall, Airport City Accra	0302 214 800/ 244339768	Klutse.Kudomor@gh.nestle.com	Ghana
KWAFO	Mark Ofori	E&S risk coordinator wam2	Ecobank Ghana	19 Seventh Avenue Ridge West PMB G.P.O Accra	(233) 302 681 146/ (233) 244 372 335	mkwafo@ecobank.com	Ghana
KYERE	Robert	Reporter	TV3	Accra, Ghana	(233) 208737056	robert@tv3.com.gh	Ghana

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
LAMB	John	Principal Associate, IEG	Abt Associates	4550 Montgomery Avenue Suite 800 North Bethesda, MD 20814-3343	(001) 3013475000	John_Lamb@abtassoc.com	United States
LARUE	Fabrice	Chef de projet financement et filiere agricole	Fondation pour l agriculture et la ruralite dans le monde	12 Place des Etat-Unis 92127 Montrouge Fedex	(33) 15 77 20 978/ (33) 67 04 87 624	fabrice.larue@fondation.farm.org	France
LE CLERC	Bruno	Directeur	Agence Francaise de Developpement (AFD)	8th Rangoon Close Ring Road Central Accra	(233)302-778755/56 (223)244-326354	leclercb@afd.fr	Ghana
LELAND	Joshua	Senior Vice President	Chemonics International	1717 H St NW, Washington, DC 20006	1 202 955 7419/ 1 202 321 6109	jleland@chemonics.com	United States
LOMPO	Eugerson	Directeur Marketing/ Commercial	Societe de Tranformation de fruits et Legumes	01 BP 684 Ouaga 01	22650376806/ 22676115757	Lompo_eugerson@yahoo.fr	Burkina Faso
MARIKO	Fadima Siby	Geiante UCODAL - SARL	Agrique Agro Export	BP 1580 Bamako	223 20 21 74 67/ 223 66 71 3687/ 70 27 8886	ucodal@hotmail.com	Mali
MAUR	Jean-Christophe	Senior Economist	World Bank	1818 H St. NW Washington DC 20433	(202) 473-6360	jmaur@worldbank.org	United States
MBODJ	Yamar	Directeur Executif	HubRural	Sacré Cœur 3 Extension, rue MZ07, villa n°10406	(221) 338699640/ (221) 773964470	yamarm@hubrural.org	Senegal
MCCALLA	Abdul Azeem	Group General Manager	Dantata Foods & Allied Products LTD	43 Tafawa Balewa Road, Kano	(234) 7033832227	michaelmccalla2000@yahoo.co.uk	Nigeria
MENSAH	Emmanuel Joseph	Policy Fellow	Alliance for a Green Revolution in Africa	PO Box LG 977, Legon	244485721	ejmensah@gmail.com	Ghana
MOREAUX	Mirabelle		Injaro Agricultural Capital Holdings Ltd	Accra	mirabelle@iachl.com	mirabella@iachl.com	Ghana
MUNKAILA	Faisal	A.E.	Ministry of Food and Agriculture, Ghana	PO Box MB 37 Accra	243340448	faisaliner@yahoo.co.uk	Ghana
NAGNANGO	Yakouba Arzouma	Gerant CPC- Togo	Centrale Des Producteurs de Cereales du Togo	BP 20043-Lome	(228) 22431165/ (228) 80051708	cpctog@yahoo.fr/ nagnango@yahoo.fr	Togo
NAKAKALE	Abdou-Salamou	2è Vice Président/ Exportateur bétail	COFENABVI			Cofenabvi_ao@yahoo.fr	Niger
NASSER	Mahamane		FEWSNET/ USAID		(227) 20 37 36 88	Niger@fews.net	Niger
NDOYE	Saliou Gaye	Assistant Technique Principal Facilité du Sahel	Banque Ouest Africaine de Développement	68 Ave de la Liberation BP 1172 Lome	228 22 23 25 31/ 228 92 82 49 40	sndoye@boad.org	Togo
NEDELCOVYCH	Mima	International Consultant	Schaffer Global Group (SGG)	1020 Florida Bvrd, Baton Rouge, Louisiane 70802	+227 96994725	miman@africaglobal.com	United States
NGO-EYOK	Suzanne		West Africa Trade Hub (WATH)	Jubilee House (2nd Floor) 4th Street, Kuku Hill Osu Accra		sngoeyok@watradehub.com	Ghana

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
NIALIBOULY	Hamadoun	Membre	COFENABVI	Douentga - Mali	00223 21452020/ +228 22 23 25 31	Cofenabvi_ao@yahoo.fr	Mali
NIANE	Tamsir Ibrahima	Directeur Genreral	General d investissement et de commerce	Marche N'Diareme Guediawaye Dakar	(221) 33 877 2696/ (221) 77 639 4211	nianetamsir@yahoo.fr	Senegal
NKECHI	Isaac Ubani	Reporter	Leadership			kechbc@yahoo.com	Nigeria
NUGAWELA	Patrick	Consultant	JE Austin	Suite 1100 2101 Wilson Boulevard, Arlington, VA 22201		patricknugawela@yahoo.com	South Africa
NWAFOR	Manson	Policy Analyst	International Institute of Tropical Agriculture	PMB 5320 Ibadan	(234) 8068072401/ (234) 8068072401	m.nwafor@cgiar.org	Nigeria
OBIDEYI	Gbenga Gregory	Director of Trade	Economic Community of West African States	Plot 101 Yakubu Gowon Crescent, Abuja	234 803 5976007/ 234 706 418 5254	gg.obideyi@gmail.com	Nigeria
OLOU-ADARA	Salif Ayefouhi	President	Centrale Des Producteurs de Cereales du Togo (CPC)	Kaboli-P/Tachamba	(228) 90114452	salifolou@yahoo.fr	Togo
OLUMEKO	Donal Olajide	Director	Federal ministry of agriculture and rural development	NAIC building Central Area, Abuja	(233) 803 329 3635	jideolumeko@yahoo.com	Nigeria
OMER	Ismail	Representative	World Food Programme	No 7th Rangoon Close, Cantonment Accra	(233) 302 785364	ismail.omer@wfp.org	Ghana
OUEDRAOGO	Hamidou	Directeur General	MELS	01 BP 867 Ouagadougou 01	(226)50412102 / (226)70210141	mels@fasonet.bf	Burkina Faso
OUEDRAOGO	Barou Oumar	Chef de division organisation et suivi	Secretariat executif du conseil national de securite alimentaire	01 BP 4644 Ouagadougou 01	(226) 50 37 47 09/ (226) 70 25 40 96	depbarou@yahoo.fr	Burkina Faso
OUEDRAOGO	Ismael	Consultant		5101 Bango Dr Kensington Md 20815	301-949-0628	is_ouedraogo@yahoo.com	United States
OUSMANE	Amadou Hassane	Exploitant Agricole, President	Conseil Pour Liaction et la Solidarite Paysannes Niger	BP 899 Niamey	21769600/ 96228573/ 90639987	caspaniop@gmail.com	Niger
OWUSU	Sam		Ghana Grain Council (GGC)	House No. 118 West Legon – Haatso-GIMPA Main Road Opposite Movers' Courtyard,Ghana PMB 212 Madina, Accra	(233) 307 021 091		Ghana
PETKO	Johnathan	Director of operations	Africa foundation for governance and leadership	54 Independence ave accra Pobox MB429	(233) 212 26699/ 246 975 322	petkojon@gmail.com	Ghana
PLEWA	Matthias	Regional Coordinator, Market Oriented Agriculture Programme (MOAP)	GIZ	PO Box 473 Sunyani	2443119127	matthias.plewa@giz.de	Ghana

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
QUIN	Leah	Senior Communications Manager	Abt Associates	4550 Montgomery Avenue Suite 800 North Bethesda, MD 20814-3343	(001) 3013475000	Leah_Quin@abtassoc.com	United States
RABIOU ALMADJIR	Mahamane Nasser	Analyste des Marches	Famine Early Warning System Network	BP 11615 Niamey	227 96141712	malmadjir@fewsnet.net	Niger
RAJ	Rohit	General Manager, Head (Fertilizers) West Africa	OLAM International	17 Dadeban Road, NZA, Accra	233 544 310607	rohit@olamnet.com	Ghana
SALIA	Amaria	Consultant	JE Austin	Ouagadougou		amariasalia@gmail.com	Burkina Faso
SAMBO HASSANE	Amadou	Member	COFENABVI	BP 305 Niamey	(227) 20 73 57 61/ (227) 96 96 92 27	ahassambo@yahoo.fr	Niger
SAMON	Sonmaila	Producteur	CIC-B	BP 1837 Ouaga-11	50501035/ 70334094	cich@fasonet.bf	Burkina Faso
SAMPSON	Gladys	General Manager	Premium Foods Limited	PO Box KS 5452	322094034/ 0 272804703	gsampson@premiumfoodsgh.com	Ghana
SAMUEL	Agbaw Ndeley	Regional Procurement Officer	UN World Food Programme	Dakar, Senegal	(226) 50 34 70 34	ndeley.agbaw@wfp.org	Senegal
SANOH	N'Faly	Directeur Libre Circulation/Tourisme	ECOWAS	Abuja, Asokoro	(234) 803 419 85 00	nfalysanoh@yahoo.fr	NIGERIA
SANOU	Hyacinthe	Reporter	L'Observateur		22670369556	hyacinthe2000@hotmail.com	Burkina Faso
SANOU	Soumaïla	President	CIC-B	PB 1837 Ouaga- 11	70 33 40 94	cicb@fasonet.bf	Burkina Faso
SAURVA	Bhuwan	Vice President	Olam International Limited	Immeuble – Outspan Ivoire, Boulevard de Vridi Zone Portuaire 15 BP 200 Abidjan 15	(225) 06 72 73 02	saurav@olamnet.com	Cote d'Ivoire
SAWADOGO	Timbila Thomas	Secretaire Generale Adjoint	COFENABVI	01 BP 1501 Ouagadougou	(226) 50 30 53 92/ (226) 70 20 52 37	cofenabvi_ao@yahoo.fr/ Cofenabvi_ao@yahoo.fr	Burkina Faso
SAWADOGO	Sophie	Representante	COFENABVI	01 BP 1455 Ouagadougou 01	(226) 50 37 53 02/ (226) 70 08 22 28	sawadogo_sophie@yahoo.fr	Burkina Faso
SAWADOGO	Abdoulaye	Directeur General	Neema Agricole du Faso	01 BP 3240 Bobo Dioulasso	(226) 20 98 00 65/ (226) 70 31 84 25	nafaso@yahoo.fr	Burkina Faso
SAWADOGO	Nebnoma	President	Reseau des Chambres d'Agricultures de l'Afrique de l'Ouest	BP 108 Ouahigouya	22670225834	nebsawadogo55@yahoo.fr	Burkina Faso
SAWADOGO	Issaka	President	COFENABVI	Ouaga 2000, Avenue Charles Bila KABORE	22650375302	issakasawadogo11@yahoo.fr	Cote d'Ivoire
SEKA	Koffi Guillaume	Sous directeur organisation commerciale International	Minister du commerce de l artisanat et de la promotion des PME	BP V 143 Abidjan	(225) 20 21 26 35/ (225) 05 84 42 83	moposkg@yahoo.fr	Cote d'Ivoire
SEYE	Seynabou	Sales and Marketing Manager	DHL Global Forwarding	53 Patrice Lumaumba Rd, Airport Res Area, Accra	233 302742444/ 233 202224049	seynabou.seye@dhl.com	Ghana

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
SIDI MAHMOUD	Mohamed Yahya	Directeur General	Centre Refional Agrhymet	Niamey BP 11011	22720315316/ 22798701112	M.yahya@agrhymet.ne	Niger
SIDIBE	Barthelemy Famba	Road Assistant	ATP	Malamville	(229) 67532053	barthsidib@gmail.com	Benin
SOULE	Bio Goura	Consultant	LARES-Cotonou-Benin	08 BP 0592 - Tripostal - Cotonou	00229 21305240/ 22990907707	soule_goura@yahoo.fr/ dginsah@insah.org	Benin
SOUMARE	Boubacar	Secretaire Executif	Union de Cooperatives Agricoles (Faso Jigi/ Paccem)	Segou (Mali) BP 351	00223 2132 1177/ 00223 79318577/ 65 85 92 17	boubasouma2003@yahoo.fr	Mali
SY	Cheikh Ahmed T.	Reporter	Groupe Raceco		2217764445195	raceco@arc.sn/ ibousoumare50@gmail.com	Senegal
TACK	Stephanie	West Africa Food Security Coordinator	Peace Corps			stack@peacecorps.gov	Benin
TALL	Marie-Andrée	Presidente	Association Afrique AgroExport (AAFEX)	BP 22064 Dakar, Senegal	(221) 33 860 4252/ (221) 77 637 0890	matall@orange.sn	Senegal
TAMINI GNINSSIPOMI	Berthé	Presidente Section Ouaga	RTCF	N/A	(226) 70 29 66 47	N/A	Burkina Faso
TASSEMBEDO	Asseta	Presidente Nationale	Resau des Transformation de cereales du FASO	01 BP 1354 Ouagadougou 01	(226) 70 73 50 79	N/A	Burkina Faso
TETTEH	Hanna	Minister of Foreign Affairs	Ghana Government				Ghana
TEYSSIER	Joel	Charge de l'animation reseau	Inter-réseaux Développement rural	32 Rue Le Peletier 75009 Paris	33 (0)1 42 46 11 56	joel.teyssier@inter-reseaux.org	France
TIEMTORE	Salifou	Directeur des Douanes CEDEAO	ECOWAS	ECOWAS Commision, Abuja	234 805 6267 990	saliftiemtore@yahoo.com	Nigeria
TOURE	Barry Mariam Rosemonde	Responsable	ROSE ECLAT	01 BP 3321 Ouagadougou 01	00226 50 43 2236/ 00226 70 24 9410	rose_eclat@yahoo.fr	Burkina Faso
TOURE	Serge	Responsible Commercial	SIPRA	04 BP 1664 Abidjan 04	00225-23530053/55 00225-47494243	sergetoure@sipra.ci	Cote d'Ivoire
TRAORE	Alain Sy	Directorate Agriculture	ECOWAS			syalaintraore@yahoo.fr	Nigeria
TREMBLAY	Laval	Sr. Food Security and Agricultural Policy Advisor	Programme-Support Unit, Canadaian-International-Development Agency	38 Independence Avenue-Accra	30 7011 729/ 244 33 11 25	laval.tremblay@psu-ghana.org	Ghana
UGOH	Sunny	Directorate Communication	ECOWAS	101 Yakubu Gowon Cresent Asokoro Abuja	(234) 803 659 1265	sugoh@ecowas.int	Nigeria
UHIENE	Sunday Ekele	CAADP nigeria national coordinator	Office of the special adviser to the president on ethics and values	2nd floor federal secretariat winga, abuja	(234) 803 228 8436	sundayuhiene@gmail.com	Nigeria

Nom de famille	Prénom	Poste	Organisation	Addresss	Téléphone	E-mail	Pays
UMAR	Lawal	Agriculture Portfolio	African Development Bank	No.1 Dr. Isert Road 7th Avenue – Ridge Accra		L.UMAR@AFDB.ORG	Ghana
UMAR	Abubakar Garba	Administrative secretary	Rice Farmers association of nigeria	Suite 586 Wod Shopping Complex-Abuja	(234) 803 696 5939	rifan002abuja@gmail.com/ agumar01@yahoo.com	Nigeria
VAN SETERS	Jeske Katrien	Deputy Program Manager	ECDPM	Onze Lieve Vrouweplein 21 6211 HE Maastricht	(31) 43 350 2900	jvs@ecdpm.org	the Netherlands
VAN WENSREEN	Monica	Food Security Partnerships Advisor	Austlian Agency for International Development	Australian High Commissin, PMB60, KIA-Accra	(233) 203 216 400/ (233) 544 313 898	monica.vanwensreen@ausaid.gov.au	Ghana
VELEGDA	Maïmounata Adja	Présidente	Groupe Velegda (WAGN)			velegda@faseonet.bf	Burkina Faso
WEBBER	C. Martin	ATP/ Executive Vice-President, J.E. Austin Associates	J.E. Austin Associates, Inc	Suite 1100 2101 Wilson Boulevard, Arlington, VA 22201	1 7038419841	mwebber@jeaustin.com	United States
WENSREEN	Monica		Australian Government Overseas Aid Program				
WHITEHEAD	Robert	United States Ambassador to Togo	United States Ambasssador to Togo	Lome			Togo
YEBOAH	Thomas	Procurement Officer	World Food Programme	PO Box 1423, Accra	244731258/ 244731258	thomas.yeboah@wfp.org	Ghana
YEDAN	Yaya	CBC Country Representative	Burkina Shipper Council	PO Box TT 523 Tema	233 202392/ 233 20 8163016	yedanyaya@yahoo.fr	Ghana
ZHOU	Yuan	Head of Research and Policy Analysis	Syngenta Foundation for Sustainable Agriculture	Schwarzwalrdallee 215 4058 Basel	(41) 61 323 8377/ +41 79 558 0946/+41 61 323 7388	yuan.zhou@syngenta.com	Switzerland
ZINNAH	Moses Moroe	Deputy Minister for Planning and Development	Ministry of Agriculture Liberia	Somalia Drive, Gardnersville, Monrovia	(231) 886 420 955	mmzinnah57@yahoo.com	Liberia
ZOUNDI	Simone	Presidente et Directrice	Societe d exploitation des produits alimentaires	01 BP 1749 Ouagadougou	(226) 50 36 10 82/(226) 70 23 11 56	sodepal1@fasonet.bf	Burkina Faso

Annexe 3: Participants à la Foire Commerciale et Profils des Sociétés

AAFEX (Association Afrique Agro-Export) (Stand 19)
BP 45028 - DAKAR, Sénégal
(221) 33 867 94 80
se@aafex.com; www.aafex.com
Contact person/personne à contacter: El Hadj A. DIACK, eadiack@aafex.com
Location/localisaon: Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana, Bénin, Togo, Nigéria, Mauritanie, Guinée, Niger.
Company Profile: AAFEX is an association of over 80 food and commodity export companies from 16 African countries (Benin, Burkina Faso, Cameroon, Comoros, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, Senegal and Togo).
Profil de l'Organisation: AAFEX est une association de plus 80 entreprises africaines originaires de 16 pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Conakry, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, Sénégal et Togo).

AGRIPRO International (Stand 30)
20 Koi Street, Ako-adjei Park, OSU, Accra, 0000 Accra, Ghana
hp//www. buzzed ison.com
Contact person/personne à contacter: Edison Gbenga Ade, +233 263118965, buzzedison@gmail.com Location/localisation: Ghana
Company Profile: AGRIPRO is a consulting firm for the agribusiness industry in Africa and connects investors with agribusiness entrepreneurs. Its mission is to increase the capacity, productivity and profitability of agribusiness entrepreneurs and link them with investors.
Profil de l'Organisation: AGRIPRO est un cabinet de conseil pour l'industrie agro-alimentaire en Afrique et met en relation les investisseurs agro-industriels et les entrepreneurs. Sa mission est d'accroître la capacité, la productivité et la rentabilité des entrepreneurs agro-alimentaire en les liants avec des investisseurs.

Association des Transformateurs de Céréales Locales (ATCL) (Stand 15)
10, rue Escarfait x rue Moussé Diop – Dakar, Sénégal
(221) 33 842 94 17, (221) 823 06 54
atcl2006@orange.sn - kumba@orange.sn; kumbasn@gmail.com
Contact person/personne à contacter: Mme Deme–Diagne Aissatou, President; Mme Diop Awa Diagne, Permanent Secretary /Secrétaire permanente
Location/Localisation: Dakar, Sénégal
Company profile: ATCL's mission is to solve marketing and processing problems in local cereal value chains to improve food security, fight poverty, and create jobs, especially for women. Its members now provide the bulk of locally-processed cereals sold in Senegal.
Profil de l'Organisation: La mission d'ATCL est de résoudre les problèmes de transformation et de commercialisation des céréales locales pour améliorer la sécurité alimentaire, de lutter contre la pauvreté par la création d'emplois, en particulier pour les femmes. Elle assume aujourd'hui l'essentiel de la transformation des céréales locales vendue au Sénégal.

Bank of Africa Ghana Limited (Stand 11)
C131/3 Farrar Avenue, Adabraka, P. O. Box C1541, Cantonments, Accra, Ghana
www.boaghana.com
Contact person/personne à contacter: Kofi Fumey
Location/localisation: Benin, Burkina Faso, Burundi, Democratic Republic Of Congo, Djibouti, Ghana, Ivory Coast, Kenya, Madagascar, Mali, Niger, Senegal, Tanzania and Uganda
Company Profile: BOA-GHANA is a commercial bank, offering financial products and services in the retail, SME and corporate banking sectors. The BOA Group owns three leasing companies, a housing finance company, a stock brokerage, two investment companies and an IT subsidiary.
Profil de l'Organisation: BOA-GHANA est une banque commerciale qui offre une large gamme de produits et services financiers aux secteurs de détail, PME et Corporate Banking. Le Groupe BOA possède trois sociétés de crédit-bail, une société de financement au logement, une société de courtage et d'actions, deux sociétés d'investissement et une filiale technologies de l'information.

Borderless Alliance (Stand 8)
Jubilee House, Osu, Accra (233) 302 773 393
info@borderlesswa.com www.borderlesswa.com
Contact person/personne à contacter: Suzanne Ngo-Eyok, sngoeyok@watradehub.com Location/localisation: Accra, Ghana

Company Profile: Created by a group of private sector stakeholders, the Borderless Alliance aims to increase trade in West Africa by advocating for the harmonization of trade rules and creating an environment that reduces theme and costs of conducting business in the region.

Profil de l'Organisation: Créée par un groupe d'intervenants du secteur privé, l'Alliance Borderless vise à accroître les échanges commerciaux en Afrique occidentale en préconisant l'harmonisation des règles de commerce, et la réduction des retards et des coûts de réalisation des affaires.

Conseil pour l'Action et la Solidarité Paysannes au Niger (CASPANI-Yarda) (Stand 23)

BP 899 Niamey/Niger
(227) 96228573, (227) 94245257
caspani.op@gmail.com
www.caspani.op
Contact person/personne à contacter: Amadou Ousmane dit Belko, belkobarry5@gmail.com
Location/localisation: Niamey, Niger
Company Profile: Caspani is an umbrella organization that groups Niger's farmer organizations. Its objective is the organization and implementation of economic, commercial, social and cultural activities for its members.
Profil de l'Organisation: Caspani est une organisation paysanne faitère du Niger dont un des objectifs est l'organisation et la mise en œuvre des activités économiques, commerciales, sociales et culturelles de ses membres.

Comité interprofessionnel des céréales du Burkina Faso (CIC-B) (Stand 26)
11 BP 1837 CMS Ouagadougou 11, Burkina-Faso
(226) 5034 0634 / Fax (226) 5034 0634
Contact person/personne à contacter: M. Soumalia SANOU, Président, cicb@fasonet.bf Location/localisation: Burkina Faso
Company Profile: CIC-B is an inter-professional committee of the cereal and cowpea sectors in Burkina Faso. It includes producers, traders, transporters, processors and private companies. CIC-B seeks to remove the obstacles to development of the cereal and cowpea sectors.
Profil de l'Organisation: Le CIC-B est un comité interprofessionnel des filières céréales et niébé du Burkina-Faso. Ses membres sont des producteurs, des commerçants, des transporteurs, des transformateurs et des sociétés privées d'intrants et d'équipements agricoles. Le CIC-B vise à éliminer les obstacles au développement des secteurs des céréales et du niébé.

Comité interprofessionnel du riz du Burkina (CIRB) (Stand 21)
BP 2442 Bobo Dioulasso porte no. 6570 boulevard de l'Indépendance (226) 20 98 63 90
cirb01@yahoo.fr; www.cir-b.com
Contact person/personne à contacter: Berthe Lancina, cirb01@yahoo.fr Locaon/localisation: Bobo Dioulasso, Burkina Faso
Company Profile: CIR-B provides a framework for cooperation among stakeholders in the rice sector, including producers, processors, traders (rice, inputs and equipment) and transporters. Its main objective is the economic and social development of its members.
Profil de l'Organisation: CIR-B est un cadre de concertation des acteurs de la filière riz que sont les producteurs, les transformateurs, les commerçants (riz, intrants, matériel) et les transporteurs. L'objectif principal du CIR-B est de contribuer au développement économique et l'environnement social de riz au Burkina Faso.

Confédération des Fédérations Nationales de la Filière Bétail/Viande des pays de l'Afrique de l'Ouest (Stand 10)
08 BP 38 Abidjan 08, Côte d'Ivoire
(225) 22 44 42 42, (225) 22 4417 35 / Burkina (226) 78 88 36 62, (226) 70 63 36 52
Contact person/personne à contacter: Mamadou BAMBA, Secrétaire Général Adjoint, apuma_ci@yahoo.fr
Company Profile: COFENABVI AO links African livestock and meat professionals with the rest of the world. It provides technical, scientific, and intellectual support for actions initiated by structures and organizations seeking the development of the livestock sector in West Africa.
Profil de l'Organisation: COFENABVI AO met en relation les professionnels africains des filières bétail et viande avec le reste du monde. Il apporte son appui technique, scientifique et intellectuel aux actions initiées par d'autres structures et organismes visant le même objectif.

Centrale des Producteurs de Céréales du Togo (CPC Togo) (Stand 24)
BP 20043 - Lomé , Siège Social à Tsévié
(228) 22431165, (228) 90114452, (228) 90051708
cpctog@yahoo.fr
Contact person/personne à contacter: Yakouba NAGNANGO, nagnango@yahoo.fr Location/Localisation: Togo
Company Profile: CPC Togo is a national cooperative of cereal producers. It builds its members' capacity to improve production via the introduction of new technologies. It provides third-party representation for members. It chairs the CIC-T and is a member of WAGN, CTOP and ROPPA.
Profil de l'Organisation: CPC Togo est une coopérative nationale des producteurs de céréales. Elle renforce les capacités de ses membres à améliorer la production par l'introduction de nouvelles technologies. Il fournit des tierces représentations pour ses membres. Elle préside le CIC-T et est un membre du ROAC, CTOP et le ROPPA.

Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation ACP-EU (CTA) (Stand 6)
Agro Business Park 2 - NL - 6708 PW WAGENINGEN, Pays-Bas (31) 317 467 100
cta@cta.int; www. cta . int/
Contact Person/personne à contacter: Vincent Fautrel, fautrel@cta.int
Company Profile: CTA is a joint international intuition of the African, Caribbean and Pacific (ACP) Group of States and the European Union (EU). Its mission is to advance food and nutritional security, increase prosperity and encourage sound natural resource management.
Profil de l'Organisation: Le CTA est une institution internationale conjointe des Pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et de l'Union Européenne (UE). Sa mission est de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'accroître la prospérité et d'encourager une saine gestion des ressources naturelles dans les pays ACP.

DHL Global Forwarding (Stand 4)
No. 53, Patrice Lumumba Road, Airport Residential Area
PO Box DTD 36 Accra-Cantonments
Contact person/Personne à contacter: Seynabou.Seye@dhl.com; Alfred.AChiampong@dhl.com; Ruben.Ackah@dhl.com
Location/Localisation: Angola, Cameroon, Congo-Brazzaville; Cote d'Ivoire; Democratic Republic of Congo; Gabon; Ghana; Nigeria; Senegal; Mali; Niger; Benin; Togo; Guinea; Liberia; Sierra Leone; Gambia; Mauritania; Guinea Bissau; Equatorial Guinea; Central African Republic.
Company Profile: DHL Global Forwarding (DGF) is a business unit of DHL Logistics Ghana specializing in airfreight, ocean freight and project logistics. DGF is committed to providing effective logistics solutions to companies and governments across all sectors of the economy.
Profil de l'Organisation: DHL Global Forwarding (DGF) est une filière de DHL Logistics Ghana spécialisée dans le fret aérien et maritime et la logistique. Elle fournit des solutions logistiques efficaces aux entreprises et aux gouvernements dans tous les secteurs de l'économie

Faso Jigi/PACCEM (Stand 25)
Immeuble BDM SA; BP 351 Ségou, MALI (223) 21 32 11 77
fasojigi_paccem@orangemali.net
Contact person/personne à contacter: Bou bacar SOU MARE, Secrétaire Exécutif, boubasouma2003 @yahoo. fr, (223) 65 85 92 17 / (223) 79 31 85 77
Location: Ségou, Mali
Company Profile: Faso Jigi /PACCEM is a union of agricultural cooperatives that sells the surplus grain of its members. The organization markets rice, millet, sorghum, maize and onions (shallots). It is made up of 140 cooperatives with a total of 5,600 members.
Profil de l'Organisation: Faso Jigi/PACCEM est une union de coopératives agricole qui commercialise les excédents céréaliers de ses membres. Les produits que l'organisation commercialise sont le riz, le mil, le sorgho, le maïs et l'oignon (échalote). Elle compte 5 600 membres et 140 coopératives.

Ghana Rice Inter-Professional Body (Stand 22)
grib@vodafone.com.gh
Contact person/personne à contacter: Imoro Amoro (President), Paa Kwesi Forson paakwesipk@yahoo.fr
Company Profile: The Ghana Rice Inter-professional Body seeks to build a competitive local rice sector in Ghana. Its mission is to drive the growth of the local rice sector by building the technical and managerial capacity of its members and by improving the policy environment.
Profil de l'Organisation: Le *Ghana Rice Inter-professional Body* cherche à construire un secteur du riz local concurrentiel au Ghana. Sa mission est de stimuler la croissance du secteur du riz local par le renforcement des capacités techniques et de gestion de ses membres, et par l'amélioration de l'environnement politique.

Meunerie et Emballage de Légumes Secs (MELS) (Stand 28)
01 BP867 Ouagadougou 01
Hamidou OUEDRAOGO - Directeur Général / hamleba@hotmail.com (226) 50 41 21 02 / Fax (226) 50 35 57 24 / Mobile (226) 70 21 01 41 Contact person/personne à contacter: mels@fasone.bf
Location/localisation: Ouagadougou, Burkina Faso
Company Profile: MELS is an industrial enterprise that processes maize into flour and fine semolina. The company has the capacity to process 30 MT of maize per day.
Profil de l'Organisation: MELS est une entreprise industrielle de transformation de maïs en farine et semoule fine avec une capacité de 30t de maïs par jour.

Neema Agricole du Faso (NAFASO) (Stand 1)
01 BP 3240 Bobo-Dioulasso 01, BURKINA FASO
(226) 70-31-84-25, (226) 20-98-00-65
nafaso@yahoo.fr; www.nafaso-burkina.com
Contact person/personne à contacter: Abdoulaye Sawadogo ; nafaso@fasonet.bf Location/localisation: Bobo Dioulasso, Burkina Faso
Company Profile: NAFASO is a seed company that produces and markets improved seeds (maize, rice, cow-pea, potato, onion and sorghum).
Profil de l'Organisation : NAFASO est une société semencière qui produit et commercialise des semences améliorées (maïs, riz, niébé, pomme de terre, oignon, sorgho).

OLAM Ghana Ltd (Stand 5)
17 Dadeban Road, North Industrial Area, PO box GP 1847, Accra
Contact person/personne à contacter: Rohit Raj, Rohit@olamnet.com, www.olamonline.com Location/localisation: Burkina, Senegal, Ghana, Cote d'Ivoire, Togo, Benin, Nigeria, Guinée, Gambie, Libéria
Company Profile: Olam is a global leader in the supply chain management of agricultural products and food ingredients. Olam is currently in 15 in West African countries with sourcing, processing and marketing operations covering a wide range of products (rice, wheat, others).
Profil de l'Organisation : Olam est un des leaders mondiaux dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement des produits agricoles et des denrées alimentaires. Olam est présent dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest ou elle participe à l'approvisionnement, la transformation et la commercialisation d'une large gamme de produits.

Premium Foods Limited (PLF) (Stand 18)

P. O Box KS 5452 Kumasi. On the Kumasi to Lake Bosumtwi Road
Contact person/Personne à contacter: Tom Gambrah, tgambrah@premiumfoods.com tgambrah@yahoo.com; Gladys Sampson, gsampson@premiumfoodsgh.com Location/localisation: Kumasi, Ghana
Company Profile: PFL has commercial operations in food processing, grain management, capacity building and R&D. PLF Mills produces maize grits for brewers, maize meal and a fortified corn-soya blend. Its modern mill processes 5 tons of maize per hour.
Profil de l'Organisation : PFL a des activités commerciales dans la transformation des aliments, la gestion des céréales, le renforcement des capacités et la recherche et développement. PLF produit du gruau de maïs pour les brasseries, de la farine de maïs et du mélange fortifié maïs-soja. Son usine moderne traite 5 tonnes de maïs par heure.

Réseau des Transformatrices de Céréales du Burkina-Faso – RTCF (Stand 17)
01 BP 6129 Ouagadougou, Burkina-faso
(226) 50 34 11 39
rtcf.pres@gmail.com; www. rtcf. biz
Contact person/personne à contacter: Guielbéogo Tassembédo Asséta, rtcf.pres@gmail.com Location/localisation: Ouagadougou, Burkina Faso
Company Profile: The Network of Grain Processors Faso (RTCF) is an association created in 2005 with the support of the NGO APROSSA, Afrique Verte in Burkina Faso. Its objective is to defend the material and moral interests of its members.
Profil de l'Organisation : Le Réseau des Transformatrices de Céréales du Faso est une association créée en 2005 par les transformatrices encadrées par APROSSA, Afrique Verte Burkina. Son objectif est de défendre les intérêts matériels et moraux de ses membres.

Rice Farmers Association of Nigeria (RIFAN) (Stand 20)
Suite 5&6 Wodi Shopping Complex Gwagwalada Abuja Nigeria.
rifan002abuja@gmail.com
Contact person/personne à contacter: Alh Abubakar K. Wodi, National President, Abubakar Garba Umar, agumar01@yahoo.com
Location/localisation: Nigeria
Company Profile: RIFAN organizes rice producers, traders and processors in Nigeria, and has members in all 36 states. RIFAN has designed a work plan to boost rice production, processing and marketing. RIFAN partners with organizations such as ADB, BIBA, USAID, WARDA, JICA, etc.
Profil de l'Organisation : RIFAN organise les producteurs de riz, les commerçants et les transformateurs du Nigéria; elle a des membres dans tous les 36 états du Nigéria. RIFAN a conçu un plan de travail pour stimuler la production de riz, de sa transformation à sa commercialisation. RIFAN travaille avec des organisations telles que la BAD, BIBA, l'USAID, l'ADRAO, la JICA, etc.

Fédération Des Unions de Producteurs du Benin (FUPRO) (Stand 9)
B.P. 372 Bohicon BEN IN
(229) 22 51 07 00/ Fax (229) 22 51 09 46 infos@fupro.org / fuproben @yahoo.fr www.fupro.org
Location/localisation: Benin
Company Profile: FUPRO-BENIN is the umbrella organization of farmers' organizations in Benin. It is the interface between farmers and the community of development partners; and between the farmers and the state. It represents and defends the interests of farmers.
Profil de l'Organisation : La FUPRO-BENIN est la structure faitière des organisations paysannes du Bénin. Elle est l'interface entre les producteurs agricoles et la communauté des partenaires au développement et l'Etat. Elle défend les intérêts de ses membres.

Ets. Velegada B. Mamounata (WAGN/ROAC Stand 9)
02 BP 5751 Ouagadougou 02
+226 5033 2930, Fax +226 5030 4701
hp//www. bm-velegda.com
Contact person/personne a contacter: courrier@bm-velegda.com / b.mamounata@lipnfor.bf Location: Burkina Faso
Company Profile: VELEGDA is the number one exporter of shea kernel, shea butter, sesame and cashew nuts in Burkina Faso. With a capital of FCFA 500 million and a turnover of 2.6 billion (2003), VELEGDA is effectively distributing products throughout West Africa and the world.
Profil de l'Organisation : VELEGDA est le premier exportateur d'amande et de beurre de karité, de sésame et de noix de cajou au Burkina Faso. Avec un capital de FCFA 500 millions et un chiffre d'affaires de 2,6 milliards (2003), VELEGDA exporte en Afrique de l'Ouest et dans le monde entier.

Rose Éclat (Stand 27)
01 BP 3321 Ouagadougou 01/121, rue 17.25 Secteur 17(Cissin), Ouagadougou, Burkina-Faso (226) 70 24 94 10 / 50 43 22 36/ 50 36 57 29
www.roseclat.com
Contact person: M me TOU RE-BARRY Rosemonde, rose_eclat@yahoo.fr
Location/localisation: Ouagadougou, Burkina Faso
Company Profile: Rose Éclat is a fruit and vegetable processing company. Dried mangoes are its main product, but they also dry other fruits and vegetables. Rose Éclat is an organic and natural processor. Its production capacity is 20-25 MT/year. It exports to WAEMU and the EU.
Profil de l'Organisation : Rose Éclat est une entreprise de séchage de fruits & légumes. La mangue séchée demeure le produit phare de Rose Éclat. Rose Éclat a opté pour une transformation biologique et naturelle de ses produits et a une capacité de production de 20 à 25 tonnes par campagne. Rose Éclat exporte vers les pays de l'WAEMU et de l'Union Européenne.

Société Ivoirienne des Productions Animales (SIPRA –IVOGRAIN) (Stand 14)
04 BP 1664 Abidjan 04- République de Côte d'Ivoire/ Yopougon zone industrielle Cote d'Ivoire-. (225) 23 53 00 53/ 23 53 00 55
sipra@aviso.ci www. sipra .ci
Contact person/personne à contacter: M. Serge Touré (225) 47 49 42 43, sergetoure@sipra.ci Location/localisation : Abidjan
Company Profile: SIPRA is the first modern (ISO 9002 certified), integrated poultry company in West Africa. SIPRA produces day-old chicks, manufactures animal feed (poultry, rabbit, fish, pork and beef) and has a modern poultry slaughterhouse.
Profil de l'Organisation : Première entreprise Ouest Africaine intégrée dans l'aviculture moderne et certifiée ISO 9002. SIPRA produit des poussins d'un jour, de poulet de chairs et pondeuses. SIPRA fabrique des aliments pour bétail (volaille, lapin, poisson, porc, bovin) et possède un abattoir moderne de volaille.

Société d'exploitation des produits Alimentaires (SODEPAL) (Stand 29)
01 BP 1749 Ouagadougou 01, Burkina Faso (226) 50 36 80 41 / Mob (226) 70 23 11 56 sodepal1@fasonet.bf / sodepal@cenatrin.bf www.sodepalsa.com www.fiab.bf
Contact person/personne à contacter: Mme Simone Zoundi, Présidente Directrice Générale SODEPAL-SA
Company Profile: SODEPAL is a company specialized in the development enriched products for children and infants, such as flour and biscuits. It attempts to encourage local production by sourcing its raw materials locally in Burkina Faso.
Profil de l'Organisation : SODEPAL est une entreprise spécialisée dans la valorisation des ressources locales, la fabrication de farines infantiles enrichies et la biscuiterie.

Société Koama Industries (Sokindustries) (Stand 13)
Secteur 30, Ouagadougou, Burkina Faso
(226) 50 37 91 16/76 21 34 28/ 78 63 38 34
sokindustries@fasonet.bf / yackoune@cglobal.net
hp//www.sokindustries.bf
Contact person/personne à contacter Mr Abdoulaye Koama / abdoulk@fasonet.bf
Company Profile: Société Koama Industries (Sokindustries) specializes in the processing of paddy rice (drying, shelling and polishing) and is a producer/miller of maize semolina and couscous. Sokindustries has a production capacity of 33 MT per day.
Profil de l'Organisation : Société Koama Industries est une société industrielle spécialisée dans la transformation du riz paddy en riz blanc (décorticage, étuvage) et du maïs en semoule et coucous. La capacité de transformation est de 33T/ jour.

United Bank for Africa (Ghana) Limited (UBA) (Stand 3)
PMB 29, Ministries, Heritage Towers, Accra, GHANA
Cynthia.eryuo@ubagroup.com; eli.muzzu@ubagroup.com
www.ubagroup.com
Contact person/personne à contacter: Catherine Alloh, Legal Dept, UBA Ghana
Location/localisation: Ghana, Burkina Faso, Cote D'Ivoire, Benin, Senegal, Sierra Leone, Liberia, Nigeria, Kenya, Uganda, Congo DRC, Congo Brazza, Tanzania, Zambia, Chad and Cameroun.
Company Profile: United Bank for Africa (UBA) is one of Africa's leading financial institutions offering banking services to more than 7.5 million customer accounts across 850 branches in 19 African countries. In Ghana, the Bank has 26 branches throughout the country.
Profil de l'Organisation : United Bank for Africa (U BA) est l'une des plus importantes institutions financières africaines offrant des services bancaires à plus de 7,5 millions de comptes clients à travers 850 agences dans 19 pays africains. Au Ghana, la Banque possèdent 26 agences répares sur différentes régions du pays.

Union Des Cooperatives Du Vivrier Des Savanes (UCOVISA) (Stand 16)
+225 36861070/ FAX + 225 36864369 / Mobile + 225 05856582/08686330
ucovisa@yahoo.fr
www.ucovisa.com
Contact person/personne à contacter: Mme Jeanne Coulibaly-Sekongo, Mr Emmanuel Sekongo sekongo. emmanuel@hotmail.fr
Location/localisation: Korhogo, Région du Poro, Côte d'Ivoire.
Company Profile: The Union of Cooperatives of Food Crops (UCOVISA) is an umbrella organization made up of cooperatives that produce and market staple food crops.
Profil de l'Organisation : L'Union des Coopératives du Vivrier (UCOVISA), est une faitière agricole qui regroupe les coopératives productrices de cultures agricoles vivrières en Côte d'Ivoire.

Wienco Ghana Limited (Stand 12)
No. 14, Narku Ipan Road, Airport Residential Area
P.O Box 7593 Accra, Ghana hp//www.wienco.com
wienco@wienco.com
Contact person/personnne à contacter: William Kotey, kotey@wienco.com; Dela Hayford, dela@wienco. com
Location/localisation: Ghana

Company Profile: Wienco Ghana provides solutions to farmers and agricultural enterprises to improve the productivity of their farm operations. Wienco is working with over 50,000 small scale farmers in cocoa, maize, coon and other crops. It provides credit, inputs and training.
Profil de l'Organisation : Wienco Ghana fournit des solutions pour les agriculteurs et les entreprises agricoles afin d'améliorer la productivité de leurs exploitations agricoles. Wienco travaille avec plus de 50.000 petits agriculteurs dans le cacao, le maïs, le coton et d'autres cultures. Elle offre des crédits, des intrants et des formations.

Yara Ghana (Stand 2)
Bostal Avenue #2 , Roman Ridge, Accra / P.O.BOX5258 Accra
www.yaraghana.com
Contact person/personne à contacter: Henry Otoo-Mensah, henry.otoo-mensah@yara.com, Eric Nesta Quarshie, eric.nesta.quarsh ie@yara.com
Location/localisation: Ghana, Cote d'Ivoire + 150 pays/countries
Company Profile: Yara is a provider of specialist crop nutrition advice to farmers throughout the world and a global leading producer of ammonia, nitrates, NPK, and specialty fertilizers. Yara offers the most comprehensive range of fertilizers in the industry.
Profil de l'Organisation : Yara fournit aux agriculteurs du monde entier des conseils spécialisés dans la nutrition des cultures. Yara est aussi l'un des premiers producteurs mondial d'ammoniac, de nitrates, d'NPK et d'engrais spécialisés.

Esoko Networks (Stand 31)
PMB CT 90
Cantonments – Accra
+233 302 211611
info@esoko.com
www.esoko.com
Contact Person/Personne a contacter: Mark Davies (mark@esoko.com), Enyo Agbenu (enyo@esoko.com) Location/Localisation : 42 Ring Road, Kwame Nkrumah Circle, Accra – Ghana
Company Profile: Esoko provides an information platform for businesses and organizations to collect, manage and distribute agricultural information and profiles. By using mobile phones to collect and distribute critical agricultural information, farmers improve incomes, agribusinesses save time and money, and buyers reduce risk. Esoko can be deployed in any country in the world.
Profil de l'organisation: Esoko fournit une plateforme aux organisations et sociétés pour collecter, gérer et disséminer des informations agricoles par téléphone portable. Esoko peut être déployé partout dans le monde.

Annexe 4: Listes des Participants des Groupes de Travail du Secteur Privé

Group 1: Road Harassment

Facilitator	Jules Sombié	USAID ATP Project
Resource Person	Niels Rasmussen	USAID West Africa Trade Hub Project
Resource Person	Brahima Cisse	USAID ATP Project
Resource Person	Daouda Moussa	USAID ATP Project
Representative	Ziad Hamoui	Tarzan Enterprises, Borderless Alliance
Recorder	Sally Cameron	Abt Associates Inc.
Participant	Yuna Zhou	Syngenta Foundation
Participant	Tamini Berthe	CIC-B
Participant	Tassembedo Asseta	RTCF Burkina Faso
Participant	Sawadogo Sophie	COFENABVI AO – Burkina Faso
Participant	Salihou Guiro	USAID IICEM Project, consultant
Participant	Kina Adama	Commerçant, Burkina Faso
Participant	Djegga Demmon	COFENABVI AO
Participant	Haruna Agesheka	GAPTO
Participant	Klutse Kudomor	Nestle CWA
Participant	Bamba Yacouba	COFENABVI AO
Participant	Gafar Ajao	USAID ATP Project
Participant	Christophe Bruyas	USAID West Africa Trade Hub Project
Participant	Koita Ibrahim	
Participant	El Hadj Garba Issaka	
Participant	Sanoh N'faly	
Participant	Stephen Awuah	
Participant	Carla Demzard	
Participant	Abdou Salamou Nakakale	
Participant	Tanasir Niane	
Participant	Samuel Adjei	
Participant	Berthe Laguciva	
Participant	Ki Philippe de Kassom	
Participant	Alidum Alassani	
Participant	Zoundi Simone	

Group 2: export restrictions

Facilitator	Sola Afelabi	USAID West Africa Trade Hub Project
Group Representative	Ayéfoumi Salif Olou-Adara	CPC-Togo
Resource Person	Christian Amedo	USAID ATP/E-ATP Project
Resource Person	Kossi Dahoui	USAID ATP/E-ATP Project
Recorder	Deborah Dangay	Abt Associates Inc.
Participant	Boubacar Soumaré	Faso Jigi (Mali)
Participant	Berthe Lancina	CIR-B
Participant	Seye Seynabou	DHL Global Forwarding
Participant	Dr. Patrick Nugawela	Consultant, J.E. Austin
Participant	Dieker-Avit Louis-Philippe	Nestlé
Participant	Marie-Andrée Tall	AAFEX—Fruitales
Participant	Patrick Zompo	AAFEX—STFL
Participant	Emmanuel Joseph Mensah	AGRA, Accra
Participant	Alfred Achampong	DHL Global Forwarding
Participant	Mima Nedelcovych	Schaffer Global Group
Participant	Louise Hornel	DFID
Participant	Nebnoma Sawadogo	RECAO (Burkina Faso)
Participant	Jules Keane	Catholic Relief Services
Participant	Sanou Soumaïla	CIC-B
Participant	Thomas Yeboah	IMFP Ghana
Participant	Mouhamadou Lawane Kane	Nouel Senegal
Participant	Hamidou Ouedraogo	MELS/Burkina
Participant	Kadu Aifah	Ghana Grains Council
Participant	Dieudonné Kam	USAID ATP Project
Participant	Justice Lee Adoboe	Ghana News Agency
Participant	Khady Fall Fall	AFAO-WAMA
Participant	Abdoulaye Sawadogo	NAFASO
Participant	Amaria Salia	J.E. Austin
Participant	Kleberte Bénié	IMCI Côte d'Ivoire

Group 3: certificates of Origin

Facilitator	Daniel Plunkett	USAID ATP/E-ATP Project
Resource Person	Frank Ofei	Consultant
Resource Person	David Tanenbaum	USAID ATP/E-ATP project
Representative	Rohit Raj	OLAM
Recorder	Sara Miner	USAID ATP/E-ATP project
Recorder	Golda Afidegnon	Charter House
Participant	Kamlesh Jadeja	Crown Agents (UK)
Participant	Fadima Mariko	AAFEX
Participant	Abdou Salamou Nakakale	COFENABVI AO Niger
Participant	Alassani Alidou	COFENABVI AO
Participant	Issaka Ali	USAID ATP/E-ATP Project
Participant	Ismael Ouedraogo	Consultant
Participant	Tamadou Fall Boudou	COFENABVI AO
Participant	Salif Coulibaly	COFENABVI AO
Participant	Boni Roger Felix N'do	COFENABVI AO
Participant	Salif Bikinga	CIR-B (UNTR-B)

Group 4: Sanitary and phytosanitary certificates

Facilitator	Justin Bayili	Borderless Alliance
Resource Person	Seydou Sidibe	USAID ATP Project
Resource Person	Kokou Zotoglo	USAID ATP Project
Representative	Mamadou Camara	COFENABVI AO
Recorder	Christine Ohresser-Joumard	USAID ATP Project
Participant	John Lamb	Abt Associates Inc.
Participant	Labi Dahoal	USAID ATP Project
Participant	Honvoh Garcia	Esoko
Participant	Ndele Yagbaw	World Food Program
Participant	Djaouga Boubacar	USAID ATP Project
Participant	Diallo Boukari	COFENABVI AO
Participant	Koama Abdoulaye	
Participant	Boureima Maimouna	
Participant	Sambo Assane	
Participant	Bikinga Salif	

Group 5: Value-added tax

Facilitator	Georges Dimithe	
Resource Person	Ed Keturakis	Abt Associates Inc.
Resource Person	Yaya Yedah	
Representative	Tom Gambrah	Premium Foods
Recorder	David Ivanovic	USAID ATP Project
Participant	Hamadou Nialibouly	
Participant	Issaka Camara	
Participant	Judith Attiogbe	
Participant	Timbila Thomas Sawadogo	COFENABVI AO
Participant	Saurav Bhuwan	OLAM
Participant	Peter White	USAID ATP consultant
Participant	Abel Gbetoenonmon	Africa Performance Agency
Participant	Debrah Kofi	
Participant	Daouda Diomandé	
Participant	Zinnah Moses	
Participant	Aissatou Deme	ATCL
Participant	Bineta Coulibaly	
Participant	Amadou Ousmane	Caspani
Participant	Gladys Sampson	Premium Foods
Participant	Mariam Toure Barry	Rose Eclat
Participant	Serge Touré	